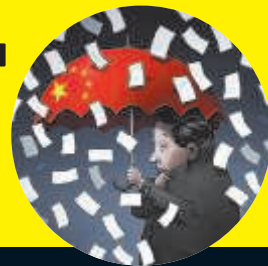


**POUR LE DROIT
DE MANIFESTER**

8 pages avec Amnesty International



**CHINE UN VENT
DE RÉVOLTE**



Courrier international

N° 1674 du 1^{er} au 7 décembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.



UKRAINE UN SI LONG CHEMIN VERS LA PAIX

*Quelles seraient les conditions
pour mettre fin au conflit ?
Neuf mois après le début
de l'invasion russe, la presse
étrangère s'interroge.*

M 03183 - 1674 - F: 4,50 €



Henri-Claude

Directeur Commercial
d'une Maison de vins à Gigondas (84)

Un savoir-faire millénaire, qui se transmet chaque jour.



**DU CÔTÉ DE CEUX
QUI LISENT CULTURE
DANS VITICULTURE**



CÔTES DU RHÔNE
CULTIVONS LE RESPECT

worldEfeu - ©Richard Spang - Tous droits réservés - 10/2022

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ukraine : un si long chemin vers la paix

Il y a des semaines où les événements d'actualité se télescopent, obligeant à des choix parfois difficiles. Ce fut le cas pour la préparation de ce numéro : les manifestations en Chine contre la politique "zéro Covid" du gouvernement sont venues bousculer le déroulé de l'hebdomadaire (et le bouclage accessoirement). Fallait-il pour autant changer la une ? Nous nous sommes posé la question, d'autant que nous avions déjà traduit, pour ce même numéro, un article de Kevin Rudd publié dans la revue **Foreign Affairs** sur la pensée du leader chinois : "Ce que pense Xi Jinping et pourquoi cela compte".

Malgré tout, c'est à l'Ukraine que nous avons choisi de consacrer notre une. Neuf mois après le début de l'invasion russe (le 24 février), Vladimir Poutine poursuit sa stratégie de la terreur, utilisant la faim et le froid comme armes de guerre. Les bombardements se multiplient sur les infrastructures civiles, privant des millions d'Ukrainiens d'électricité, alors que l'hiver arrive. Forcée de battre en retraite sur plusieurs fronts, de Kharkiv à Kherson, l'armée russe tente de briser la capacité de résistance des Ukrainiens en plongeant les villes sous un déluge de feu. Inutile d'espérer des négociations dans ces conditions, avance l'hebdomadaire ukrainien **Dzerkalo Tyjnia**. Pourtant, c'est bien de cela qu'il s'agit dans ce dossier. Quelles pourraient être les conditions d'une paix ? C'est la question à laquelle tente de répondre **The Economist**. Depuis quelques semaines, les signaux, parfois

contradictoires, poussent à s'interroger. Dans ce jeu de dupes, explique le magazine britannique, la vérité est que la fin de la guerre semble dépendre de facteurs qui échappent en bonne partie au contrôle de Kiev. Combien de temps l'Ukraine bénéficiera-t-elle du soutien des Occidentaux – dont les populations pourraient se lasser d'un conflit interminable et dont les stocks d'armement ne sont pas non plus inépuisables ? "En privé, écrit **The Economist**, les responsables occidentaux et ukrainiens commencent à se demander à quoi pourrait ressembler une sortie stable du conflit. L'Ukraine deviendra-t-elle une nouvelle Finlande ?" Est-ce le modèle israélien qui prévaudra ? Celui de l'Allemagne de l'Ouest ? Un article de réflexion à lire absolument pour mieux mesurer le si long chemin vers la paix qui reste à parcourir. Retour en Chine. Au moment où le président chinois, tout juste réélu pour un troisième mandat, se heurte à un

mouvement inédit depuis Tian'anmen, en 1989, l'article de **Foreign Affairs** offre une grille de lecture qui permet de mieux comprendre les ressorts des décisions prises à la tête de l'État chinois. C'est guidé par l'idéologie que Xi Jinping mène son pays d'une main de fer, explique notamment l'auteur. Après trois années d'une gestion dogmatique de la pandémie, et alors que dans de nombreuses villes des manifestants n'ont pas hésité à défier la police et même à réclamer, pour certains, sa démission, Xi Jinping est-il prêt à faire des concessions ? Rien n'est moins sûr, estime dans un autre article, traduit du chinois, un journaliste hongkongais aujourd'hui exilé en Californie : "Le Parti communiste est confronté à un dilemme sans précédent... Ces trois années de contrôle permanent et de confinement ont poussé les gens à bout", écrit Ngan Shun-kau. Le problème, poursuit-il, c'est que la contestation s'amplifie et, désormais, c'est tout le système qui est mis en cause.

"Si le gouvernement se résout à faire machine arrière, sa ligne de défense volera en éclats, et l'opinion publique risque de ne plus accepter aucune limite à l'avenir. S'il refuse la moindre concession, il ne fera qu'exciter davantage la colère populaire." Pour mieux comprendre les racines de cette colère, il suffit de lire la lettre ouverte des étudiants en médecine de Wuhan adressée aux dirigeants chinois et publiée sur le site **Yibao**. Ils y dénoncent les inégalités et l'organisation du pouvoir. Un document rare. À lire aussi dans ce numéro, notre dossier réalisé en partenariat avec Amnesty International à l'occasion de la campagne "10 jours pour signer". Le thème retenu cette année : le droit de manifester. L'actualité, décidément, fait écho à elle-même.

En couverture :
Ukraine : dessin de **Brian Stauffer**, États-Unis.
Chine : dessin de **Niels Bo Bojesen** paru dans **Jyllands-Posten**, Danemark.



Sommaire

ÉTATS-UNIS p.20

Les Texans ont la gâchette de plus en plus facile

Depuis l'entrée en vigueur, en 2021, d'une loi autorisant le port d'une arme sans permis, leur nombre est en forte hausse, s'alarme **The New York Times**.

TRAVAIL p.40

"Qui est là ? – C'est Pôle emploi"

À Kassel, **Die Zeit** a suivi des conseillers qui se rendent au domicile des chômeurs de longue durée ayant décroché. Ce projet pilote pourrait s'étendre à toute l'Allemagne.

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

Chine. Le "zéro Covid" ne passe plus

Quelques semaines après le 20^e Congrès, qui a confirmé l'emprise de Xi Jinping sur les institutions, les manifestations se multiplient partout dans le pays pour dénoncer les excès de cette politique. À lire aussi le portrait du leader chinois, p. 54.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- African Business** Londres, mensuel.
- Bloomberg.com** (bloomberg.com) New York, en ligne.
- Cubanet** (cubanet.org) Coral Gables (États-Unis), en ligne.
- The Diplomat** (thediplomat.com) Washington, en ligne.
- Dzerkalo Tyjnia** Kiev, hebdomadaire.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Foreign Affairs** New York, bimestriel.
- The Independent** Londres, quotidien.
- Institute for Security Studies** (issafrica.org) Afrique, en ligne.
- Journaldumali.com** (journaldumali.com) Bamako, en ligne.
- Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
- Minority Africa** (minorityafrica.org) Kampala, en ligne.
- Muwatin** Londres, mensuel.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Rolling Stone** New York, bimensuel.
- Sahélien.com** (sahelien.com) Bamako, en ligne.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- Xin Shiji-New Century Net** (2newcenturynet.blogspot.com) Monterey (États-Unis), en ligne.
- Yibao** (yibaochina.com) Boston, Washington, en ligne.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

DOSSIER p.32

POUR LE DROIT DE MANIFESTER MANIFESTONS-NOUS!

Cette année encore, *Courrier international* s'associe à Amnesty International et à sa campagne "10 Jours pour signer", qui met en lumière dix cas de personnes brutalisées pour s'être exprimé.

AMNESTY INTERNATIONAL



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Chine.** Le “zéro Covid” ne passe plus

À la une

14. **Ukraine,** un si long chemin vers la paix

D'un continent à l'autre

20. **États-Unis.** Les Texans ont la gâchette de plus en plus facile

22. **France.** Macron chez Biden

24. **Iran-Turquie.** Pourquoi cet acharnement contre les Kurdes ?

26. **Égypte.** “Le psy, c'est pour les non-croyants”

28. **Sahel.** Chaos debout

30. **Malaisie.** Un pays fracturé

Dossier Droits humains

33. **Russie.** L'art de détourner les étiquettes

34. **Maroc.** Le Rif dans la peau

36. **Iran.** Dénier de justice

37. **Hong Kong.** La Chine condamne une lueur d'espoir

38. **Cuba.** “Que triomphent le bien, la vérité et la liberté”

Transversales

40. **Économie.** “Qui est là ? - C'est Pôle emploi”

42. **Environnement.** Le café boit la tasse

360°

46. **Portfolio.** Rione Sanità, corps et âmes

50. **Musique.** La folle destinée de “Troupeau bleu”

52. **Jeu vidéo.** “Pentiment”, le jeu qui enlumine la Bavière

54. **Portrait.** Ce que pense Xi Jinping, et pourquoi cela compte

58. **Histoire.** Charles XII de Suède, un boulet pour les Turcs



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. L'empire russe doit mourir

Seule une défaite militaire permettra de faire advenir un changement politique en Russie et de mettre fin aux ambitions “impériales” de Vladimir Poutine, assène la chroniqueuse de renom Anne Applebaum dans le magazine **The Atlantic**, à Washington.

La France vue de l'étranger. Val Thorens, la station dont quasi personne ne voulait

Plus haute station de ski d'Europe, trop froide et trop lointaine, Val Thorens fut l'objet de nombreuses critiques, raconte le quotidien belge **La Libre Belgique**, qui revient sur sa création, il y a tout juste cinquante ans.

Le Courrier des recettes. Trois plats d'Ottolenghi à cuisiner en trente minutes

Daurade au boulgour rouge et noix épicées, pâtes garnies d'herbes, d'olives, de raisins secs et de chapelure et haricots en soupe avec champignons rôtis et salsa à la ciboulette, c'est l'alléchant menu de la chronique du chef dans **The Guardian**.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**

Les articles
de la presse étrangère
qui ont marqué
l'année

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Novembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit

(16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Kévin Jolivet Direction artistique

Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE

MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de

service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe,

16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon

(Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante

(Italie, 19 73), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin

Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège,

Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous

(Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie,

Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian

(Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef

de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord,

16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann

Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE

Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaudreau

(Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud),

Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir

El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal

Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique

australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES

Pascal Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de

rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360°

Marie Béliou (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi

HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édi-

tion), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callot,

Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saïby

(éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (déve-

loppement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand),

Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois,

anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)

RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe

Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonhann

Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41),

Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation)

MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia

CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardri, Étienne Bianchi, Emma

Bougerol, Emmanuelle Bour, Enzo Cailleton, Frédéric Dalléas, Corinne Duqueyroux,

Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Astrid Mouget, Ophélie Négros,

Florent Normand, Claire Olivès, Macha Séry, Maëlys Sour, Yuta Yagishita

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mail-
ing offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Origine du papier :
UK, Allemagne,
100 % de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Environnement :
Ptot - 0,0083 kg/
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
certifiées. Ouvrage
imprimé à 100 %
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Parrainage Courrier international sur la totalité des abonnés France Métropolitaine

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :
boutique.courrierinternational.com/cgv-co. Vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées
à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse
postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de Courrier international ou de ses partenaires.
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont
vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de
confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69
avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine

dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports

numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



NOUVELLE MACHINE

VERTUO POP



LE CAFÉ FAIT SA RÉVOLUTION EN COULEURS

NESPRESSO



Chine. Le “zéro Covid” ne passe plus



FOCUS

Trois années d'une politique dogmatique contre l'épidémie ont provoqué une contestation inédite depuis des décennies en Chine. Après un incendie mortel dans un immeuble confiné, des manifestants ont réclamé la fin des restrictions, et même la démission de Xi Jinping. Le pouvoir, peu habitué au compromis, va devoir faire face sans verser dans une répression féroce. Des allègements aux restrictions ont été annoncés, mais l'étendue des concessions reste incertaine.

L'exaspération est plus forte que la peur

Après trois ans de confinements et de restrictions, la population, à bout, découvre sa capacité à se rassembler pour faire bouger les choses.

—Xin Shiji-New Century Net Monterey (États-Unis)

Beaucoup de gens ont été profondément touchés par l'affaire du “Superman” de Chongqing, survenue il y a quelques jours [le 24 novembre]. Tout aussi intrépide que Peng Lifa, qui avait suspendu [le 13 octobre] une banderole contestatrice sur le pont Sitong, à Pékin, cet homme dont on ignore le nom a osé énoncer publiquement des revendications à caractère politique, élevant la résistance populaire à un niveau inédit, visant le système lui-même.

Impavide, criant avec ferveur en pleine rue “*La liberté ou la mort!*”, le “Superman” de

Chongqing s'est comporté en véritable héros. La clé d'étranglement pratiquée par les policiers venus l'arrêter n'aura pas eu raison de lui, la foule qui l'entourait parvenant contre toute attente à le tirer de la gueule du loup.

Après le 20^e Congrès du Parti communiste [qui s'est déroulé du 16 au 22 octobre 2022], alors qu'un assouplissement de la politique “zéro Covid” était escompté, les mesures sont devenues plus drastiques encore. Dans tout le pays, la machine à contrôler et à confiner s'est emballée, suscitant une immense vague de résistance.

Les particularités de ce mouvement sont nombreuses. Premièrement, son ampleur :

en quelques jours, elle a touché Canton, Chongqing, Zhengzhou et Urumqi, entre autres grandes villes. Avec toujours une même cause – l'inhumanité de la politique “zéro Covid” et un même résultat – des barrières de confinement renversées dans un climat d'émeute. Deuxièmement, son échelle, plus importante à la fois par le nombre de personnes impliquées – des dizaines de milliers – et par sa durée – plusieurs jours. Troisièmement, son degré de violence, plus élevé lui aussi : la population, armée de pierres et de bâtons, n'a pas hésité à renverser les véhicules de police ou à mettre le feu à ce qu'elle avait sous la main [comme à Canton, à la mi-novembre].

Violence policière. De son côté, la police a fait usage de gaz lacrymogène, de canons à eau et a même parfois ouvert le feu [cela n'est pas attesté par d'autres sources]. Quatrièmement, des concessions ont été faites par les autorités, sans représailles. Cinquièmement, malgré tous les efforts déployés par les médias officiels pour masquer ces événements, l'information a été

← Après un incendie qui a tué 10 personnes à Urumqi, des manifestants brandissent des feuilles de papier blanc, en référence au manque de liberté d'expression en Chine.

Photo Mark R. Cristino/EPA/EFE/MaxPPP

massivement relayée sur les réseaux, signe que le contrôle d'Internet semble avoir atteint ses limites. Sixièmement, la résistance s'exprime désormais sur le plan politique. Cela ne s'est pas arrêté aux revendications du "Superman" de Chongqing : des gens sont allés jusqu'à crier : "À bas Xi Jinping!"

Plus récemment encore, le 26 novembre, les étudiants de l'Institut de la communication et des médias de Nankin ont rendu hommage aux victimes de l'incendie d'Urumqi [ayant causé la mort de dix personnes, confinées dans leur immeuble deux jours plus tôt] et pointé du doigt la responsabilité de la politique "zéro Covid" dans ce tragique accident, lançant un mouvement repris dans une dizaine d'autres universités du pays. À l'origine de ce mouvement, la vague de

Pékin supposait que les Chinois aimaient assez leur pays et le parti pour se plier à la politique "zéro Covid".

contestation populaire s'en nourrit désormais en retour.

Le Parti communiste est confronté à un dilemme sans précédent. Le gouvernement a parfaitement conscience de l'impopularité de sa politique "zéro Covid", il n'ignore pas les souffrances qu'elle engendre. Simplement, les autorités supposaient que les Chinois aimaient assez leur pays et le Parti pour s'y plier, confiantes dans le fait qu'elles auraient toujours la capacité de maîtriser la situation.

Elles ont fait le pari que le virus se laisserait dompter, qu'elles atteindraient à court terme leur objectif "zéro Covid" et que la colère populaire retomberait d'elle-même. Elles n'avaient pas imaginé que ce virus allait au contraire continuer à se répandre dans tout le pays. La situation s'étant dégradée, Xi Jinping n'a eu d'autre choix que de revenir à des mesures très strictes, au grand désespoir de la population.

Ces trois années de contrôle permanent et de confinement ont poussé les gens à bout. Chaque jour, de nouvelles tragédies se produisent. L'instabilité émotionnelle que cela a créée

dans la population s'est progressivement muée en abattement et en ressentiment généralisés. Par ailleurs, la cruauté des hommes en blanc et la violence exercée par la police ont accru le mécontentement, qui s'est répandu exponentiellement dans la population, donnant naissance à la puissante vague qui déferle sous nos yeux.

Les autorités et la population se font désormais face, tels deux camps radicalement opposés. Si le gouvernement se résout à faire machine arrière, sa ligne de défense volera en éclats et l'opinion publique risque de ne plus accepter aucune limite à l'avenir. S'il refuse la moindre concession, il ne fera qu'exciter davantage la colère populaire.

Solidarité salubre. Pis encore pour les autorités : non seulement la contestation s'amplifie, mais les revendications se font de plus en plus exigeantes. D'un simple souhait de l'amélioration des conditions de vie au quotidien, elles se sont muées en revendications économiques, puis politiques, et à présent c'est tout le système qui est mis en cause.

Aujourd'hui, les gens n'ont plus confiance dans ce que dit le gouvernement, ils n'obéissent plus aveuglément aux directives des autorités. Ils commencent à sentir qu'être solidaires les rend plus forts. Il suffit d'être nombreux à le vouloir, et il devient facile de renverser les barrières de confinement. Pourquoi avoir peur des "grands blancs" [surnom des employés chargés d'appliquer la politique "zéro Covid", en combinaison de protection blanche]? Ce ne sont que des hommes, à qui un coup de poing peut faire mal. La police est violente, mais en s'y mettant à plusieurs on peut renverser ses voitures. Les gens sont si nombreux à résister que les méthodes de surveillance et de contrôle de la population, que ce soit au moyen d'outils technologiques dernier cri ou d'un maillage systématique de la société par les membres du Parti, sont tenues en échec. Les huiles du Parti ont beau être sans pitié, si l'opinion publique se mue en marée humaine, elles se mettront à trembler.

Que peut faire Xi Jinping ? S'il recule, c'est le prestige de

Manifestations en Chine (au 28 novembre 2022)



Manifestation de rue : petite importante Provinces dans lesquelles des étudiants ont manifesté (au moins 79 campus concernés au total)

Contexte

Police partout et Covid en hausse

●●● La contestation qui a éclaté le week-end en Chine contre la politique "zéro Covid" semblait "s'être calmée", le lundi 28 novembre, alors qu'une forte présence policière était visible dans les villes, écrit la **BBC**. À Shanghai, où de grandes barrières avaient été érigées le long de la principale route empruntée les jours d'avant par les contestataires, la police a procédé à plusieurs arrestations, rapporte la radiotélévision britannique. Les agents "ont empêché les personnes [présentes] de prendre des photos des manifestations et ont effacé les images sur leurs appareils". **The Guardian** évoque "une démonstration de force" de la police à travers toute la Chine afin de "s'attaquer [aux] actes de désobéissance civile

les plus extraordinaires [...] depuis des décennies". Le 28 novembre, les autorités de Pékin et de Canton ont assoupli certaines mesures sanitaires relatives au Covid-19 "et ont prévenu que les sorties essentielles ne devaient pas être interdites", indique le **South China Morning Post**. Il s'agit de "prendre des mesures plus ciblées, fondées sur des données scientifiques, afin d'endiguer les flambées", justifie le **Global Times**. Aussi le 28 novembre, les autorités chinoises ont fait état de 40 052 nouveaux cas, peut-on lire sur le site du **Quotidien du peuple**. Un nouveau record, après les 39 506 cas enregistrés la veille.

Chronologie

24 novembre — L'incendie d'un immeuble fait 10 morts à Urumqi, capitale de la région autonome ouïgoure du Xinjiang.

25 novembre — Des habitants d'Urumqi, confinés depuis cent jours, contestent le blocage des rues et demandent la levée des restrictions.

26 novembre — Une veillée à la mémoire des victimes est organisée à Shanghai, dans la rue d'Urumqi, où a eu lieu le sinistre. Le rassemblement vire à la manifestation contre la politique "zéro Covid".

27 novembre — Dans plus d'une dizaine de villes, les manifestations se poursuivent. Elles revendiquent la liberté d'expression et de la presse, demandent la démission de Xi Jinping, la mise en place de l'état de droit et la liberté. Dans près de 80 universités ont lieu des rassemblements similaires.

28 novembre — Certaines des mesures les plus extrêmes du confinement sont suspendues. Les étudiants confinés sont invités à rentrer chez eux.

SOURCE : DUANCHUANMEI



NEWS LICENSING

son autorité qui s'écroule. Si les mesures du gouvernement sont abolies sous la pression populaire, qui sera encore prêt à écouter ses responsables à l'avenir [Le 29 novembre, tout en renvoyant les étudiants chez eux, les autorités ont annoncé la fin des fermetures physiques des immeubles confinés] ? Et que faire si les autorités régionales

Le gouvernement ne partage plus rien avec le peuple. La Chine est à un tournant critique.

se montrent défaillantes et qu'à la moindre contrariété la population se soulève ? Comment préserver la stabilité sociale dans ces conditions ?

À l'inverse, si Xi Jinping charge la police de réprimer ce mouvement, que cela ne suffit pas et qu'il envoie l'armée et les tanks dans toutes ces villes laver l'affront dans un bain de sang, le peuple nourrira à l'égard du pouvoir une haine inextinguible. Un tel choix mettrait le pays à feu et à sang, sonnait la fin du Parti communiste chinois.

Xi Jinping est quelqu'un d'obstiné. Son incapacité à évaluer correctement la situation en cours est un signe du déclin qui le guette. La population a profondément

souffert de ces trois années de prévention et de maîtrise de l'épidémie, et le virage à gauche pris après le 20^e Congrès a encore accentué son désespoir. Le gouvernement a ignoré cette souffrance, à tel point qu'aujourd'hui il ne partage plus rien en commun avec le peuple. La Chine se trouve à un moment critique de son histoire.

Xi Jinping a lancé un immense filet en direction du ciel, afin d'y piéger 1,3 milliard de personnes. Ce qu'il n'avait pas prévu, c'est qu'en retombant ce filet allait l'immobiliser lui aussi, et qu'il ne parviendrait pas à s'en dépêtrer.

Les choses sont en train de bouger. La situation est proche du point critique. Le conflit opposant le Parti et le peuple paraît insoluble. L'un et l'autre sont d'une humeur exécrable, et l'hostilité grandit entre eux. Le plus embêtant, c'est qu'il n'y a moyen ni d'avancer ni de reculer. Le nœud de la discorde est trop serré. Il n'y a d'autre solution qu'attendre que la crise s'aggrave.

Taïwan est tranquille. La Chine ainsi embourbée, les États-Unis peuvent attendre tranquillement de voir évoluer la situation. Quant aux Taïwanais, ils n'ont rien à craindre non plus : Xi Jinping est pour l'heure confronté à de sérieux ennuis et trop occupé à essayer de se sauver lui-même.

Eux aussi peuvent attendre tranquillement de voir comment les choses vont tourner.

À Hong Kong, le gouvernement de John Lee continue de persécuter le camp démocrate. Mais sur le continent, le vent est en train de tourner. On peut imaginer que la tempête puisse l'emporter lui aussi. Il y a un temps pour faire le mal, et un temps pour faire les comptes. Il est dans l'ordre des choses de toujours devoir rendre compte de ses actes.

—**Ngan Shun-kau**
Publié le 27 novembre

L'auteur

NGAN SHUN-KAU a passé une partie de son enfance en Chine et était au lycée dans le Fujian en 1966, au début de la Révolution culturelle. Il a émigré à Hong Kong en 1978, où il est devenu journaliste dans la presse populaire, puis éditeur et enfin écrivain et scénariste. Le blog **Xinshiji** (littéralement, "Nouveau siècle") a été fondé par le grand journaliste chinois Zhang Weiguo en 2007, victime de la répression des événements de Tian'anmen. Exilé, il vit désormais en Californie, d'où il publie des commentaires et analyses de l'actualité chinoise signés par des plumes sinophones du monde entier.

Analyse

Impossible changement de cap

●●● D'abord présentée comme une grande réussite à Wuhan, la politique "zéro Covid" s'essouffle et excède la population, alors que la vie a repris son cours dans le monde. Mais Xi Jinping, le président tout-puissant, ne peut changer d'approche sans briser le mythe de son infailibilité, constate dans **The Observer** Isabel Hilton, ancienne correspondante à Pékin. "Non seulement la politique 'zéro Covid' de Xi Jinping s'attire le ressentiment grandissant de la population, avec un coût pour l'économie qui ne cesse d'augmenter, or son efficacité semble s'émousser. Compte tenu des risques croissants et des bénéfices de moins en moins perceptibles, pourquoi le gouvernement de Pékin s'entête-t-il ?" demande la journaliste. "Quel que soit le régime, il est toujours difficile de revenir sur une politique, mais c'est encore plus compliqué dans un système autoritaire, où toutes les décisions viennent d'en haut", répond-elle. "On pourrait croire qu'un dictateur peut faire tout ce qu'il veut, mais ce n'est pas aussi simple. Plusieurs facteurs s'opposent en effet à un revirement brutal de stratégie. Si un dirigeant est étroitement associé à une politique, comme c'est le cas en Chine, un changement de cap est forcément un aveu de faiblesse. Une tragédie pour les dirigeants qui cherchent à maintenir le mythe de leur clairvoyance et de leur infailibilité." **Une analyse à lire sur notre site en intégralité et traduite en français.**

✎ Xi Jinping. Dessin de Morten Morland paru dans **The Times**, Londres.

Censure

Silence, on gère!

●●● Toute mention aux rassemblements qui secouent le pays est éludée dans la presse chinoise qui préfère évoquer l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 et commenter les mesures prises. Dans un éditorial, le quotidien pékinois **Xinjing Bao** recommande "de faire un bon travail auprès des masses" et souligne qu'il n'a jamais été question d'une action de prévention "uniquement fondée sur le confinement". De son côté, le **Renmin Ribao**, organe du Parti communiste chinois, explique que les fonctionnaires chinois sont partout en train de mettre les bouchées doubles pour "satisfaire les besoins de la population". Il faut appliquer ce que l'on a vu fonctionner, "maintenir la prévention, sa précocité, sa rapidité, et combattre inlassablement les erreurs de conception, repousser les doutes, lutter contre la paralysie de la pensée, traquer les mouvements d'humeur". Mais le quotidien repousse toute idée de "vivre avec le virus" : "Nous pouvons dresser des barrières contre l'extension de l'épidémie, nous gagnerons contre le bastion de la normalisation du virus", conclut-il.

À lire aussi

CE QUE PENSE XI JINPING ET POURQUOI CELA COMPTE

C'est guidé par l'idéologie que Xi Jinping mène son pays d'une main de fer, explique l'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, président de l'Asia Society, à New York. Une grille de lecture que les Occidentaux feraient bien d'utiliser pour mieux comprendre les ressorts des décisions prises à la tête de l'État chinois. Et s'en prémunir. **Un portrait à lire page 54.**

SAINT JAMES

RHUM PURE CANNE



LA DISTILLERIE SAINT JAMES ÉLABORE DEPUIS 1765 DES RHUMS AGRICOLES À PARTIR DU PUR JUS DE CANNE ISSU DE SES PLANTATIONS.
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



✍ Liberté. Dessin de
Stellina Chen, Taïwan.

Lettre ouverte à nos dirigeants

Dans ce texte republié par un site dissident en exil, des étudiants en médecine de Wuhan s'opposent à la politique "zéro Covid". Leur contestation, bien qu'en termes policés, cible les inégalités de traitement et l'organisation du pouvoir.

—Yibao (extraits) Boston, Washington

Dans le contexte de la pandémie mondiale de Covid-19, nous savons bien que la Chine ne peut pas faire cavalier seul, et que toutes les régions habitées sont amenées à être touchées tôt ou tard par le virus, avec des pics de contaminations variant au fil du temps. Trois ans de lutte contre la maladie nous ont appris que, lorsqu'on gagne localement une bataille contre l'épidémie, une nouvelle flambée ne manque pas d'éclater ailleurs, entraînant le confinement des habitants du lieu [en application de la politique "zéro Covid" imposée en Chine].

Pour mettre fin à ce cercle vicieux, et recouvrer nos droits au quotidien ainsi que des conditions psychologiques acceptables, nous nous permettons de publier ce manifeste en votre nom, au nom des étudiants de l'école de médecine Tongji, de l'université des sciences et technologies de Chine centrale [à Wuhan], et au nom des masses populaires dont nous faisons tous partie.

Nous savons bien que c'est pour faciliter le travail de lutte contre l'épidémie de la municipalité de Wuhan que nous avons dû renoncer à de nombreux droits. Pour avoir étudié John Snow [médecin anglais spécialiste de l'hygiène médicale et précurseur en épidémiologie au XIX^e siècle], nous savons mieux que personne la charge que représentent les maladies infectieuses pour la société. Cependant, nos concessions ont tout du sacrifice dès lors qu'il s'agit de la liberté d'accès au campus. En fait, nous pourrions parfaitement passer par-dessus le portail d'entrée, escalader les hauts murs,

couper les grillages, entrer de force dans le restaurant universitaire pour y prendre de la nourriture, et même enlever nos masques. Nous étions bien plus nombreux que les effectifs qui pouvaient être affectés pour nous encadrer!

Nous faisons malgré tout ces concessions parce que nous voulons croire que ce confinement "provisoire" de l'université peut soutenir les efforts déployés par la municipalité de Wuhan pour juguler l'épidémie et permettre de lever des restrictions au niveau du campus et du reste de la société. Mais comme désormais il est clair que la levée d'un confinement ne fait qu'en entraîner un autre, quel est l'intérêt pour nous d'accepter ces concessions? Le Covid-19 serait-il apparu naturellement pour nous priver de nos droits?

Graves dommages. Voici donc la première demande que nous formulons ici : que soit totalement supprimé le système d'autorisation d'entrée et de sortie dans le campus pour tous les étudiants. Il a en fait pour fonction de les pister. Nous avons bien conscience que la promesse faite aux étudiants d'appliquer ce genre de procédure aux enseignants et au reste du personnel, ainsi qu'aux membres de leur famille, n'est pas crédible. Puisqu'il est impossible d'imposer un confinement sur une base d'égalité, autant le lever!

Nous savons bien que les vingt mesures d'assouplissement annoncées [le 11 novembre] par l'État [mais rapidement suivies de l'introduction de nouvelles restrictions pour répondre à la hausse des cas] pointent du doigt le zèle

excessif des instances politiques locales, qui mettent en place trop de restrictions et des confinements trop longs. C'est un mal causé à l'homme par l'homme, et non par le virus! Du point de vue de la santé publique, force est de reconnaître que, depuis au moins un an, le maintien de mesures très restrictives dans les zones à forte incidence du virus a épuisé l'esprit d'organisation de la base, ce qui entraîne des situations chaotiques, et cause de graves dommages aux économies locales ainsi qu'une détérioration des conditions de vie.

Nous devons cesser de tenir des personnes ou des institutions pour responsables des cas de contamination dans notre pays [le pouvoir chinois fait dépendre le sort des responsables locaux de leur application des politiques centrales]; ce n'est qu'ainsi que nous pourrions concentrer vraiment nos forces sur l'aide aux patients et la réduction de la transmission.

Il nous faut tenter de niveler les pics de contaminations, tout en trouvant de nouveaux modes de vie n'entravant pas durablement la vie normale. Notre faculté est parmi les meilleures en santé publique, elle a un académicien et de nombreux enseignants respectés parmi ses enseignants, et elle dispose de ressources inégales en santé publique. Et tout cela juste pour faire cours et avancer des suggestions, sans avoir la volonté, la force, le courage ou l'envie de résoudre les problèmes qui touchent tout notre pays, à commencer par notre propre établissement?

Nous savons bien que l'humanité est vouée à cohabiter avec les virus. Bien que, en raison de

sa contagiosité et de sa mutabilité, le Sars-CoV-2 ne ressemble à aucun autre agent pathogène que nous ayons jamais côtoyé, nous pouvons avoir confiance, car notre cohabitation avec toutes sortes de pandémies a toujours été temporaire; les maladies infectieuses, éternels ennemis de l'humanité, ne sont que des visiteurs de passage.

Édifice social verrouillé. Même si le confinement finit par être levé, nous recommanderons encore aux étudiants de ne pas sortir. Car ce que nous craignons le plus, c'est que notre droit à la libre circulation soit entre les mains d'autrui. Nous savons bien que si nous parvenons à quitter maintenant le campus, nous ne trouverons rien de l'autre côté du portail principal : ni restaurants, ni magasins, ni lieux de divertissement ouverts.

Car la municipalité de Wuhan, et même tout notre pays, a coupé

l'accès à des pans entiers de notre édifice social. Ce n'est donc pas par intérêt purement personnel que nous présentons cette demande, mais pour avoir le droit de vivre normalement comme nous le devrions, et notre manifeste ne doit pas se limiter à cette école, à cette ville, mais concerner toute la population et tout le pays.

Nous savons bien qu'aucun manifeste n'est représentatif de l'ensemble des voix. Nous ne promettons pas de ne pas faire suivre celui-ci d'une deuxième demande, ni même d'une troisième ou plus, et n'écarterons aucune piste pour faire aboutir nos revendications.

Enfin, gardons ces questions à l'esprit : qui faut-il fédérer? que faut-il réaliser à tout prix?

—Des étudiants de l'école de médecine Tongji, université des sciences et technologies de Chine centrale, Wuhan

Publié le 27 novembre



CARTOON MOVEMENT



DOCUMENT

SOURCE



YIBAO

Boston, Washington
yibaochina.com

Le dissident Yang Jianli dirige ce site créé à Boston en 2001 par la Fondation pour la Chine du XXI^e siècle. Retourné en Chine en 2002, il a été arrêté puis relâché en 2007. Revenu aux États-Unis, il a repris la tête de Yibao, dont les "journalistes citoyens" rassemblent et éditent des textes venant de Chine ou rédigés par des Chinois en exil.

Contestation

Les agriculteurs craquent aussi

●●● Au cœur de la Chine agricole, la politique "zéro Covid" voit émerger une nouvelle "crise", celle du "gaspillage de légumes", rapporte **Sixth Tone**. Les agriculteurs du Henan se plaignent que "les fermetures systématiques et autres restrictions excessives aient perturbé l'approvisionnement". Dans cette province qui assure 10 % de la production nationale de légumes, "191 millions de kilos de choux et 3,5 millions de kilos d'oignons" ne vont pas "atteindre les consommateurs". Dans un tableau partagé, "près de 500 agriculteurs déclarent rencontrer des difficultés à vendre leurs légumes", note le magazine anglophone de Shanghai. Certains proposent même de donner leur récolte. Leurs pertes "risquent d'affecter la chaîne d'approvisionnement". Un agriculteur explique : "Si ça continue, je ne pourrai rien faire d'autre que regarder [mes légumes] pourrir."



**Hier,
on vous a aidés
à éclairer vos
communes.
Aujourd'hui,
on vous aide
à les éteindre
au bon moment.**



Avec Linky, Enedis permet aux communes d'éteindre les lampadaires au cœur de la nuit*. 46 %, c'est l'économie d'électricité réalisée par la commune d'Aurons, dans les Bouches-du-Rhône**.

**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**



* Solution développée par Enedis, et mise en œuvre par les fournisseurs.

** Données fournisseur calculées sur le périmètre de l'expérimentation du 01/01/2022 au 05/10/2022.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

LE DESSIN
DE LA SEMAINE



Divorce refusé



↓ Nicola Sturgeon, Première ministre écossaise. Dessin de Peter Brookes paru dans *The Times*, Londres.

ROYAUME-UNI — Le gouvernement local écossais peut faire une croix sur l'indépendance, comme l'illustre Peter Brookes. Pour le moment en tout cas. Le 23 novembre, "cinq juges ont considéré à l'unanimité qu'Édimbourg n'avait pas la compétence pour convoquer un nouveau référendum" sans l'accord de Londres, explique *The National* depuis Glasgow. "C'est un coup dur pour la Première ministre Nicola Sturgeon", issue du SNP, la principale formation politique indépendantiste, souligne *The Scotsman*. La dirigeante de 52 ans espérait organiser un scrutin dès 2023, soit neuf ans après le refus de la sécession par 55 % des électeurs, lors d'un référendum organisé, lui, avec l'aval du Parlement.

Complaisance meurtrière



ITALIE — Des pluies diluviennes ont provoqué, le 26 novembre, un glissement de terrain sur l'île d'Ischia, au large de Naples. Au moins huit personnes sont mortes. Rapidement, des voix se sont élevées pour dénoncer la complaisance des autorités qui, comme souvent dans la péninsule, ferment les yeux sur les travaux illicites. "Quand les constructions illégales sèment la mort", résume en une *La Repubblica*, qui évoque des milliers de bâtiments n'ayant fait l'objet d'aucun permis de construire ou contrôle sur la petite île.

Maduro en voie de réhabilitation

VENEZUELA — En conflit ouvert depuis plus de quatre ans, le pouvoir et l'opposition ont signé un "accord partiel" le 26 novembre à Mexico, indique *El Universal*. Le premier acte de ces négociations, qui reprendront en décembre, a abouti à un accord pour débloquer 3 milliards de dollars d'avoirs vénézuéliens gelés à l'étranger par les pays - États-Unis en tête - qui ne reconnaissent pas le gouvernement de Nicolás Maduro, dont ils considèrent la réélection en 2018 comme frauduleuse. Presque immédiatement après l'annonce, Washington, encouragé par la crise énergétique, a allégé une partie des sanctions qui pèsent sur le pétrole vénézuélien. L'accord, applaudi à l'étranger,

semble bénéficier avant tout à Maduro, considéré jusqu'à il y a peu comme un paria sur la scène internationale. Mais le quotidien colombien *El Espectador* se demande "si la balance ne s'est pas trop déséquilibrée du côté du chavisme", d'autant que "rien n'a été convenu [...] en ce qui concerne des élections libres".

30

TONNES DE COCAÏNE ont été saisies lors d'une opération policière internationale baptisée "Desert Light", qui a permis la mise au jour d'un réseau "qui contrôlait environ un tiers du trafic de cocaïne européen", a annoncé la BBC le 28 novembre. Une cinquantaine de suspects, dont six "cibles de grande valeur", ont été arrêtés entre le 8 et le 19 novembre en France, en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas et aux Émirats arabes unis.

TAÏWAN

Un revers, vraiment ?

Le Kuomintang sort vainqueur des élections locales du 26 novembre. Mais la route reste longue jusqu'à la présidentielle de 2024.



C'est une victoire emblématique. Tchang Wan-an, arrière-petit-fils du leader historique du Kuomintang, Tchang Kai-

chek, que *Lienhepao (United Daily News)* a mis à sa une, a remporté la mairie de Taipei. Le quotidien titre : "Le clan bleu reprend la pointe nord de l'île", en référence à la couleur du parti. À l'échelle du pays, il "a remporté 13 des 21 villes et préfectures en jeu, dont quatre des six plus grandes agglomérations où vit près de 70 % de la population" à l'issue des élections locales du 26 novembre, rapporte le *Taipei Times*.

Prenant acte de ce revers, la présidente Tsai Ing-wen a démissionné de la tête du Parti démocrate progressiste (DPP) tout en restant aux commandes du pays jusqu'à la présidentielle de 2024. À la veille des scrutins, celle qui s'oppose à l'unification avec la Chine, alors que le Kuomintang est plutôt favorable à un rapprochement, avait tenté de recentrer les débats sur le terrain des tensions avec Pékin : "Il ne s'agit pas que d'une question locale, le résultat du vote déterminera le type de message que notre île envoie au monde", avait-elle déclaré, citée par le journal singapourien *Lianhe Zaobao*.

Mais, note le magazine japonais *Nikkei Asia*, "ce qui compte dans ces élections locales, c'est avant tout la personnalité des candidats, les réseaux de clientélisme locaux et les questions du quotidien". En contraste net avec les élections présidentielle et nationale, dominées par les relations avec la Chine. En conséquence, souligne le *Taipei Times*, le revers du DPP "n'annonce pas nécessairement une victoire du Kuomintang à la présidentielle".

Un peu de répit pour les requins

BIODIVERSITÉ — Le 25 novembre à Panama, la 19^e Conférence des parties (COP19) de la Cites, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, a ratifié des propositions visant à améliorer la protection de "54 espèces de requins, de raies et des grenouilles dites 'de cristal'", écrit le journal panaméen *La Crítica*. Le World Wildlife Fund (WWF) parle de succès, "en particulier pour les requins et les raies, puisque près de 90 % de toutes les espèces vendues à travers le monde ne peuvent désormais être commercialisées que si leurs stocks ne sont pas menacés, contre 20 % seulement avant le début de la conférence".

Fin de siège

SOMALIE — Après plus de douze heures de siège, les forces spéciales ont fini par donner l'assaut, le 28 novembre, contre l'hôtel Villa rose à Mogadiscio, proche du palais présidentiel. Des combattants chebabs (islamistes) avaient attaqué la veille l'établissement fréquenté par des membres du gouvernement. Ils auraient tué neuf personnes tandis qu'une soixantaine d'autres auraient été secourues. En dépit de la "guerre totale" lancée contre les djihadistes par le président Hassan Sheikh Mohamud depuis son retour au pouvoir en mai, "cet assaut montre que le groupe affilié à Al-Qaida conserve ses capacités à mener des attaques meurtrières, y compris dans la capitale", note *Al-Jazeera*. Fin octobre, un double attentat à la voiture piégée avait fait plus de 100 morts.

Ensemble collectons mieux

Bouchons attachés
Collecte facilitée
pour le recyclage



**SCANNEZ
POUR PLUS
D'INFORMATIONS**

Coca-Cola EN FRANCE

à la une

UKRAINE UN SI LONG C

Entre la reprise de territoires par les forces ukrainiennes et les missiles russes sur des cibles civiles, la guerre continue, et sa conclusion paraît lointaine. L'espace de négociation est étroit. Après neuf mois de conflit, les Occidentaux soutiennent toujours ouvertement Kiev, mais semblent de plus en plus ouverts aux discussions. En coulisse, ils préparent des scénarios de sortie de guerre, alors que Kiev n'envisage qu'une issue : la victoire militaire. Pourtant, la fin du conflit dépend en partie de facteurs qui lui échappent. Au premier rang desquels les calculs de Vladimir Poutine. —*The Economist* [extraits] Londres



HEMIN VERS LA PAIX



SOURCE

THE ECONOMIST
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire,
1583955 ex. (2020)
economist.com
“Imaginer la paix en Ukraine”, c’est l’exercice auquel s’est livré *The Economist* dans son édition du 10 novembre, dont est tiré l’article qui ouvre ce dossier. Grande institution de la presse britannique, ce magazine, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s’intéressent à l’actualité internationale. Ouvertement libéral, il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l’extérieur du Royaume-Uni. Aucun des articles n’est signé : une tradition de longue date, car “la personnalité et la voix collective comptent plus que l’identité individuelle des journalistes”.

✎ Volodymyr Zelensky.
Vladimir Poutine.
Dessin d’André Carrilho paru dans **Diário de Notícias**, Lisbonne.

L’attaque éclair lancée par la Russie contre la capitale ukrainienne, Kiev, a été un échec. Sa guerre d’usure à coups d’artillerie pour s’emparer de la région orientale du Donbass s’est enlisée et transformée en une impasse sanglante. Moscou a perdu une partie du territoire qu’elle avait volé au sud de la ville de Kharkiv, et a annoncé [à la mi-novembre] le retrait de ses troupes de Kherson, la seule capitale provinciale qu’elle avait prise depuis le déclenchement de son invasion, en février. À chaque revers, le président russe, Vladimir Poutine, s’est efforcé de trouver de nouveaux moyens de tourmenter l’Ukraine. Le dernier en date consiste à bombarder sans répit le pays afin de réduire à néant ses infrastructures. Il a été annoncé aux habitants de la capitale qu’il leur faudrait peut-être évacuer si le réseau énergétique s’effondrait.

Les coupures de courant n’ont pas suffi à saper la volonté des Ukrainiens de se battre. Mais elles prouvent que, neuf mois après le début de son invasion injustifiée, Poutine cherche toujours à faire monter les enchères. Certains craignent qu’il ne détruise un barrage sur le Dniepr pour freiner la progression de ses adversaires, comme Staline en 1941.

L’assaut russe, qui évolue sans cesse, soulève aussi une question embarrassante : combien de temps encore les États-Unis et l’Europe continueront-ils à fournir à l’Ukraine les milliards de dollars d’aide militaire et économique dont elle a besoin chaque mois pour repousser la Russie ? “Aussi longtemps qu’il le faudra”, assurent les dirigeants occidentaux. Mais nombre de leurs citoyens sont hostiles à l’idée que l’on finance un conflit interminable avec la Russie. Le 5 novembre, à Rome, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour appeler à mettre fin aux combats. “Nous ne voulons pas la guerre. Ni armes ni sanctions. Où est la diplomatie ?” pouvait-on lire sur une pancarte.

L’incertain après. Aux États-Unis aussi, des questions se posent. Des démocrates d’extrême gauche ont appelé, il y a peu, à des négociations, avant de se rétracter promptement. Lors des élections de mi-mandat du 8 novembre, les républicains du camp de Trump ont remporté moins de victoires qu’attendu, mais cela n’en démontre pas moins que la politique américaine pourrait basculer radicalement au lendemain de la prochaine présidentielle, dans deux ans, et avec elle la politique de la Maison-Blanche vis-à-vis de l’Ukraine.

Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden, a effectué un voyage surprise à Kiev, le 4 novembre, pour assurer les Ukrainiens

du soutien “inébranlable” des États-Unis. Mais il a aussi incité Kiev à réfléchir aux conditions d’une paix future. Depuis, on a appris qu’il était entré en contact avec ses homologues russes, pour les avertir de ne pas avoir recours aux armes nucléaires. Le 9 novembre, Biden a annoncé que les Russes et les Ukrainiens allaient “panseur leurs blessures” après la bataille de Kherson, et qu’ils seraient prêts à des compromis. Tout en soulignant qu’il ne dicterait pas son comportement à l’Ukraine.

En privé, les responsables occidentaux et ukrainiens commencent à se demander à quoi pourrait ressembler une sortie stable du conflit. L’Ukraine deviendra-t-elle une nouvelle Finlande, contrainte de céder des terres aux envahisseurs et de rester neutre pendant des décennies ? Ou une nouvelle Allemagne de l’Ouest, dont le territoire national serait divisé par la guerre, la moitié démocratique se retrouvant absorbée dans l’Otan ? Un modèle est souvent évoqué, celui d’Israël, pays constamment menacé, qui a réussi à se défendre sans conclure d’alliances

UN MODÈLE EST SOUVENT ÉVOQUÉ, CELUI D’ISRAËL, PAYS CONSTAMMENT MENACÉ, QUI A RÉUSSI À SE DÉFENDRE SANS CONCLURE D’ALLIANCES.

officielles, mais avec une aide militaire considérable de la part des États-Unis.

Les termes précis de tout accord négocié dépendent de ce qui se passe sur le champ de bataille. Il faut sans doute s’attendre à encore bien des combats avant que l’un ou l’autre camp ne soit disposé à cesser les hostilités. Selon une estimation, la Russie et l’Ukraine auraient chacune perdu environ 100 000 soldats, tués et blessés, mais elles espèrent toujours manœuvrer afin de se retrouver en position favorable.

La retraite de Kherson est une humiliation pour Poutine. Mais elle offre aux forces russes une ligne plus facile à défendre le long du Dniepr. Rien ne prouve que le maître du Kremlin soit sur le point de jeter l’éponge. Il a mobilisé des centaines de milliers de recrues supplémentaires. Certaines ont été jetées dans la bataille presque sans formation ni équipement pour tenir le front ; le reste pourrait servir à lancer une nouvelle offensive l’an prochain.

L’Ukraine, quant à elle, espère conserver son élan. Cet hiver, son armée va recevoir des renforts, sous la forme de milliers de soldats entraînés par le Royaume-Uni et d’autres pays occidentaux. Les armes continuent d’affluer de

l'Ouest. Le 4 novembre, le Pentagone a annoncé de nouvelles livraisons d'armes, d'un montant de 400 millions de dollars, incluant 45 chars T-72B modernisés et 1100 drones. Les premières batteries antiaériennes Nasams ont été déployées [à la mi-novembre].

Les stocks d'armements de l'Occident ne sont pas illimités. Les armées européennes ont sérieusement puisé dans leurs réserves. Même la puissante Amérique redoute d'éroder ses propres capacités à mener des guerres à l'avenir. Mais c'est la Russie qui semble le plus immédiatement confrontée aux pénuries. Elle a utilisé l'essentiel de ses bombes et missiles de précision, et peine à les remplacer du fait des sanctions. Elle se procure de nouveaux équipements auprès de pays comme l'Iran, et peut-être la Corée du Nord. (Jusqu'à présent, la Chine a tenu compte des avertissements américains et s'est tenue à l'écart du conflit.)

Poutine escompte que sa campagne visant à détruire le réseau électrique ukrainien obligera le pays, frappé par le froid, à se soumettre, ou en fera au moins un État affaibli et dysfonctionnel. Or, ainsi que le montrent les guerres passées, le bombardement aérien des populations civiles, en l'absence d'une campagne terrestre efficace, est rarement synonyme de victoire.

"IL FAUT MAINTENIR LA PRESSION. NE PAS SE PRÉCIPITER POUR TRACER DES LIGNES SUR UNE CARTE."

Dan Fried, CONSULTANT CHEZ ATLANTIC COUNCIL

Près de 90 % des Ukrainiens veulent que leur pays continue à se battre.

En Russie, d'après le Centre Levada, un institut de sondage, 36 % seulement des personnes interrogées souhaitent la poursuite de la guerre, 57 % seraient en faveur de pourparlers. Dans le même temps, 79 % soutiennent toujours Poutine. Il semble que les Russes aspirent à la fin de la guerre, mais, privés de sources d'information impartiales, ils n'en rendent pas Poutine responsable. Quoi qu'il en soit, plus il tente de les entraîner de force dans le conflit, plus il risque de perdre l'appui de la population.

Poutine prétend qu'il est disposé à négocier (en partant du principe que l'Ouest devrait reconnaître que les territoires ukrainiens sur lesquels il a fait main basse lui appartenaient), mais que ce sont les "maîtres" occidentaux de l'Ukraine qui empêchent cette dernière d'entamer des pourparlers. Les deux camps ont longtemps discuté après l'annexion de la péninsule de Crimée et l'occupation d'une partie du Donbass en 2014. Ils se sont également parlé au printemps, quand la Russie assiégeait Kiev. Mais l'Ukraine a rejeté toute négociation éventuelle quand on a découvert, après le repli russe des environs de Kiev en avril, que les civils avaient été victimes d'atrocités généralisées. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky,

a laissé entendre qu'une reprise des pourparlers serait possible, mais seulement si Moscou acceptait de restituer les terres ukrainiennes, de verser des dédommagements et d'admettre sa responsabilité dans les crimes de guerre.

Les objectifs de l'Occident, eux, restent flous. Biden a parfois évoqué l'idée d'un départ de Poutine du pouvoir; il lui est aussi arrivé de mentionner la nécessité de ménager des "portes de sortie" pour le dirigeant russe. C'est dans un article paru dans le *New York Times* en mai qu'il a exprimé le plus clairement ce qu'il voulait: "*Une Ukraine démocratique, indépendante, souveraine et prospère, dotée des moyens de dissuasion et de défense contre toute nouvelle agression.*" En évitant ostensiblement la question des frontières du pays. Il appartient à l'Ukraine d'y répondre, disent les responsables occidentaux; lesquels ont pour but de l'aider à renforcer sa position dans les négociations.

Question de principes. Mais depuis peu, les alliés de l'Ukraine ont adopté un discours moins ambigu. Dans un communiqué daté du 11 octobre, les dirigeants du G7 ont offert leur "*soutien absolu à l'Ukraine, son indépendance, son intégrité territoriale et sa souveraineté dans le cadre de ses frontières internationalement reconnues.*"

"*Fondamentalement, la déclaration du G7 revient à exiger de la Russie une reddition sans condition, ce qui, sur le plan diplomatique, n'est pas un résultat plausible. Par définition, la diplomatie passe par des compromis. Il ne faut pas s'attendre à un nouveau traité de Versailles*", commente Samuel Charap, de la Rand Corporation, un cabinet de consultants américains, en faisant référence aux conditions draconiennes imposées à l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale. L'Occident, l'Ukraine et la Russie devraient se retrouver autour d'une table, argumente-t-il, ne serait-ce que pour poser les jalons de négociations plus substantielles à l'avenir: "*Combats et discussions devraient logiquement se dérouler en parallèle.*"

Une vision des choses qui ne fait pas l'unanimité. "*Il faut maintenir la pression. Ne pas se précipiter pour tracer des lignes sur une carte. Ce serait un suicide bureaucratique. Sur Twitter, quelqu'un mettra ça à côté du pacte Molotov-Ribbentrop*", rétorque Dan Fried, de l'Atlantic Council, un autre cabinet de consultants américain, en faisant allusion au partage de la Pologne entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique en 1939.

Rares sont les responsables occidentaux qui remettent en question la volonté de l'Ukraine de reprendre le territoire qu'elle a perdu depuis le début de l'invasion russe en février. Beaucoup soutiendraient également une offensive visant à récupérer les régions du Donbass occupées en 2014. En revanche, les avis divergent quant à la reconquête de la Crimée. D'aucuns redoutent que la perspective de perdre la péninsule ne pousse Poutine à une escalade dangereuse.

Pour certains membres du gouvernement Biden, cette guerre est une question de principes: il ne faut jamais s'emparer de territoires par la force, par conséquent, les Russes doivent se retirer de tout ce qu'ils ont occupé. D'autres,

doutant de la capacité de l'Ukraine à en reprendre beaucoup plus, estiment que la diplomatie va bientôt avoir de nouveau voix au chapitre. Reste que les États-Unis ne tiennent pas pour l'instant à formuler ouvertement des propositions diplomatiques qui risqueraient d'enfoncer un coin dans le camp pro-ukrainien.

La nature des futures garanties de l'Occident en ce qui concerne l'Ukraine est une autre interrogation à laquelle il faudra rapidement répondre. Ces garanties devront être solides, sachant que la Russie continuera à représenter une menace pour Kiev tant que Poutine sera au pouvoir, et peut-être même au-delà. Plusieurs pays d'Europe centrale et orientale prônent une intégration rapide de l'Ukraine dans l'Otan, en arguant du fait que l'engagement de l'Alliance à défendre ses membres serait un moyen de dissuasion efficace face à Moscou. En dépit de toutes ses menaces nucléaires, le Kremlin s'est jusqu'à présent abstenu de frapper délibérément le territoire de l'Otan.

Le gouvernement Biden ne tient cependant pas à étendre son parapluie nucléaire à un pays qui se trouverait en situation de conflit latent ou réel avec la Russie. Biden a toujours veillé à minimiser les risques d'un affrontement direct entre l'Alliance et Moscou, de peur que cela ne débouche sur une troisième guerre mondiale. Plusieurs membres de l'Otan en Europe occidentale font montre du même scepticisme.

L'attention se reporte donc sur la possibilité d'accords alternatifs ou par intérim. En septembre, Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan, et Andriy Yermak, chef du cabinet de Zelensky, ont proposé la "*Convention de sécurité de Kiev*", qui prévoirait une assistance dans le domaine de la sécurité, à défaut d'un pacte de défense mutuelle. Ce qui a été considéré comme une trahison par cer-

LA RUSSIE CONTINUERA À REPRÉSENTER UNE MENACE POUR KIEV TANT QUE POUTINE SERA AU POUVOIR, ET PEUT-ÊTRE MÊME AU-DELÀ.

tains à Kiev. Inspirée du soutien occidental à Israël, dont a parlé Zelensky, cette convention consoliderait les forces armées ukrainiennes – transformant de fait le soutien ad hoc actuel en un engagement systématique à long terme.

Les partenaires de l'Ukraine promettaient des investissements "*pluridécennaux*" dans l'industrie de défense du pays, des transferts massifs d'armement, des formations, des exercices conjoints et une aide dans le domaine du renseignement. La convention ne nécessiterait ni l'approbation de Moscou ni la neutralité de Kiev. Elle n'exclurait pas une entrée dans l'Otan. Dans certaines circonstances, une intervention militaire pourrait être envisagée pour aider l'Ukraine. Si cette dernière était attaquée, les signataires "*useraient de tous les éléments en leur pouvoir au niveau national et*

À la une



"L'HEURE DE LA PAIX EST ARRIVÉE"

Un revolver au canon noué et, au bout de celui-ci, un arc-en-ciel, symbole du mouvement pacifiste. Par sa une du 4 novembre, l'hebdomadaire **The Post Internazionale** envoie un message clair, qui figure aussi dans son titre: "*L'heure de la paix*". Pour le média italien, le moment de négocier est arrivé, et il faudra le faire notamment "*sans céder de territoires ukrainiens, en cessant progressivement d'envoyer des armes, en imposant un cessez-le-feu et en redimensionnant le rôle de l'Otan dans une logique de désescalade militaire globale*".



tout, c'est un auditeur du monde riche que Poutine souhaite atteindre : Donald Trump, dont les alliés au Congrès remettent en question l'aide américaine à l'Ukraine.

Les enjeux sont plus élevés pour Poutine que pour l'Ouest. Mais ils le sont plus encore pour les Ukrainiens, dont beaucoup se méfient de l'idée même de pourparlers avec la Russie et voient dans la victoire militaire leur seule option – même si elle prend des années. Plus l'Ukraine parvient à reconquérir de terres, plus il sera possible de se débarrasser de Poutine, calcule-t-on à Kiev. Or c'est justement cette perspective qui inquiète tant en Occident : une déroute de l'armée russe pourrait pousser le Kremlin à passer au nucléaire. C'est entre autres pour cela que l'équipe Biden a cessé depuis longtemps de parler d'aider l'Ukraine à "gagner".

Comme elle l'a souvent fait avec Israël, à un moment donné, l'Amérique pourrait tenter de limiter les ambitions de l'Ukraine. Il n'est pas nécessaire qu'elle le fasse ouvertement. Elle

LA DURÉE DU CONFLIT DÉPEND ESSENTIELLEMENT DE POUTINE. IL EST DANS L'IMPASSE, TANT EN UKRAINE QUE CHEZ LUI.

collectif et prendraient les mesures appropriées – qui pourraient inclure des moyens diplomatiques, économiques et militaires”.

Mais même cette solution est peut-être trop ambitieuse pour l'équipe Biden. Certains de ses membres se demandent, par exemple, à quoi l'Ukraine s'engagerait de son côté, en matière de réformes pour renforcer la démocratie ou, disons, lutter contre la corruption. Le parallèle avec Israël n'est pas idéal. Entre autres choses, l'État hébreu est une puissance nucléaire et il occupe des territoires arabes. Du point de vue de Mykola Bielieskov, de l'Institut national des études stratégiques, un cabinet de consultants de Kiev, le modèle israélien "ne consiste pas seulement à mobiliser nos partenaires à l'extérieur ; il s'agit aussi d'expliquer aux gens ce que signifie la vie à côté d'un voisin dément, face à des menaces existentielles”.

Diplomatie. La durée du conflit dépend essentiellement de Poutine. Il est dans l'impasse, tant en Ukraine que chez lui. Les technocrates modérés s'inquiètent des pressions que subit l'économie ; les "patriotes nationalistes" comme Evgueni Prigojine, qui commande le groupe mercenaire Wagner, réclament que des généraux accusés d'être des traîtres soient purgés.

Une pause pour se livrer au jeu de la diplomatie pourrait arranger Poutine pendant un temps – surtout si cela lui permet de consolider ses gains territoriaux. Ce qui peut expliquer qu'il ait baissé d'un ton sa rhétorique nucléaire et qu'il présente soudain les Ukrainiens comme les victimes de l'agression occidentale. "L'Occident précipite les Ukrainiens dans la fournaise", alors que la Russie, elle, "a toujours traité le peuple ukrainien avec respect", a-t-il déclaré le

4 novembre. Ce basculement correspond à un autre déguisement de Poutine, celui du champion d'un mouvement planétaire visant à se défaire de la domination occidentale.

Ce faisant, il s'efforce de courtiser les indécis, en particulier parmi les pays du Sud. Il veut aussi rassurer ses amis, comme la Chine et l'Inde, qui n'ont pas caché qu'ils désapprouvaient son aventurisme nucléaire. Et par-dessus

Vu du Royaume-Uni

La paix passe par la guerre

●●● Encore une visite surprise. Après Boris Johnson, coutumier des sauts à l'improviste dans la capitale ukrainienne, Rishi Sunak a rencontré Volodymyr Zelensky, à Kiev, le 19 novembre, moins d'un mois après son arrivée au 10 Downing Street. Le signe d'une continuité dans le soutien sans faille apporté par le Royaume-Uni à l'Ukraine. Sur place, le Premier ministre conservateur s'est engagé à livrer au pays pour 50 millions de livres de matériel antiaérien. "Négocier avec Vladimir Poutine ? Trop tôt", estime l'hebdomadaire de gauche **The Observer**. "Aspirer à une issue rapide et indolore est bien naturel face aux massacres et à la souffrance. Mais l'heure n'est pas encore venue. L'Ukraine doit pouvoir choisir son moment et amorcer les éventuelles discussions en position de force maximum" grâce à de nouvelles victoires, comme celle de Kherson. "La meilleure voie pour retrouver la paix ne consiste pas à discuter avec Poutine, mais à aider l'Ukraine à remporter cette guerre", renchérit l'historien Timothy Garton Ash dans les colonnes du **Guardian**. Selon le Britannique, "aucune paix durable n'est envisageable" tant que Vladimir Poutine occupe le Kremlin. "Ça semble illogique, absurde, voire immoral, d'avancer que la guerre mènera à la paix. Mais pour arriver à une paix durable, il faut permettre au camp des justes de sortir vainqueur du conflit."

peut se contenter de ne pas fournir les armes dont Kiev a besoin, ce qui est d'ailleurs déjà le cas, dans une certaine mesure. Elle refuse de lui procurer des avions occidentaux, des systèmes de défense antiaérienne Patriot et des missiles sol-sol à plus longue portée Atacms, de peur que cela n'incite la Russie à utiliser des armes nucléaires.

Tout cela explique pourquoi certains Ukrainiens font aujourd'hui circuler le message adressé aux troupes finlandaises par leur commandant en chef, Carl Gustaf Mannerheim, à la fin de la guerre d'Hiver contre l'Union soviétique, en 1939. Les Finlandais, bien qu'écrasés sous le nombre, avaient infligé de lourdes pertes aux Soviétiques, mais avaient finalement dû céder des territoires parce que l'aide fournie par leurs amis s'était tarie, écrivait Mannerheim, qui concluait : "Nous avons fièrement conscience de notre devoir historique, que nous continuerons à remplir, la défense de la civilisation occidentale, qui est notre héritage depuis des siècles, mais nous savons aussi que nous avons remboursé jusqu'au dernier sou toute dette que nous aurions pu contracter auprès de l'Ouest."

Le sort de l'Ukraine ne dépend pas seulement de la valeur de ses soldats ou de la résistance de son peuple, mais aussi de facteurs extérieurs qui échappent à son contrôle : la ténacité de ses amis et les calculs insondables du dirigeant despotique de la Russie. D'ores et déjà, cette guerre a des bénéfices évidents pour l'Occident. La Russie se retrouve terriblement affaiblie, ce qui rend le flanc oriental de l'Europe beaucoup plus facile à défendre. Pour l'Ukraine, qui a subi des pertes monstrueuses, le résultat paraît beaucoup moins sûr.—

Publié le 10 novembre

Pas de négociations sous les bombes

VU D'UKRAINE Un récent sondage le montre : plus leurs villes sont la cible de frappes, plus les Ukrainiens sont hostiles à des pourparlers de paix. Un échec pour le Kremlin et sa stratégie de la terreur.

—Dzerkalo Tyjnia (extraits) Kiev

Poutine a fait une erreur de calcul : l'usage de la terreur contre la population civile, les frappes sur les infrastructures sociales ont un effet boomerang. Au lieu d'être prêts à se rendre, les Ukrainiens, en colère, se mobilisent toujours plus. Même dans les régions de l'Est, près du front, les gens qui, avant l'agression, doutaient des conquêtes de la révolution de 2014, réévaluent désormais l'histoire de leur pays.

Il faut reconnaître que la propagande russe a connu un certain succès de 2014 à 2022. En Ukraine, malheureusement, les chaînes de télévision prorusses financées par le régime poutinien avaient

pourvu au chapitre. Ainsi, des personnalités russes ont pu affirmer maintes fois que la révolution en Ukraine de 2014 avait été un "coup d'État", que le président légitime avait été chassé du pouvoir et que le pays était tombé aux mains des radicaux. En août 2020, 54 % des personnes interrogées dans tout le pays considéraient les événements de 2013-2014 comme une révolte juste du peuple contre un pouvoir autoritaire. Près de 31 % les voyaient comme un coup d'État illégitime, une prise de pouvoir par des groupes armés. Dans le Sud et l'Est en particulier, les gens qui considéraient les événements comme une révolte juste ne dépassaient pas les 25 %, et plus de 50 % les considéraient comme un coup d'État. À Zaporijjia, ville aujourd'hui située près du front, jusqu'en 2020, 22 % seulement considéraient Maïdan comme une révolte légitime, et 61,5 % comme un coup d'État. À Mykolaïv, 51 % voyaient en Maïdan une insurrection contre la dictature, mais les partisans de la théorie du coup d'État restaient assez nombreux – 40 %.

Dès le début de l'invasion russe à grande échelle, le fonds Initiative démocratique a procédé à des sondages d'opinion. Dont un en août à Zaporijjia, alors que la ville subissait des tirs de missiles sporadiques. Et aussi, début septembre, à Mykolaïv, ville située près du front et bombardée quotidiennement par l'armée russe. Nous ne nous attendions pas à ce que Mykolaïv, justement, exprime la certitude la plus robuste dans la capacité de l'Ukraine à gagner et le plus fort soutien à la lutte jusqu'à la victoire totale. Ce qui prouve que les attaques russes massives contre les infrastructures stratégiques, qui entraînent des coupures régulières d'électricité et qui font que toute

l'Ukraine a désormais le sentiment d'être au front, ne peuvent que renforcer la volonté des Ukrainiens de tout faire pour la victoire finale.

Il n'est donc pas surprenant que l'opinion publique ait aussi significativement changé au sujet de la révolution. À Zaporijjia, 46 % considéraient désormais Maïdan comme une révolte légitime, et 31 % comme un coup d'État. À Mykolaïv, ces paramètres sont encore plus frappants – 64 % contre 20 %. Ce sondage témoigne que les tirs russes et les frappes sur les villes ont vraiment un impact sur l'attitude et les convictions de la population. Mais pas celui qu'espérait la Russie. L'un des objectifs des attaques contre les infrastructures civiles est de pousser le gouvernement ukrainien à des

pourparlers. L'absence de chauffage, d'électricité et d'autres commodités de la civilisation est censée, du point de vue des Russes, engendrer des conditions de vie intolérables pour la population civile et détruire la capacité et la volonté de résistance des Ukrainiens. Ce qui, à son tour, poussera le gouvernement de Kiev à s'asseoir à la table des négociations aux conditions fixées par l'envahisseur. Le recours à la stratégie de la terreur est la seule carte que peut jouer la Russie, puisqu'elle est incapable d'atteindre ses objectifs par la voie des armes. Or le Kremlin commet là une grave erreur de calcul.

Dans les villes près du front, qui subissent des bombardements incessants, la volonté de compromis est extrêmement faible. Théoriquement, ces conditions de vie intolérables devraient amener une certaine partie de la société à réclamer des pourparlers à n'importe quel prix pour mettre fin à toute cette horreur.

Notre étude montre bien qu'il n'en est rien. Dans la guerre russo-ukrainienne, l'armée russe, malgré sa supériorité en effectifs, en matériel et en moyens stratégiques, ne parvient pas à s'assurer un avantage total. Les avions russes ne peuvent pas survoler en toute impunité les villes ukrainiennes pour y larguer des bombes classiques. Les Russes ne peuvent utiliser que des missiles

L'ABSENCE DE CHAUFFAGE ET D'ÉLECTRICITÉ ÉTAIT CENSÉE DÉTRUIRE LA CAPACITÉ ET LA VOLONTÉ DE RÉSISTANCE DES UKRAINIENS.



ANALYSE



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Si l'armée russe s'est retirée de Kherson, c'est pour mieux contre-attaquer.

Après le retrait de l'armée russe de la grande ville du sud de l'Ukraine, Vladimir Poutine va miser sur une vaste contre-offensive après des mois de revers militaires, indique l'économiste, historien et spécialiste en stratégie Edward Luttwak, sur le site britannique **UnHerd**. Une analyse à lire en français sur notre site Internet.

coûteux et en nombre limité, ou des drones peu puissants. Malgré la létalité de ces armes, il est impossible de créer avec ces seules armes une terreur totale, et le volume des destructions et le nombre de victimes n'est pas comparable à ce que causeraient des bombardements aériens massifs en cas de maîtrise totale du ciel.

Malgré le désir des Russes de provoquer une terreur totale, cela leur est presque impossible actuellement. Les habitants des villes près du front où nous avons pu réaliser notre sondage se sont montrés plus sûrs de la victoire de l'Ukraine, et ont exprimé davantage d'émotions positives quant à l'avenir de l'Ukraine que la moyenne nationale.

—Andriy Soukharyna et Petro Bourkovskiy*

Publié le 21 novembre

*Les auteurs sont membres du fonds Initiative démocratique, un institut de sondage ukrainien qui a réalisé l'enquête citée dans l'article.

SOURCE



DZERKALO TYJNIA

Kiev, Ukraine
Hebdomadaire, 48 000 ex.
dt.ua

"Le Miroir de la semaine", fondé en 1993, paraît le samedi. Ce titre se veut généraliste, avec une prédilection pour la politique sociale et les affaires internationales.



POURPARLERS OU ÉCRAN DE FUMÉE?



VU DE RUSSIE Le Kremlin appelle à un cessez-le-feu depuis cet été. Un discours qui masquerait plutôt une “pause opérationnelle”, indispensable au renforcement de l’armée russe. Et qui a le mérite de faire passer les dirigeants de Kiev pour d’irréductibles va-t-en-guerre.

A force de répéter qu’elles étaient prêtes à des négociations avec Kiev, les autorités de Moscou ont réussi à donner à l’équipe de Volodymyr Zelensky l’image d’irréductibles va-t-en-guerre qui ne veulent pas entendre raison, constate le politologue russe Vladimir Frolov dans une longue analyse sur les perspectives de

pourparlers de paix parue sur le site de la **Fondation Carnegie**. Selon lui, la communication de guerre du Kremlin a au moins fonctionné sur ce point : “Ce message a été compris non seulement dans le Sud, mais aussi dans certains cercles occidentaux”, poursuit-il en rappelant que ces derniers n’ont pas manqué d’en faire la remarque à leurs amis de Kiev.

Il est vrai que, depuis cet été, Moscou appelle régulièrement à un cessez-le-feu – mais un cessez-le-feu qui ressemble à s’y méprendre à une “pause opérationnelle” nécessaire à son armée pour se réorganiser, se regrouper et essayer de mettre à profit l’arrivée de sang neuf – les quelque 300 000 nouvelles recrues arrivées sous les drapeaux depuis l’annonce de la “mobilisation partielle”, le 21 septembre dernier, comme le soulignent les experts militaires russes eux-mêmes.

À cela s’ajoute, comme le rappelait une récente enquête de **Novaya Gazeta Europe**, le fait que l’armée russe commence à manquer cruellement de munitions, notamment de missiles de croisière, à cause de la désorganisation régnant dans le secteur de l’industrie militaire.

“**Curateurs occidentaux**”. Toujours est-il que la presse russe guette le moindre signe de fléchissement de la position ukrainienne. Ainsi, lorsque Volodymyr Zelensky a évoqué, le 24 novembre, lors d’un entretien avec le **Financial Times**, qu’il était prêt à considérer des “solutions non militaires” pour le retour de la Crimée dans le giron national ukrainien, tous les médias russes en ont immédiatement rendu compte, en notant un changement notable dans son attitude. Avant de se faire remonter les bretelles par Dmitri Peskov. Interrogé par l’agence officielle **Interfax**, le porte-parole du Kremlin a déploré que les médias russes aient “complètement déformé l’essence” des déclarations de Zelensky “en y voyant presque une invitation à des négociations de paix”.

Pour lui, ces déclarations montrent au contraire “une fois de plus l’impréparation, le manque de volonté et l’incapacité de la partie ukrainienne à être prête à résoudre le problème par des moyens non militaires”. Ainsi, comme le constate aussi Vladimir Frolov, les messages quasi subliminaux de Moscou (qui ne précise jamais sur quoi exactement devraient porter ces négociations) s’adressent surtout à l’opinion publique ukrainienne ainsi qu’aux “curateurs occidentaux” de Kiev pour faire entendre raison à Volodymyr Zelensky. Jugeant “irréalistes” les dernières propositions de paix du président ukrainien, formulées au sommet du G20 à Bali, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, n’a pas dit autre chose, rappelle le quotidien **Vedomosti** : “Nous voulons voir des preuves concrètes que l’Occident s’emploie sérieusement à discipliner Zelensky et à lui expliquer que cela ne peut pas continuer, que ce n’est pas dans l’intérêt du peuple ukrainien”, a-t-il dit.

— **Courrier international**

← Dessin de Tjeerd Royards, Pays-Bas.

À la une



UN “TÉLÉPHONE ROUGE” ENTRE WASHINGTON ET PÉKIN ?

Le président des États-Unis et son homologue chinois sont-ils engagés dans des pourparlers secrets sur le sort de la guerre en Ukraine? C’est en tout cas ce qu’affirme en une, le 24 novembre, l’hebdomadaire britannique **The Spectator** avec comme titre “La ligne rouge”. “Depuis septembre, Pékin a lancé une offensive diplomatique par l’entremise de son ministre auprès de l’Otan et des États-Unis, ce qui a conduit à un rare moment d’accord public sur la Russie lorsque Xi Jinping a déclaré que le monde devait empêcher une crise nucléaire sur le continent eurasiatique”, commente le journal.

Décryptage

Trop d’inconnues encore

●●● Qu’importent les images satellite ou le travail des services secrets. Pour **Die Welt**, les informations dont disposent les Occidentaux restent trop partielles. “En dépit d’études détaillées sur la Russie, nous ne savons pas ce que pense réellement le pouvoir russe, ce qui relève du mensonge, de la vérité ou de la propagande, explique le titre allemand. Le pays est trop éloigné, trop fermé pour en avoir un bon aperçu.” Même les Européens de l’Est, à qui l’on attribue une meilleure connaissance du Kremlin, restent souvent dans le flou. Quand un missile a touché la Pologne, le 15 novembre, les accusations contre Moscou ont été nombreuses dans les pays Baltes, alors que, selon l’Otan, le projectile a probablement été tiré par la défense ukrainienne. Les analyses occidentales ont aussi tendance à “prendre certains épisodes temporaires de la guerre pour des situations durables”, tout particulièrement quand la situation est favorable à Kiev. “Nous ne savons pas comment se poursuit cette guerre et si l’Ukraine est en train de la gagner.” Il est donc difficile d’en prévoir l’issue.

Vu de Bulgarie

Un curieux appel à la paix

●●● Le 18 novembre, Eleonora Mitrofanova, l’ambassadrice russe dans la capitale bulgare, s’est adressée aux participants à une rencontre-débat consacrée aux “nouveaux défis géopolitiques” en Europe qui s’est conclue par un appel pour une “diplomatie populaire au nom de la paix”. La diplomate russe a expliqué que la Russie se “battait pour la paix” en Ukraine, mais aussi pour la “libération du monde du joug de l’Occident”, qui selon elle dure depuis cinq cents ans, raconte **Radio Svoboda**. Rossotroudnitchestvo, une agence d’État qui s’emploie à “exercer le soft power de Moscou dans le monde”, a organisé cette rencontre avec des politiciens et militants prorusse locaux, précise la radio.

d'un
continent
à l'autre.
amériques

France	22
Moyen-Orient...	24
Afrique	28
Asie	30



États-Unis. Les Texans ont la gâchette de plus en plus facile



Depuis l'entrée en vigueur en 2021 d'une loi autorisant le port d'une arme sans permis dans l'État, leur nombre est en forte hausse et les échanges de tirs impulsifs se multiplient dans les rues.



✎ Dessin de Falco,
Cuba.

—The New York Times
(extraits) New York

De Houston (Texas)

Tête baissée, Tony Earls garde les yeux rivés au sol face à une rangée de caméras de télévision. Quelques jours plus tôt, Earls a dégainé son arme de poing et a ouvert le feu, dans l'espoir de toucher l'homme qui venait de les voler, sa femme et lui, à un distributeur de billets de la ville de Houston. Au lieu de cela, c'est Arlene Alvarez, une fillette de 9 ans, assise dans une camionnette qui passait, qu'il a touchée et qu'il a tuée.

"M. Earls a-t-il un permis de port d'arme?" s'est enquis un journaliste lors de la conférence de presse au cours de laquelle l'avocat de l'accusé s'est exprimé à la place de son client, en février dernier. Il n'en avait pas besoin, a répondu l'avocat. "Tout ce qui s'est passé, nous en sommes convaincus, est justifié et conforme à la loi en vigueur au Texas." Ce dont est convenu par la suite un grand jury, qui s'est abstenu d'inculper Earls.

À en croire nombre de shérifs, de responsables de la police et de procureurs dans les zones urbaines du Texas, depuis que l'État a autorisé les personnes majeures de plus de 21 ans à porter une arme de poing sans permis [le 1^{er} septembre 2021], on a assisté à une augmentation des échanges de tirs impulsifs, et le drame dont la jeune Arlene Alvarez a été victime s'ajoute à la liste.

Tirs sans permis. Dans le même temps, surtout dans les comtés ruraux, d'autres shérifs disent n'avoir constaté que peu de changements, et les partisans du port d'arme affirment que c'est peut-être justement parce que davantage de personnes peuvent porter légalement des armes à feu que les fusillades ont diminué dans certaines parties de l'État.

Loin d'être une exception, le Texas, avec sa nouvelle loi, n'a fait qu'emboîter le pas au mouvement qui vise à supprimer presque toutes les restrictions sur le port d'armes de poing. Quand la loi sur le "port d'armes sans permis" entrera en vigueur en janvier prochain en Alabama, la moitié des États du pays, du Maine à l'Arizona, n'exigeront plus de permis de port d'arme. Cette offensive

législative menée État par État s'est développée alors que le système judiciaire fédéral se montre toujours plus favorable au port d'armes et hostile aux tentatives de réglementation.

Toutefois, le Texas est l'État le plus peuplé à avoir supprimé le permis de port d'armes de poing. C'est au Texas que sont situées cinq des quinze plus grandes villes du pays, et le principe de la suppression du permis engendre une nouvelle réalité dans les zones urbaines, à un stade encore jamais atteint dans d'autres États.

Dans la ville frontalière d'Eagle Pass, des disputes entre ivrognes ont dégénéré en fusillades. À El Paso, des convives venus en toute légalité à des fêtes avec leurs armes ont ouvert le feu pour mettre fin à des bagarres. À Houston et dans les environs, les procureurs doivent prendre en charge un nombre croissant d'affaires impliquant des armes à

"Apparemment, on a atteint un point critique où tout le monde est armé."

Ed Gonzalez,
SHÉRIF DU COMTÉ DE HARRIS

feu brandies ou utilisées pour des histoires de places de stationnement, des erreurs de conduite, de la musique forte et des triangles amoureux.

Comme le souligne le shérif Ed Gonzalez, du comté de Harris, qui englobe la ville de Houston: "Apparemment, on a atteint un point critique où tout le monde est armé."

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, en septembre 2021, aucun chiffre sur les incidents impliquant des armes à feu à l'échelle de l'État n'a été publié. Après une année 2021 particulièrement violente dans de nombreuses régions du Texas, les données sur les crimes sont plus mitigées cette année, les homicides et les agressions sont en hausse dans certains endroits et en baisse ailleurs. Une chose est sûre, les gens sont de moins en moins nombreux à effectuer des demandes de permis de port d'arme, même si beaucoup de membres des forces de l'ordre assurent que le nombre d'armes à feu qu'ils rencontrent dans la rue a augmenté.

Les services de police des grandes villes se sont opposés

à la nouvelle loi sur les armes de poing quand elle a été soumise au capitole texan au printemps 2021. Ils redoutaient notamment qu'avec la suppression du permis de port d'armes les détenteurs d'armes à feu ne soient plus obligés de suivre un entraînement rigoureux. Sans parler du danger pour les policiers.

Mais les défenseurs des armes à feu se sont imposés au sein de la législature locale, dominée par les républicains, en proclamant que les Texans ne devraient pas avoir besoin de la permission de l'État pour exercer les droits que leur confère le deuxième amendement [de la Constitution, relatif au port d'armes].

Les débats récents autour des lois sur les armes à feu au Texas ne se sont pas cantonnés à la question du port d'arme. Après la tuerie dans l'école primaire d'Uvalde [qui a fait 21 victimes, dont 19 enfants, le 24 mai 2022], les défenseurs de la limitation des armes à feu ont réclamé un report de l'âge nécessaire pour acheter un fusil d'assaut de type AR-15.

Or la Cour suprême des États-Unis ayant torpillé, en juin, le projet de restrictions de l'État de New York sur le port d'armes, un tribunal fédéral du Texas a statué qu'une loi de l'État texan qui interdisait aux personnes majeures de moins de 21 ans de porter une arme était anticonstitutionnelle. Le gouverneur Greg Abbott a laissé entendre qu'il était de cet avis, tandis que le département de la Sécurité publique du Texas, qui supervise la police de l'État, a fait appel de la décision du tribunal.

Les réglementations ont été assouplies au moment précis où le débat sur la criminalité faisait rage au niveau national. Les chercheurs discutent depuis longtemps des répercussions que peuvent avoir un élargissement du droit à détenir et à porter des armes. Plusieurs études ont récemment démontré l'existence d'un lien entre les lois qui facilitent le port d'arme

Repères

Un nombre record de tueries de masse

●●● Chesapeake. Colorado Springs. Highland Park. Uvalde. Buffalo. L'année 2022 risque de rester dans les annales comme "la plus meurtrière depuis des décennies", souligne **The Boston Globe**, en s'appuyant sur la base de données alimentée par l'université Northwestern, l'agence de presse AP et le quotidien *USA Today*. À la date du 23 novembre, les États-Unis ont en effet enregistré 36 massacres perpétrés par arme à feu (ayant fait plus de 4 morts), surpassant le précédent record de 2019, qui était de 33. Au total, toujours à la même date, ces tueries de masse ont fait 185 victimes, du jamais-vu depuis au moins 2006, souligne le quotidien.

et l'augmentation de la criminalité, et certaines évoquent la possibilité qu'avec davantage d'armes en circulation on assiste à une hausse des vols d'armes et à une augmentation des cas où la police ouvre le feu.

"Les éléments de preuve dont on dispose semblent indiquer que plus il y a d'armes, plus il y a de crimes", commente John J. Donohue III, professeur à la faculté de droit de Stanford. Ce que contredit John R. Lott Jr., chercheur dont le livre *More Guns, Less Crime* ["Plus d'armes, moins de crimes"], paru en 1998, a fortement marqué les défenseurs des armes à feu.

L'auteur soutient que la criminalité aurait chuté dans certaines villes du Texas depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le port d'armes sans permis, ce qui, estime-t-il, montre qu'il est important de faciliter la détention légale d'armes dans les zones à forte criminalité. "Si mes recherches m'ont convaincu d'une chose, souligne Lott, c'est qu'on obtiendra une baisse particulièrement forte de la criminalité si c'est aux gens les plus susceptibles d'être victimes de crimes violents, avant tout les Noirs pauvres, que l'on accorde la possibilité d'être armés."

Dallas a connu une augmentation du nombre d'homicides

considérés comme justifiables, commis par exemple en situation de légitime défense, même si le nombre total d'incidents impliquant des armes à feu a diminué par rapport au niveau élevé de l'an dernier.

En octobre 2021, à Port Arthur, au Texas, un homme doté d'un pistolet pour lequel il avait un permis a aperçu deux voleurs armés dans un Church's Chicken et a tiré à travers la vitre du drive-in, touchant mortellement l'un des hommes et blessant l'autre. Son intervention a été saluée par le procureur local.

Fusillades alcoolisées. Selon Michael Mata, président du syndicat de la police de Dallas, ses collègues et lui n'auraient constaté aucune augmentation des crimes violents liés à la nouvelle loi sur le port d'armes sans permis, bien qu'il y ait "clairement" davantage d'armes en circulation dans les rues.

David Soward, shérif du comté d'Atascosa, une zone rurale au sud de San Antonio, affirme lui aussi n'avoir constaté aucune hausse apparente des incidents impliquant des armes à feu. "Il n'y a qu'un faible pourcentage de gens qui profitent vraiment de la loi", commente-t-il.

Reste que pour de nombreux agents des forces de l'ordre, le lien entre la nouvelle loi et les tirs impulsifs est tout à fait évident. "Maintenant que tout le monde peut porter une arme, nous avons des gens qui boivent et qui se tirent dessus", affirme le shérif Tom Schmerber, du comté de Maverick. *Les gens ne se maîtrisent plus, explique-t-il, et au lieu de jouer des poings ils se saisissent de leur arme.*

Il est toujours possible de se procurer des permis de détention. La procédure prévoit une vérification des antécédents et une formation d'environ cinq heures pour aborder les problèmes juridiques qui peuvent survenir quand on ouvre le feu. Celle-ci se déroule en partie sur un stand de tir.

Au Texas, durant la pandémie de Covid-19, les demandes de nouveaux permis ont augmenté puis ont nettement dimi-

Au lieu de jouer des poings, ils se saisissent de leur arme.

Tom Schmerber, SHÉRIF DE MAVERICK

nué dans le courant de l'année 2021, quand le projet de loi sur le port d'armes sans permis a été présenté puis adopté par le Parlement local.

En 2022, près de 5000 permis ont été émis tous les mois, soit bien moins que toutes les années précédentes, en remontant jusqu'à 2017. Les Texans sont encore nombreux à en formuler la demande en raison des avantages qu'offre le permis, dont la possibilité de porter une arme de poing dissimulée lors d'événements officiels. Mais ce n'est plus nécessaire désormais.

"N'importe qui peut entrer chez *Academy Sporting Goods* ici, à El Paso, pour y acheter un pistolet et repartir avec, une fois ses antécédents vérifiés", déplore Ryan

Urrutia, commandant du bureau du shérif d'El Paso: "Cela désavantage vraiment les forces de l'ordre, car avec ça il y a plus d'armes en circulation dans la rue qui risquent d'être utilisées contre nous."

La loi interdit toujours le port d'arme aux personnes reconnues coupables d'un crime ou d'un délit, ou qui sont en état d'ébriété. Dans le comté de Harris, les jugements concernant la détention illégale d'armes se sont multipliés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi: 3500 pour l'instant cette année, contre 2300 en 2021 et une moyenne d'environ 1000 les années précédentes, en remontant jusqu'à 2012.

Aller plus loin. "C'est ahurissant", souligne Kim Ogg, la procureure du comté de Harris. Ses services décrivent quelques-unes des interpellations de ces dernières semaines: un homme de 21 ans qui portait un pistolet et un deuxième chargeur alors qu'il se trouvait dans l'enceinte d'une école primaire pendant les heures de classe; un autre qui a jailli de sa voiture et ouvert le feu sur le conducteur d'une Tesla sous le coup d'un accès de violence au volant; une femme qui s'est retournée pour tirer sur une autre femme après une dispute à propos d'une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

En mai, une commission du Parlement texan a auditionné des défenseurs des armes à feu qui ont salué l'adoption du port d'armes sans permis et ont assuré qu'il était peut-être temps d'aller plus loin. Rachel Malone, membre de Gun Owners of America ["Les Propriétaires d'armes d'Amérique"] a défini quelles étaient les priorités de son organisation pour la prochaine session législative. Elle a lancé devant la commission: "Je pense qu'il serait approprié de faire passer l'âge du port d'armes sans permis à 18 ans [au lieu de 21 ans]. Rien ne justifie qu'une personne majeure ne puisse pas se défendre."

—J. David Goodman
Publié le 26 octobre





france

Macron chez Biden, vaste programme

La présence à Washington du président, le premier à être accueilli en visite d'État par Joe Biden, est l'occasion de renouer les liens éprouvés par le mandat de Donald Trump entre les États-Unis et la France, et plus largement l'Europe.



—Bloomberg.com New York

On espère qu'en matière de symbole de l'amitié transatlantique, la prochaine visite d'Emmanuel Macron à Washington sera plus encourageante que le dernier appel téléphonique entre Joe Biden et le chancelier allemand, Olaf Scholz.

Les deux dirigeants ont en effet discuté du voyage très critiqué du chancelier en Chine et ont réaffirmé leur engagement "commun" en faveur d'un ordre international fondé sur des règles. Tous deux ont évoqué la question de Taïwan, des droits humains et de l'Ukraine avec Xi Jinping.

Les rondeurs diplomatiques ne suffisent plus à cacher le fossé qui sépare Washington – qui considère Pékin comme son principal rival – et le gouvernement allemand, dont les intérêts le poussent à maintenir une bonne relation commerciale avec la Chine. Et ce n'est là qu'une des fêlures qui fragilisent la relation transatlantique alors qu'elle tente de clore le chapitre Trump. Pour certains

observateurs, il y a même risque de fracture.

Par bonheur, l'Europe n'est plus vue par la Maison-Blanche comme un "ennemi" profitant gratuitement du parapluie protecteur américain, utilisant un euro sous-évalué pour doper ses exportations et préférant s'approvisionner en énergie auprès de la Russie. Les deux alliés sont aujourd'hui sur la même ligne géopolitique concernant l'invasion de l'Ukraine, et l'Allemagne est désormais prête à payer pour la défense et moins pour le gaz russe.

Dilemme chinois. En même temps, les États-Unis estiment que l'Europe n'en fait pas assez : les Européens ne fournissent pas suffisamment d'équipements militaires ni de soutien financier à Kiev et ils ne sont pas suffisamment fermes avec la Chine, ainsi que l'a laissé deviner l'appel téléphonique entre Scholz et Biden. Pour Washington, l'Europe ne peut pas considérer la Chine à la fois comme un partenaire, un concurrent et un rival. "Sur la question de

la Chine, les Européens ne sont pas au point", résume Benjamin Rhodes, ancien conseiller d'Obama.

Du côté européen, le mécontentement s'accroît alors que l'écart économique avec les États-Unis se creuse. L'excédent commercial de la zone euro est désormais un déficit tandis que les coûteuses importations d'énergie grignotent le pouvoir d'achat des consommateurs européens et enrichissent les exportateurs américains. La consommation de biens durables (automobiles, machines à laver) a augmenté de 24 % aux États-Unis depuis décembre 2019, alors qu'en France elle a chuté de 6,7 %, souligne l'économiste Nicolas Goetzmann. Les récentes subventions américaines sur les voitures électriques ajoutent aux difficultés des constructeurs européens.

Il y a là une occasion à saisir pour Macron, déjà en désaccord avec Olaf Scholz sur plusieurs sujets. Sa rencontre avec Joe Biden le 1^{er} décembre pourrait lui permettre de resserrer les liens transatlantiques distendus. Le symbole est fort : Emmanuel Macron sera

le premier à être accueilli en visite d'État par le président américain.

Sa mission consistera à montrer aux Américains que la France et l'Europe restent des partenaires importants qu'il ne faut pas jeter aux oubliettes de l'histoire. Macron n'a certainement pas oublié l'humiliante affaire de l'Aukus, où l'Australie était revenue sur sa promesse d'acheter des sous-marins français pour leur préférer ceux de l'alliance militaire Aukus (qui regroupe l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni).

Outre un soutien accru à l'Ukraine, la France devrait mettre en avant davantage d'intérêts communs avec les États-Unis dans la région indo-pacifique et vis-à-vis de la Chine. Avec près de 7000 militaires et 1,5 million de ressortissants, la France est la seule puissance européenne présente dans cette région, souligne Camille Grand, de l'ECFR (Conseil européen des relations internationales). La stratégie française s'ins-

Les États-Unis pourraient avoir intérêt à soutenir la croissance en Europe.

crit déjà en complément de celle menée par les États-Unis, même si Paris se présente toujours comme une "puissance d'équilibre". En septembre, Macron déclarait que la France voulait parer tout risque d'"hégémonie" régionale en misant sur la coopération avec l'Inde et l'Australie.

Sans être alignée sur les États-Unis, la France est plus proche de Washington que de Berlin. La Chine n'est que le cinquième partenaire commercial de la France – avec près de 87,3 milliards de dollars d'échanges commerciaux – mais elle est le second partenaire commercial de l'Allemagne, avec un total de 236 milliards de dollars. Lorsque Macron a rencontré Xi en marge du sommet du G20, sa position était plus proche de celle de Biden que de celle de Scholz. Selon Jérémie Gallon [directeur général pour l'Europe du cabinet de conseil géopolitique McLarty Associates], Paris a "une carte à jouer" alors que les alliés européens se disputent des parts d'influence.

En échange, Macron devrait plaider pour un soutien accru des

↳ Dessin de Schrank paru dans The Economist, Londres.

États-Unis en faveur des économies européennes, dont les difficultés n'ont pas été appréciées à leur juste niveau de ce côté de l'Atlantique. Si Washington souhaite réellement porter la bonne parole du *friend-shoring* [contraction de *friend* et d'*offshoring* pour désigner la délocalisation dans des pays "amis" sur le plan stratégique] auprès de ses alliés et partenaires de l'Otan, il lui faudra trouver un compromis pour apaiser les tensions suscitées par ses subventions aux véhicules électriques.

De la même manière que Barack Obama avait fait monter la pression sur Angela Merkel durant la crise de la zone euro, les États-Unis pourraient avoir intérêt à soutenir la croissance en Europe via des investissements et des emprunts communs – ce que Berlin ne voit pas d'un bon œil. Les subventions françaises dans le secteur de l'énergie montrent que l'inflation dans la zone euro est surtout une conséquence de la guerre et des difficultés d'approvisionnement en énergie plutôt qu'à une surchauffe de l'économie comme aux États-Unis. L'Europe a besoin de dépenser plus et non moins.

Dents de l'amer. Une simple visite ne réglera pas tout. La confiance envers Paris a pâti de l'ambiguïté de l'attitude française dans ses projets de défense européenne sous égide tricolore. Alors que Macron est le chef de la première puissance militaire européenne, dotée de l'arme nucléaire, il a également fait grincer des dents en ne prenant pas la tête du soutien militaire à l'Ukraine et par ses piques répétées contre l'Otan par le passé. Macron n'est "pas [le dirigeant] le plus populaire dans les pays d'Europe de l'Est, ni même dans ceux du sud de l'Europe", résumant Ilke Toygur et Max Bergmann, du think tank Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Reste que la symbolique et la rhétorique d'une rencontre franco-américaine à Washington sont un bon début. Emmanuel Macron a besoin de sortir de l'impasse franco-allemande et de la crise de l'énergie. Et ainsi que le rappelle l'ex-ambassadeur Pierre Vimont, le gouvernement Biden a besoin d'alliés comme l'Europe pour avancer ses pions sur l'échiquier international. Le jeu en vaut la chandelle.

—Lionel Laurent
Publié le 21 novembre

Offrez un cadeau qui illumine le soir de Noël et les suivants.

Livebox Fibre
22 €99
/mois

pendant 12 mois
puis 41,99 €/mois

Paramount+

inclus 6 mois
sur demande puis 7,99 €/mois⁽¹⁾



Soit pour les nouveaux clients internet Orange : remises immédiates de 14 €/mois⁽²⁾ et remboursement⁽³⁾ de 5 €/mois avec changement d'opérateur. Détails sur [orange.fr](https://www.orange.fr).

Offre Livebox, avec engagement 12 mois, soumise à conditions du 01/12/2022 au 04/01/2023 inclus, réservée aux particuliers en France métropolitaine, sous réserve d'éligibilité. Paramount+ : valable pour toute souscription cumulative à l'offre Livebox Fibre et Paramount+. Frais de résiliation Livebox : 50 €.

(1) Option avec remise de 7,99 €/mois pendant 6 mois avec création et activation d'un compte Paramount+. (2) 9 €/mois le Bon Plan, 5 €/mois la remise la Fibre au prix de l'ADSL. (3) Remboursement différé sur facture Orange pour les nouveaux clients internet avec changement d'opérateur après le 17/09/2022.

orange™



Iran-Turquie. Pourquoi cet acharnement contre les Kurdes ?

Dans le viseur d'Ankara, le plus grand groupe ethnique apatride de la région est aussi victime de la répression menée par Téhéran. Ce journaliste raconte comment ils sont devenus les boucs émissaires de deux régimes despotiques.



—The Independent
(extraits) Londres

Jamais les Kurdes n'avaient été assaillis de toutes parts de la sorte, dans tout le Moyen-Orient.

Dans quatre pays, les Kurdes se font bombarder, tirer dessus, arrêter. Des dizaines d'entre eux ont trouvé la mort dans les troubles politiques qui ont agité le nord-ouest de l'Iran, une vingtaine ont perdu la vie [le bilan a grimpé à 35 morts au 28 novembre] dans les frappes aériennes [turques] survenues dans le nord de la Syrie, et Téhéran et Ankara brandissent la menace d'invasions terrestres qui alourdiraient ce bilan.

La pression exercée à l'endroit d'un des groupes ethniques apatrides les plus importants du globe atteint des niveaux inédits.

L'Iran envoie des troupes réprimer des factions d'opposition dans ses villes kurdes. Dans une vidéo postée sur Internet, on voit des hommes armés favorables au régime attaquer des manifestants sans armes dans la ville de Džavanroud [ouest de l'Iran], ouvrant le feu sans discernement tout en hurlant "Dieu est grand !"

Regain de violence. Comme la Turquie, l'Iran prend pour cible les groupes rebelles kurdes en Irak, envoyant dimanche [20 novembre] des drones et des avions de chasse mener ce qui était au moins la deuxième attaque en quelques semaines.

Pour les analystes, ce regain simultané de violences s'explique à la fois par les calculs de politique intérieure d'Ankara et de Téhéran et par l'évolution de la

situation géopolitique. "Cela n'arrive pas souvent, mais l'Iran et la Turquie ont l'impression [...] que les Kurdes représentent une menace existentielle", commente Abdullah Hawez, spécialiste des affaires kurdes installé à Londres. "Avant, chaque pays se servait des Kurdes contre l'autre."

Téhéran et Ankara voient dans les aspirations kurdes une menace à long terme. "Pour Ankara comme pour Téhéran, c'est extrêmement précieux d'avoir un ennemi extérieur archétypal, façonné par des décennies de marginalisation, afin de lui faire porter le chapeau pour les malheurs du pays", explique Hetav Rojan, spécialiste des questions de sécurité basé à Copenhague.

Pendant le plus clair du xx^e siècle, la Turquie a privé les Kurdes de leurs droits culturels les plus élémentaires et fait la

guerre au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe séparatiste interdit depuis les années 1990.

Ankara accuse les branches syriennes du PKK au Rojava, une région auto-administrée [par les Kurdes dans le nord de la Syrie], d'être derrière l'attentat meurtrier perpétré [le 13 novembre] dans un quartier commerçant d'Istanbul.

Se maintenir au pouvoir. Des élections cruciales vont avoir lieu en Turquie l'année prochaine, dans lesquelles les Kurdes du pays vont jouer un rôle important pour la réélection ou non de l'actuel président, Recep Tayyip Erdogan. Si les Kurdes se rallient aux opposants d'Erdogan, ce dernier pourrait sauter. D'où l'idée d'accentuer la pression sur le groupe ethnique pour creuser le fossé qui existe entre les Kurdes et l'opposition. "Erdogan cherche à cliver l'opposition", résume Abdullah Hawez.

Depuis maintenant plusieurs mois, les Turcs agitent la menace d'une incursion terrestre dans le nord de la Syrie afin de prendre Kobané aux Kurdes. L'invasion de cette ville de quelque 100 000 habitants, à sept mois à peine des élections du 23 juin, n'est pas sans risques, mais pourrait se révéler payante sur le plan politique. "Erdogan espère notamment que cette guerre mobilisera la strate nationaliste de la société en sa faveur", souligne Kaveh Ghoreishi, un journaliste implanté à Berlin spécialiste de la question kurde.

S'il se montre plus tolérant envers la langue et la culture kurdes, l'Iran se bat lui aussi contre [...] les Kurdes, [qui] jouent un rôle majeur dans l'actuel mouvement de protestation national. Les démonstrations d'unité entre les Kurdes, les Baloutches, les Perses et d'autres ethnies au sein de ce mouvement ont indisposé Téhéran.

"Ce n'est pas souvent que l'on voit les minorités kurdes et baloutches dans les manifestations iraniennes, observe Hetav Rojan. Cela complique les choses pour Téhéran, qui s'empresse de rechercher des ennemis extérieurs pour faire porter le chapeau à quelqu'un."

Le régime de Téhéran scrute le Kurdistan irakien d'un œil de plus en plus soupçonneux à l'heure où la région auto-administrée resserre ses liens avec les États-Unis et Israël. Si Téhéran a

☞ Syrie. Zone kurde. Irak.
Dessin de Hassan Bleibel paru dans The Daily Star, Beyrouth.

collaboré avec le PKK et ses déclinaisons par le passé, il n'en vit pas moins très mal l'influence du groupe sur le mouvement de protestation. "C'est pour cette raison que l'Iran a donné le feu vert à la Turquie pour l'attaque du Rojava", décrypte Kaveh Ghoreishi.

L'usage par l'Iran d'une violence extrême contre les Kurdes a pour but de faire réagir les groupes rebelles armés implantés en Irak et accréditer son hypothèse selon laquelle la contestation aboutirait à un éclatement du pays.

Dans les attaques iraniennes lancées contre le Kurdistan irakien ces dernières semaines, des dizaines de civils ont été tués, des centaines de personnes ont été blessées et des milliers d'autres vivant dans les villes ont été déplacées, rappelle Kaveh Ghoreishi.

Or, pour l'heure, aucun des groupes – parmi lesquels le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, un parti de gauche appelé Komola et une branche iraniennne du PKK – n'a mordu à l'hameçon.

"Les groupes armés de l'opposition kurde savent pertinemment qu'en lançant une action matérielle ils feraient le jeu de Téhéran", assure Mohammad Salih, un analyste du Moyen-Orient vivant à Washington, spécialiste des affaires kurdes. "Cela mettrait un terme à la révolte."

—Borzou Daragahi
Publié le 22 novembre

L'ONU enquête sur la répression en Iran

●●● La contestation ne faiblit pas dans le pays, deux mois et demi après son déclenchement, malgré une répression qui ne cesse de se durcir et de se militariser, notamment dans les zones kurdes. Au moins 416 personnes, dont 51 mineurs, ont été tuées depuis le 16 septembre, selon l'ONG Iran Human Rights (IRH), basée en Norvège, et plus de 15 000 arrêtées, d'après l'ONU. L'organisation internationale a annoncé le 24 novembre la création d'une mission d'enquête sur la répression meurtrière menée par le régime, une première depuis le début du mouvement.



UNHCR

Департамент ООН у справах біженців

Plus de 100 millions de personnes
déplacées de force dans le monde.

Qui aurait pu imaginer ?

La guerre en Ukraine n'est que la plus récente d'une série de situations de crises, de guerres et de conflits qui a contraint de nombreuses personnes à fuir. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, les protège sur le terrain depuis plus de 70 ans. Dans l'urgence, nos équipes agissent pour sauver des vies, en fournissant des abris, de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux aux personnes déracinées. Sur le long terme, elles leur donnent aussi les moyens de se construire une vie meilleure, en facilitant notamment l'accès à l'éducation et à la formation.

Face à l'inimaginable : agissons ensemble !



UNHCR
L'Agence des Nations
Unies pour les réfugiés

FAITES UN DON
sur unhcr-quiauraitpuimaginer.fr

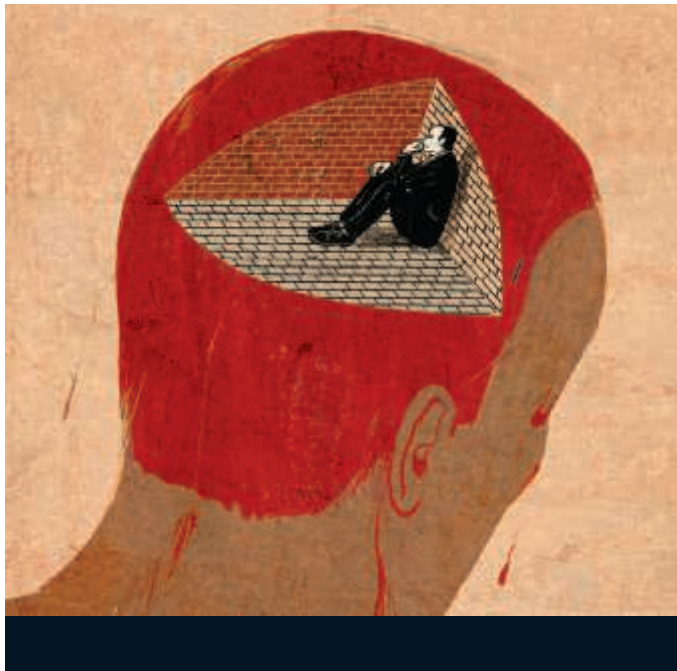


Un membre du personnel du HCR réconforte deux garçons déplacés qui ont trouvé refuge dans un centre d'accueil à l'ouest de l'Ukraine.

ÉGYPTE

“Le psy, c’est pour les non-croyants”

Dans ce pays conservateur où le poids de la religion et de la famille reste très important, la perception des personnes ayant recours à un thérapeute est très négative. Les patients et le système de prise en charge psychiatrique en paient le prix.



— Muwatin Londres

A lors que nous sommes assaillis par l’actualité et son flot permanent d’informations inquiétantes, un groupe de journalistes et d’acteurs de la société civile égyptienne a lancé la campagne “Votre bien-être nous importe”. Le but est de parler des soucis psychologiques auxquels ces métiers exposent, mais aussi des expériences de celles et ceux qui ont essayé de s’en sortir par le recours à un psychiatre.

Il s’avère que les expériences sont très différentes. Certains se plaignent des tarifs élevés de la consultation et se disent victimes de la cupidité de certains praticiens. Cela s’explique par

l’absence totale d’instances régulatrices. Ni le ministère de la Santé ni les syndicats de médecins n’encadrent les tarifs.

D’autres ont dû faire fi de la stigmatisation et des pressions familiales. Dans beaucoup de milieux, on considère en effet que le recours à un psychologue est réservé aux “fous”, et que si quelqu’un a des problèmes psychologiques, c’est qu’il a dû se détourner de la religion.

Yahya*, journaliste, se souvient de la dépression dans laquelle

Ni le ministère de la Santé ni les syndicats de médecins n’encadrent les tarifs.

il est tombé après la mort de sa mère : “Certains de mes proches m’ont conseillé de me tourner vers Dieu.” Ses frères, notamment, ont refusé qu’il aille voir un psychologue, démarche réservée selon eux aux “détraqués”.

“J’ai suivi leurs conseils et me suis consacré à la prière et à la lecture du Coran, ajoute Yahya. Mais mon état s’est aggravé, au point que j’avais du mal à travailler. J’ai fini par ne plus aller au bureau et on m’a menacé de licenciement.”

Il est donc allé voir un psy sans en parler à personne. Il confie :

“J’ai trouvé une oreille attentive, et j’ai pu parler sans qu’on me juge et sans qu’on me fasse des reproches. J’ai pu parler de choses que je n’avais jamais eu la force de dire à qui que ce soit.”

De son côté, Marwa*, une défenseur des droits des femmes, se souvient de la “grande difficulté à prendre la décision d’aller chez le psy, puisque cela revient à reconnaître implicitement qu’on n’a pas les capacités” de s’en sortir tout seul. Elle a fini par se décider quand elle en est arrivée à avoir des hallucinations.

Mais son expérience a été mauvaise, pour plusieurs raisons. D’abord, le prix exorbitant de la consultation par rapport à son salaire. Ensuite, son médecin refusait de communiquer par téléphone ou par WhatsApp, même à des moments de crises d’angoisse ou de pulsions suicidaires. Et, finalement, elle a souffert des effets secondaires des médicaments prescrits.

Quand Marwa a cessé d’aller voir son psychiatre, son état s’est aggravé au point que sa famille n’a pas eu d’autre choix que de la confier à une clinique spécialisée dans les troubles mentaux, où elle a finalement pu guérir.

Un tout autre cas est celui d’Imane*, employée dans un centre de défense des droits humains. “J’avais des problèmes avec les collègues. Je suis issue d’un milieu conservateur, et mes collègues avaient des opinions contraires à mes convictions personnelles”, explique-t-elle.

“Eux sont adeptes de la liberté absolue, du droit des femmes de ne pas porter le voile, de la liberté de croyance, de fréquenter des gens avec des orientations sexuelles qui sont pour moi inacceptables. Une fois, une collègue m’a agressée [verbalement], car elle était venue chercher des papiers et que je m’étais absentée de mon bureau pour faire la prière.”

Les tensions se sont accentuées quand le comptable du centre a été arrêté par la police. Il a été victime d’une disparition forcée de plus de trois mois, pour ensuite réapparaître devant un tribunal, en détention provisoire.

Une plateforme de soutien à distance pallie le manque de praticiens.

“Après ça, j’ai eu des troubles du sommeil : j’avais peur que la police ne vienne me chercher, moi aussi, et m’accuse pour mon travail dans une organisation de la société civile”, ajoute-t-elle. C’est alors qu’elle a commencé à chercher son salut dans la lecture du Coran.

À l’inverse du cas de Yahya, ce sont ses proches qui lui ont conseillé d’avoir une autre démarche et l’ont orientée vers le service psychologique d’un des hôpitaux publics du Caire, qui dispense des soins gratuits.

“Je m’attendais à ce que cela se passe mal, mais les médecins m’ont accordé leur attention. Le problème, c’était l’affluence. Il fallait s’inscrire sur une liste d’attente, et cela pouvait prendre deux mois pour avoir un rendez-vous.”

Malgré les bonnes expériences, beaucoup de préjugés et d’ignorance entourent encore la question du recours à un psychologue ou à un psychiatre en Égypte. C’est d’autant plus scandaleux que des médecins expriment publiquement (un point de vue non scientifique) sur le sujet, à l’instar de celui qui a récemment expliqué à la télévision qu’un croyant pratiquant, qu’il soit musulman ou chrétien,

↳ Dessin de Beppe Giacobbe paru dans Corriere della Sera, Milan.

serait moins sujet aux troubles psychologiques.

Compte tenu du manque de médecins spécialisés dans ce domaine, l’organisme chargé de dix-huit hôpitaux publics dotés d’un service psychiatrique a lancé cette année une plateforme de soutien psychologique à distance. Cent cinquante personnes ont ainsi été formées pour aider des personnes en dépression via Facebook.

Mais cela ne peut être qu’une solution à court terme, estime pour sa part Olfat Allam, professeure de psychologie à l’université Aïn Al-Chams. Sauf cas d’urgence, elle proscrit la communication à travers l’espace virtuel et insiste pour dire que le traitement doit se faire par un échange direct avec le médecin.

Malgré toutes les contraintes, la stigmatisation sociale, les accusations d’être un mauvais croyant, les prix souvent trop élevés, la formation insuffisante du personnel, il est possible de surmonter les obstacles et de défier les conceptions dépassées qui dominent encore la société, pour trouver un nouveau départ dans la vie.—

Publié le 11 octobre

* Les noms ont été changés.

SOURCE



MUWATIN

Londres, Royaume-Uni
Mensuel
muwatin.net

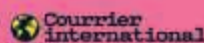
Ce mensuel se focalise sur les questions de citoyenneté et de libertés dans le Golfe et le monde arabe. Créé en 2013 à Oman par des opposants aux régimes en place dans les monarchies pétrolières, Muwatin (“citoyen”, en arabe) a fermé son bureau à Mascate sous la pression des autorités avant d’être relancé à Londres en 2016. Il se veut une plateforme “libre de tout financement politique” et un défenseur de “la presse libre dans la région arabe”.



SIX PIEDS SUR TERRE

D’autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



La chaîne
de l'espoir

POUR ALLER À L'HÔPITAL
PRÈS DE CHEZ ELLE,
ELLE N'AURA PAS À ATTENDRE

504
JOURS

Objectif 0 jour

**DONNEZ
AUJOURD'HUI**

**Ensemble, sauvons de toute urgence
les enfants malades.**

Soigner et opérer, former des médecins locaux,
bâtir et équiper des hôpitaux, dépister et sensibiliser...
Nous intervenons partout dans le monde
auprès des enfants et des femmes,
pour améliorer leurs conditions de vie.



Soigner - Former - Bâtir - Dépister

Donnez sur chainedelespoir.org - 01 44 12 66 66*

* Prix d'un appel local depuis un poste fixe. La Chaîne de l'Espoir, Association d'intérêt général à but non lucratif immatriculée sous le SIREN 399818418, située au 56 rue des Morillons - 75015 PARIS. Crédit photo : Pascal Deloche / Godong. Conception : OSWALD ORB - Octobre 2022



afrique

Sahel. Chaos debout

La zone dite “des trois frontières”, à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso, est le point névralgique et brûlant du terrorisme dans la région.



—Journal dumali.com
(extraits) Bamako

Enlèvements, assassinats ciblés, braquages. Cela sonne comme du déjà-entendu à Gao [dans l'est du Mali, sur le fleuve Niger].

“Sur la route Gao-Ansongo [ville située à 90 kilomètres au sud-est de Gao], ce sont des braquages à n'en pas finir. C'est pareil sur la route Gao-Bourem [à 95 kilomètres au nord de Gao]. Dans la ville, ce sont aussi les braquages, les assassinats, les enlèvements qui se multiplient. À part la commune urbaine de Gao, aucune localité n'est en sécurité. Tout le monde peut se faire tuer ou enlever à tout moment sans qu'il n'y ait de représailles contre l'ennemi”, se désole Abdoul Karim Samba, président de la Coalition des anciens des mouvements et organisations de la résistance civile de Gao (Camorc Gao).

Le 1^{er} novembre, des hommes armés à moto ont attaqué un car de transport en commun. Bilan :

trois morts, dont un enfant de 5 ans, victime d'une balle perdue.

Quelques jours plus tôt, le chef du village de Bara, enlevé, avait été exécuté après que les ravisseurs ont demandé une rançon de 25 millions de francs CFA [38 000 euros] et fixé une date pour le versement. La famille avait juste quelques heures de retard, à en croire Abdoul Karim Samba.

“Les gens dorment avec beaucoup d'inquiétude. Quel que soit le lieu où vous êtes, même dans votre chambre, on peut venir vous trouver, prendre vos biens et vous tuer”, dépeint-il, assurant que même les animaux ne sont pas épargnés : “Tout le bétail aujourd'hui sur les tronçons Gao-Ansongo et Gao-Bourem a été enlevé par des hommes armés, vers des destinations inconnues.”

“Quand vous quittez Gao, à partir du checkpoint, c'est le no man's land.”

Abdoul Idrissa,
JOURNALISTE

Selon Abdoul Idrissa, de Kala A Ma Harandi, un collectif de journalistes-militants de la région de Gao, la raison principale de cette insécurité est tout simplement l'absence de l'État. “Les forces armées et de sécurité sont campées uniquement dans les grandes villes, à Gao, Ansongo, Labbezanga. Quand vous quittez Gao, à partir du checkpoint c'est fini, c'est le no man's land jusqu'à Ansongo. L'État ne parvient pas jusqu'à présent à occuper tout le territoire, à part les grandes agglomérations”, regrette-t-il.

Loi du silence. Face à cette situation “d'inquiétude et d'incertitude”, des organisations de la société civile de la région de Gao ont formulé le 18 octobre dernier des recommandations à l'endroit du président de la transition, le colonel Assimi Goïta, et aux autorités régionales [“Déclaration de Gao”]. Parmi lesquelles, l'interdiction de la circulation d'armes et de tous les véhicules non immatriculés et non identifiés à Gao,

le contrôle systématique des conducteurs de toutes les motos de type 125 et la réinstallation des checkpoints sur les grandes artères des villes.

Pour protester contre “la montée en puissance de l'insécurité dans le cercle d'Ansongo, les attaques régulières de l'État islamique au Grand Sahara contre les populations civiles sans défense, les attaques à main armée, les assassinats ciblés, les braquages sur les axes routiers et les enlèvements de personnes et bétails”, le Comité local de la société civile d'Ansongo, dans la région de Gao, avait appelé à une désobéissance civile de quarante-huit heures les 8 et 9 novembre, fermant les services étatiques, les structures de l'éducation et les trois entrées et sorties de la ville d'Ansongo, les routes menant vers Ménaka, Gao et Niamey.

Le 29 octobre dernier, une patrouille mixte d'envergure regroupant 2 018 éléments des forces de défense et de sécurité issues de l'armée de terre, de la garde nationale, de la gendarmerie, de la police et de la protection civile a été lancée à Gao. Les checkpoints ont été également multipliés dans la ville. Durant ces jours, plusieurs véhicules non identifiés et des armes de guerre ont été saisis.

Abdoul Karim Samba fait partie des auteurs de la “Déclaration de Gao”. Il salue cette patrouille mixte, qui “a donné des résultats et continue d'en donner”, mais estime qu’“il reste encore beaucoup à faire”.

“Les malfaiteurs ont gagné tellement de terrain et ont tellement de stratégies que, quelle que soit la réponse mise en place pour les contrecarrer, ils trouveront d'autres manières de mener d'autres actions, plus isolées. Ce qui fait que la panique et le désordre continuent à faire effet sur les populations”, souligne-t-il.

Pour le colonel Souleymane Dembélé, chef de la Direction de l'information et des relations publiques des armées (Dirpa), parler de sécurité à Gao est “un peu compliqué”. “Ce n'est pas du terrorisme. Les individus se cachent derrière le terrorisme pour s'adonner à des actes de banditisme. C'est un peu délicat”, confie-t-il, appelant les populations à coopérer avec les forces de défense et de sécurité.

“L'armée ne peut pas arriver à bout de cette insécurité sans la

population. On pense que la sécurité est du seul ressort des forces de défense. C'est vrai, nous, nous venons en appui, mais la sécurité commence par les individus d'abord. L'armée ne peut pas faire du porte-à-porte”, poursuit le chef de la Dirpa.

Mais, vu sous cet angle, Abdoul Karim Samba souligne la complexité, voire l'impossibilité, pour les populations de la région de Gao de signaler les hommes armés aux forces de défense et de sécurité. “Les populations ont peur. Aujourd'hui, par exemple, si quelqu'un est enlevé, sa famille engage des pourparlers avec ses ravisseurs sans passer par l'État.

“La confiance n'existe plus au sein de la population.”

Abdoul Karim Samba,
PRÉSIDENT DE LA CAMORC GAO

L'État ne s'intéresse pas à cela. La famille mobilise le montant réclamé par les bandits et la personne est relâchée avec pour condition que cette dernière ne parle pas. Donc la personne libérée se tait et ne peut rien dire”, explique-t-il, dénonçant des “complicités internes avec les ravisseurs qui savent qu'enlever pour avoir gain de cause”.

“Nous sommes dans une situation de sauve-qui-peut. L'information ne peut plus remonter au niveau des forces de défense et de sécurité. La personne qui doit remonter l'information ne va pas se sentir en sécurité. Du coup, même si elle voit le danger qui guette, elle préfère se taire. D'un autre côté, la confiance n'existe plus au sein de la population, chacun ne sait plus qui est qui”, dit-il.

Si l'insécurité dans la région de Gao est caractérisée par des actes de banditisme sans attaques terroristes d'envergure ces dernières semaines, la zone est aussi en proie à des affrontements entre groupes terroristes et groupes armés défendant la région.

Le 31 octobre dernier, selon la Plateforme des mouvements du 14 juin d'Alger [ou Plateforme des mouvements d'autodéfense, une alliance de groupes armés maliens progouvernementaux], “des éléments lourdement armés de Daech ont fait irruption dans le campement d'Ahina, dans la commune d'Anchwadj (région de Gao)”.

“Une unité du Groupe d'auto-défense touareg, Imghad et alliés

✓ Dessin de Ramsés,
Cuba.

(Gatia) [groupe loyaliste armé créé en 2014] qui patrouillait dans la zone, aussitôt informée, a lancé une offensive sur les assaillants. Après d'intenses combats, qui ont duré plusieurs heures, les malfrats ont été défaits avec une quinzaine de morts dans leurs rangs", a indiqué son communiqué, qui déplorait également la mort de neuf de ses combattants et de quatre civils lors de ces affrontements.

Exode. Dans la région voisine de Ménaka, les mêmes affrontements sévissent depuis le mois de mars et se sont intensifiés au début d'octobre, pendant plusieurs jours, après des semaines d'une relative accalmie. Dans des communiqués de revendication, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) [affilié à l'État islamique] a indiqué avoir tué 40 combattants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) [principale alliance djihadiste au Sahel, cette organisation terroriste est affiliée à Al-Qaïda], tandis que ce dernier, qui reconnaît avoir perdu une trentaine d'hommes, a affirmé avoir tué 70 membres de l'EIGS.

L'offensive de l'EIGS, qui n'épargne pas les civils de plusieurs villages de la région de Ménaka, a occasionné des déplacements massifs de population vers les villes de Ménaka, de Gao ou encore de Niamey, au Niger. Des déplacements dans lesquels Abdoul Karim Samba soupçonne des "infiltrations d'individus mal intentionnés, parce que depuis l'insécurité a augmenté à Gao", accuse-t-il.

—**Mohamed Kenouvi**
Publié le 10 novembre

Une médiation portée par les femmes

Les Maliennes jouent dans leur pays un rôle discret, mais fondamental, de pacification entre les groupes armés et les habitants, affirme ce chercheur en socio-anthropologie d'un think tank africain.

—**Institute for Security Studies (ISS) Afrique**

Dans le centre du Mali, des communautés concluent des accords de paix avec des groupes terroristes pour retrouver un peu de tranquillité. Les habitants de la région sont plongés malgré eux dans un cercle vicieux de violence depuis 2015 à cause de l'insurrection armée.

En général, ces accords résultent de négociations entre dirigeants de communauté et représentants de la branche locale du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, l'un des groupes radicaux les plus influents, affilié à Al-Qaïda au Sahel). Ce recours au dialogue se démarque des réponses essentiellement militaires des gouvernements maliens successifs.

Le rôle essentiel joué par les femmes dans ces processus locaux y est bien souvent relégué au second plan par rapport aux contributions apportées par les hommes, en particulier les chefs communautaires et religieux.

Cela s'explique en partie par le fait que les femmes sont

représentées comme des victimes passives de la violence. Ce genre de stéréotypes est renforcé par des pratiques sociales patriarcales profondément ancrées qui ont tendance à être discriminatoires envers les femmes.

Pourtant, au Sahel, les femmes ne sont pas seulement des victimes de l'insécurité, elles jouent aussi des rôles variés et complexes dans le fonctionnement des groupes extrémistes violents, en particulier au Niger et au Mali, et elles sont également impliquées dans le processus de pacification.

Certaines profitent des relations étroites qu'elles entretiennent avec les extrémistes armés pour faciliter les premiers contacts avec eux au début de la négociation, ce qui montre leur rôle essentiel pour gagner la confiance des insurgés. Une femme indique avoir aidé les chefs de son village à choisir qui devait négocier avec ces groupes armés. Du fait de son implication, les négociateurs sélectionnés ont été mieux acceptés par les extrémistes.

Malgré leur importance dans le processus de médiation, les femmes ne participent pas aux réunions publiques avec les djihadistes. Elles agissent en coulisses durant cette phase, jouant le rôle essentiel de conseillères auprès des dirigeants communautaires.

Dans l'ombre. Par ailleurs, on connaît plusieurs cas de femmes qui ont négocié discrètement avec des chefs locaux de groupes armés, dans le but de les persuader d'interpréter de façon plus souple les règles religieuses inscrites dans des accords plus officiels. Ce type d'interventions est généralement le fait d'une femme très respectée par le groupe extrémiste en raison de son âge avancé et de son statut social privilégié.

C'est en renégociant ainsi que l'interdiction faite aux jeunes de jouer au football a pu être levée en échange de l'assurance que les joueurs respecteraient les heures de prière. Dans un autre cas, une femme a négocié avec des djihadistes pour que les femmes non voilées ne reçoivent pas de châtements corporels.

Le pouvoir de négociation des femmes dépend à la fois de leur discrétion au cours du processus, de leur origine sociale et de leur rang ou rôle dirigeant dans leur communauté - une position qui soit s'est construite au fil du temps, soit résulte de leur statut et de leur histoire familiale.

Rôle décisif. Certaines femmes appartiennent à des familles très respectées dont la réputation dans la gestion des conflits domestiques ne date pas d'hier. Leur implication dans les processus de paix ne constitue qu'un prolongement de leurs responsabilités de médiatrices au sein de la communauté. Pour d'autres femmes, c'est leur participation à des activités professionnelles, parfois d'intérêt général, qui leur permet de prendre contact et d'établir des relations de confiance avec les acteurs locaux.

Elles ne participent pas aux réunions publiques avec les djihadistes. Elles agissent en coulisses.

Bien que ces exemples s'inscrivent dans un contexte particulier, ils illustrent les rôles que pourraient jouer les femmes dans la recherche de chemins vers la paix au Sahel. Ces cas donnent trois leçons précieuses en matière de dialogue et de stratégies de négociation dans la région.

Première leçon, la conception et la mise en œuvre d'une politique de dialogue doivent reposer sur une analyse complète de la problématique hommes-femmes. Cela permettrait aux décideurs et aux parties prenantes de mieux appréhender la dimension sexospécifique des négociations de paix, en particulier les rôles uniques qu'y jouent respectivement les hommes et les femmes. Deuxièmement, le succès des politiques de dialogue dépend de leur bonne prise en

Un vide sécuritaire

●●● Les djihadistes de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) sont de plus en plus à l'offensive dans le nord du Mali, notamment dans les camps de déplacés situés aux alentours de la ville de Gao, affirme la presse ouest-africaine. Selon certains observateurs, les terroristes testent leur dispositif de sécurisation pour de possibles opérations à l'intérieur de la ville. Cette recrudescence des attaques survient dans un contexte géopolitique particulier, puisque Emmanuel Macron a acté, le 9 novembre, à Toulon, la fin officielle de l'opération militaire Barkhane au Sahel.

compte des dynamiques locales. Les interventions doivent être adaptées en fonction du terrain et éviter de reproduire des modèles standardisés.

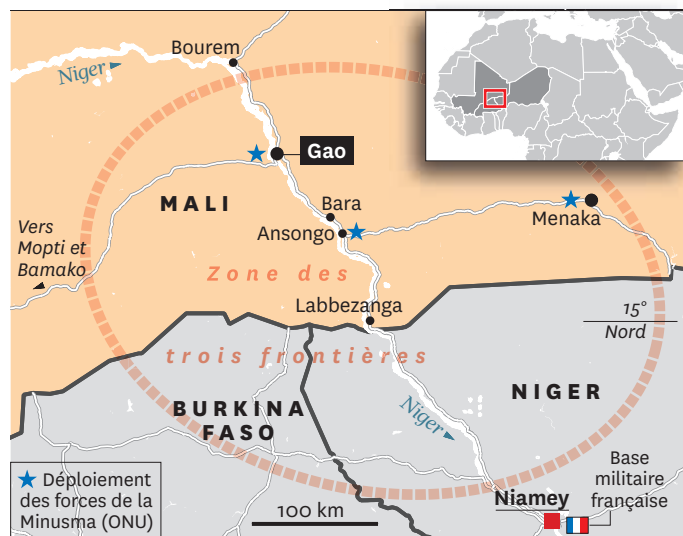
Enfin, la légitimité des participants aux processus de dialogue ne coïncide pas toujours avec leurs fonctions officielles. Bien que les femmes soient absentes du processus décisionnel officiel, elles peuvent exercer une influence positive sur les négociations locales parce qu'elles œuvrent discrètement et à la marge. Des organes d'intervention comme les comités de dialogue locaux devraient intégrer ces dynamiques informelles dans leurs processus décisionnels.

L'approche du "tout militaire" privilégiée par la plupart des gouvernements au Sahel a prouvé son inefficacité pour protéger les civils. Les dirigeants de la région seraient donc bien avisés de prendre comme modèle les dialogues intercommunautaires au Mali, dans lesquels les femmes jouent un rôle décisif, s'ils veulent répondre à la violence des extrémistes par la négociation.

—**Fahriaman Rodrigue Koné**
Publié le 9 novembre



ANALYSE



SOURCES : MINUSMA, UNMISS, UNMISS.ORG, OPENSTREETMAP.ORG



asie

Malaisie.

Anwar Ibrahim face à un pays fracturé

Le Premier ministre réformiste devra jongler entre le parti islamique, devenu la première force parlementaire, et les aspirations d'une société multiculturelle.



ou religieuse qu'il soit, ne doit avoir le sentiment d'être ignoré", a-t-il déclaré, ajoutant : "Personne ne sera marginalisé sous mon gouvernement."

Le PAS prône en revanche la mise en place de la loi islamique, défend une conception de l'identité malaisienne strictement malaise et musulmane, et se défie des fortes minorités chinoise et indienne du pays. Avant

le scrutin, une équipe de veille des réseaux sociaux du Centre pour un journalisme indépendant (CIJ) de Kuala Lumpur a identifié plusieurs dirigeants du PAS, à commencer par son président, Abdul Hadi Awang, parmi les personnes ayant relayé des discours "polémiques, racistes, intolérants et haineux" pendant la campagne électorale.

Selon le CIJ, les dirigeants du PAS "se sont employés à instiller la peur chez les électeurs musulmans en leur promettant 'l'enfer en cas de vote pour Pakatan Harapan et Barisan Nasional', ont incité à la violence contre les 'kafir harbi' ('ennemis de l'islam') et appelé les Malais à s'unir et à lutter contre les Chinois (du PAD) et les Indiens".

Il n'y a aucune raison de douter de la capacité d'Anwar à rétablir la stabilité dans la vie politique malaisienne et à mener à terme son mandat, mais tout

↳ Dessin de Charis Loke paru dans *Mekong Review*, Sydney.

cela indique qu'il aura du pain sur la planche. Le 23 novembre, Muhyiddin Yassin, dont la coalition nationaliste malaisienne PN est soutenue par le PAS, a contesté la nomination d'Anwar, affirmant qu'il avait obtenu le soutien de 115 parlementaires – soit plus que les 112 nécessaires pour former un gouvernement – avant le délai fixé par le souverain au 24 novembre. Ce qui a poussé M. Anwar à annoncer que, lorsqu'il convoquera le Parlement, le 19 décembre, sa première initiative sera de soumettre son gouvernement à un vote de confiance, afin d'écarter toute question sur sa légitimité.

Probité. Il n'est pour autant pas exclu que cette question revienne constamment sur le tapis, ce qui dépendra de la probité de ses rivaux. Mais les lignes de fracture de la politique malaisienne sont nettement définies et, de part et d'autre, chaque camp défend des visions mutuellement incompatibles pour la société malaisienne. Le recul marqué du Barisan Nasional et de sa principale composante, l'Organisation nationale unifiée malaise (Umno), autrefois incontournable, s'explique davantage par un rejet de la corruption de l'Umno que de l'idéologie du Ketuanan Melayu ("suprémacisme malais") qu'il a longtemps représentée. Si l'orientation politique cosmopolite et multiethnique d'Anwar a remporté une victoire à travers cette nomination à la tête de l'exécutif, l'identitarisme malais aux tonalités islamiques, qu'il combat, n'a sans doute jamais été plus fort.

— **Sebastian Strangio**
Publié le 25 novembre

— **The Diplomat** Washington

Jeudi 24 novembre, l'opposant historique Anwar Ibrahim est devenu le dixième Premier ministre de Malaisie. Cette désignation couronne un parcours atypique, marqué par un mandat de vice-Premier ministre, deux peines d'emprisonnement prononcées pour motifs politiques, et des années de combat dans la jungle de l'opposition.

L'accession à ce poste de leader réformiste de 75 ans n'était que chose due, puisque sa coalition, Pakatan Harapan (PH, Alliance de l'espoir), est arrivée en tête des élections législatives du 19 novembre, remportant 83 des 222 sièges au Parlement. Il a d'autant plus savouré sa victoire que son ancien mentor, devenu son ennemi juré, Mahathir Mohamad [Premier ministre de 1981 à 2003, puis de 2018 à 2020], a essuyé une défaite cinglante dans son fief de l'île de Langkawi, où, pour la première fois en plus d'un demi-siècle, il n'a pas été réélu.

Anwar Ibrahim a été nommé à la suite d'un scrutin législatif qui a débouché sur un Parlement sans majorité claire, et après cinq jours de négociations, au cours desquelles la coalition du PH a disputé au Perikatan Nasional (PN, Alliance nationale) de [l'ex-Premier ministre] Muhyiddin Yassin les soutiens nécessaires pour former le prochain gouvernement d'unité nationale. Finalement, c'est le

roi Abdullah Ahmad Shah qui a tranché, confiant à M. Anwar la responsabilité de cette tâche dans un pays divisé, après une période d'instabilité politique qui a vu se succéder trois Premiers ministres en quatre ans.

"Le peuple ne peut pas subir une agitation politique sans fin alors que le pays a besoin d'un gouvernement stable pour restaurer l'environnement économique et le développement national", a précisé le palais dans un communiqué après la désignation de M. Anwar.

Multiethnique ou islamiste, chaque camp défend des visions mutuellement incompatibles.

Pourtant, si l'ascension d'Anwar au sommet de la politique malaisienne a fini par monopoliser l'actualité de ce quinzisième scrutin législatif depuis l'indépendance, en 1957, elle a été assombrie par un autre événement apparemment contradictoire : la remarquable percée du Parti Islam Se-Malaysia (PAS, Parti islamique panmalaisien), première formation politique musulmane de Malaisie.

Le 19 novembre, le PAS a raflé 49 sièges, devenant la formation politique comptant le plus grand nombre de députés, alors que le Parti Keadilan Rakyat de M. Anwar (PKR, Parti de la justice du peuple) n'en a décroché que 31. Le PAS a ainsi plus que doublé son score,

puisque'il ne disposait que de 18 sièges après les dernières élections de 2018, et s'est imposé comme force politique nationale.

Le PAS représente à bien des égards l'antithèse de la coalition multiethnique d'Anwar. Ce dernier regroupe autour de sa formation, le PKR, les sociaux-démocrates du Parti d'action démocratique (PAD), majoritairement composé de Chinois de Malaisie, et les musulmans modérés du parti Amanah.

Avant les élections, Anwar Ibrahim avait déclaré dans un entretien accordé à Reuters que, s'il était élu, il s'efforcerait de "mettre l'accent sur la gouvernance et la lutte contre la corruption, et de débarrasser le pays du racisme et du sectarisme religieux". Après son investiture, il s'est engagé lors d'une conférence de presse à gouverner pour tous les Malaisiens : "Aucun Malaisien, de quelque appartenance ethnique

Une mosaïque d'ethnies

●●● Peuplée de 33 millions d'habitants, la Malaisie se caractérise par sa diversité ethnique : 67 % de la population est représentée par les Bumiputera ("fils du sol"), terme malais désignant les membres de l'ethnie malaise. Les Chinois (24,6 %) et les Indiens (7,3 %) sont les groupes minoritaires. Ces derniers sont venus travailler quand la péninsule malaise était sous la domination britannique (1795-1957). À la suite des émeutes interethniques de la fin des années 1960, un système de discrimination positive a été mis en place en faveur de la majorité malaise. Si cette politique a été assouplie depuis les années 2000, l'accès à certains emplois, notamment dans les universités publiques, se fait toujours en fonction de l'appartenance ethnique.

SOURCE



THE DIPLOMAT

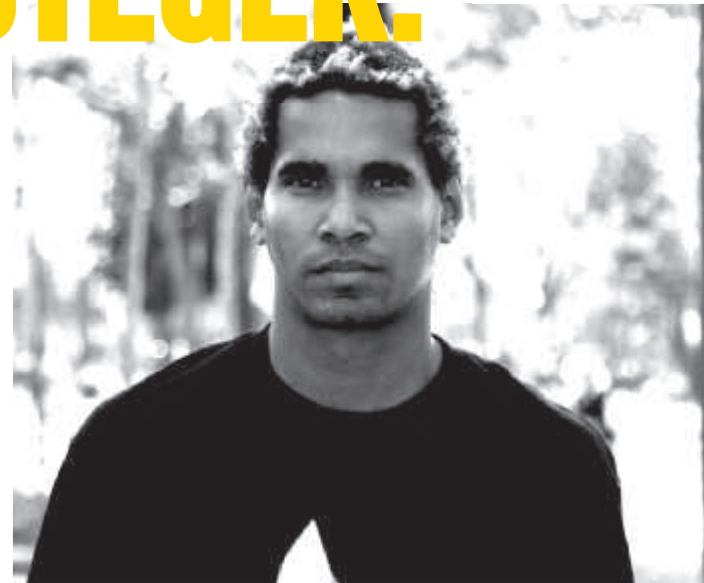
Washington, États-Unis
the-diplomat.com

Lancé en 2002 et basé aux États-Unis (après l'avoir été à Sydney puis à Tokyo), ce magazine numérique couvre essentiellement l'actualité de la région Asie-Pacifique. Son équipe de journalistes traite de sujets géopolitiques : la défense, le renseignement, la culture et l'environnement.



Leurs droits sont menacés.

VOUS AVEZ LE POUVOIR DE LES PROTÉGER.



À partir
du 2 décembre,
agissez sur amnesty.fr

ON SE BAT ENSEMBLE, ON GAGNE ENSEMBLE.



©AI, ©Peter PARKS / AFP, ©Mohamed el-Asrihi / AFP

dossier

Rassemblements violemment réprimés, déclarations durement sanctionnées, militants emprisonnés, torturés, parfois même exécutés... En Iran et en Russie, au Maroc comme à Hong Kong, partout le droit de manifester – et les libertés d'opinion et d'expression qui vont de pair – est en butte à des restrictions et à des empêchements autoritaires. Cette année encore, *Courrier international* s'associe à Amnesty International et à sa campagne "10 jours pour signer", laquelle met en lumière dix cas emblématiques. Dix personnes qui ont exercé leur droit de manifester et en ont payé le prix politique, social et humain.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Droits humains : "10 jours pour signer"

À partir du 2 décembre, **Amnesty International France** se mobilise dans le cadre de la campagne "10 jours pour signer". Mondiale et construite autour de la Journée internationale des droits de l'homme, elle met en lumière dix cas de personnes menacées, injustement emprisonnées, disparues ou assassinées du fait de leur combat pour les droits humains. Sur tous les continents.

Pour en savoir plus : www.amnesty.fr



POUR LE DROIT DE MANIFESTER

MANIFESTONS-NOUS!





europe

L'art de détourner les étiquettes

RUSSIE Alexandra Skotchilenko est le nouveau visage de la dissidence russe. Cette artiste de Saint-Petersbourg avait, dans un supermarché, remplacé les prix par des étiquettes avec des informations sur la guerre en Ukraine. En vertu de la législation réprimant les “fausses informations” sur l'armée, elle risque jusqu'à dix ans de prison.

En détention préventive depuis avril, Alexandra (Sacha) Skotchilenko souffre de vertiges, de maux de ventre et de problèmes cardiaques, témoigne le 17 novembre son avocate, Yana Nepovinnova, sur Telegram. Du côté de la justice, les nouvelles ne sont pas bonnes non plus – en septembre, sa détention a été prolongée jusqu'en avril 2023 –, mais les deux femmes arrivent tout de même de temps en temps à rire en parcourant son dossier d'accusation, “tellement les accusations contre Sacha sont ridicules”, poursuit l'avocate.

Elle a été arrêtée le 11 avril, à la suite – selon la version officielle – de la plainte d'une retraitée qui faisait ses courses dans la même supérette que la jeune femme de 32 ans, à Saint-Petersbourg. Cette dame âgée était tombée sur de petites étiquettes en papier révélant des informations sur l'invasion russe en Ukraine collées par Sacha. On pouvait y lire des informations glanées dans les médias indépendants du pays, comme le bombardement du théâtre de Marioupol par l'armée russe alors que des enfants se trouvaient à l'intérieur, ou le nombre de soldats russes morts depuis le début de la guerre. Ces informations n'avaient, bien évidemment, rien à voir avec le discours officiel, et cette retraitée s'en est trouvée “outrée”. Dans sa lettre de dénonciation, elle explique qu'elle suit “avec beaucoup d'empathie le sort des soldats russes en Ukraine sur son poste de télévision et ne pouvait pas supporter de lire de tels mensonges”, raconte **Radio Svoboda**, l'antenne russe de Radio Free Europe/Radio Liberty, financée par le Congrès américain.

Cela a suffi pour que les enquêteurs dégagent l'article 207.3 du Code pénal russe. Adopté en toute urgence début mars, peu après l'invasion de l'Ukraine, il sanctionne la “diffusion publique d'informations délibérément fausses sur l'armée russe” de peines allant jusqu'à dix ans de prison. À ce jour, cet amendement a été utilisé près de 200 fois contre des Russes critiques de l'action de leur armée en Ukraine : des opposants connus, de simples étudiants, des enseignants ou des pacifistes dans le radar de la police.

Dans le cas de Sacha, l'accusation s'est employée à démontrer que les informations contenues sur les fausses étiquettes collées par Sacha étaient “fausses”. Le tribunal a ordonné une curieuse

“expertise linguistique” de ces étiquettes, menée par deux chercheuses connues pour leur alignement sur les thèses du Kremlin, rappelle le journal en ligne **Meduza**, situé en Lettonie. Dans leurs conclusions, ponctuées par des louanges sur l'attitude “très humaine de l'armée russe à l'égard des habitants de l'Ukraine”, elles affirment que ces informations sont fausses, car elles ne correspondent pas à celles diffusées par le ministère de la Défense. “Cette expertise est nulle et non avenue car ces personnes n'ont pas les compétences en la matière”, tranche l'avocate Yana Nepovinnova. Sacha, elle, assume son action et maintient que les informations dont elle s'est fait le relais n'étaient pas “mensongères”.

Santé fragile. L'idée de remplacer les étiquettes des prix dans les supermarchés russes par des tracts contre la guerre de conception similaire a été lancée, à la mi-mars, par une organisation nommée Résistance féministe contre la guerre, rappelle le service russe de la **BBC**. Une maquette prête à être imprimée a même été postée sur Telegram, accompagnée de quelques consignes de sécurité pour les militants : éviter les caméras de surveillance et ne payer qu'en espèces. “Mais il est rapidement apparu que ces mesures ne pouvaient pas garantir l'anonymat des militants”, poursuit la BBC, qui estime que, à l'instar de Sacha, une dizaine de colleurs d'étiquettes ont été rapidement identifiés et arrêtés par la police.

Se fondant sur des témoignages de ses proches, la BBC brosse un long portrait de cette jeune femme touche-à-tout, à la personnalité complexe et fragile. Artiste peintre, musicienne et journaliste à ses heures (pour le petit webzine indépendant *Boumaga*), Sacha était connue du petit monde artistique de Saint-Petersbourg. Elle a enseigné à des enfants ukrainiens l'art du théâtre et du cinéma, publié un petit livre sur la “dépression” à leur intention, joué dans des groupes et participé à une émission de télévision (*Les Jeux de l'esprit*) alors qu'elle n'avait qu'une dizaine d'années. Dans un entretien à *Meduza*, sa compagne, Sonia, insiste aussi sur le fait que Sacha est atteinte depuis son enfance de plusieurs problèmes de santé, dont un trouble bipolaire et une intolérance au gluten, ce qui rend son séjour en prison particulièrement éprouvant.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE



↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.



RUSSIE
Alexandra Skotchilenko

QUI EST-ELLE ?

Cette musicienne et artiste russe s'est opposée publiquement à la guerre contre l'Ukraine. Le 31 mars, dans un supermarché de Saint-Petersbourg, elle a remplacé les prix sur des produits par de petites étiquettes en papier révélant des informations sur l'invasion russe en Ukraine. Onze jours plus tard, Alexandra Skotchilenko a été arrêtée par la police et inculpée pour “diffusion publique délibérée de fausses informations sur l'utilisation des forces armées russes”, en vertu d'un article du Code pénal russe, introduit quelques jours plus tôt par le gouvernement afin de museler les critiques. Détendue dans des conditions déplorables, Alexandra Skotchilenko attend son procès et encourt jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

L'abandon de toutes les charges et sa libération immédiate.

ALEXANDRA SKOTCHILENKO



FRANCE
Zineb Redouane

QUI EST-ELLE ?

Le 1^{er} décembre 2018, à Marseille, alors qu'elle ferme ses fenêtres, Zineb Redouane est touchée au visage par une grenade lacrymogène MP7 tirée par la police pour disperser des manifestants. Elle meurt à l'hôpital le lendemain. Près de quatre ans plus tard, l'enquête sur sa mort est encore en cours. Personne n'a été inculpé ni suspendu pour cet homicide.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Que les autorités françaises fassent la lumière sur cette affaire, et que les personnes responsables soient amenées à rendre des comptes dans une procédure légale.

COLLECTION PRIVÉE



Le Rif dans la peau

MAROC En 2016, la révolte du Rif faisait tanguer le pouvoir marocain. Nasser Zefzafi, militant torturé et emprisonné, est devenu le symbole de ces revendications sociales et politiques.

—Minority Africa *Kampala*

Entrer chez les Zefzafi, c'est entrer dans un autre monde, un monde marqué par le temps qui s'est écoulé. La position des meubles a à peine changé depuis que Nasser Zefzafi n'est plus là, comme le souligne son père, Ahmed Zefzafi, en nous montrant différents endroits de la maison. Des drapeaux noirs flottent encore sur leur toit depuis le 29 mai 2017, date à laquelle Nasser a été arrêté pour avoir été à la tête du plus grand mouvement de protestation du siècle dans le Rif.

“Ils ont cassé cette porte, dit Ahmed en désignant l'entrée principale de leur maison, et sont entrés avec 54 agents de la brigade de la police nationale.” Ce sont les derniers souvenirs qu'il a de son fils, considéré désormais comme une figure mondiale du peuple berbère [amazigh] rifain.

Nasser Zefzafi s'est fait connaître comme l'un des militants au discours le plus incisif lors de la révolte du Rif, de 2016 à 2017. Le mouvement populaire (Hirak) du Rif avait été déclenché par la mort d'un vendeur de poissons, Mouhcine Fikri, broyé dans une benne à ordures dans laquelle il tentait de récupérer ses marchandises, confisquées par les autorités.

Les émeutes qui avaient suivi n'avaient pas seulement été un signe de solidarité populaire envers le malheureux vendeur de rue. La mort de Mouhcine Fikri découlait d'une politique générale qui tendait à marginaliser et à délaisser depuis des années la région du Rif et ses habitants – principalement des Imazighen [pluriel du mot berbère *amazigh*, “homme libre”, terme utilisé par les Berbères pour se désigner], le peuple autochtone du nord de l'Afrique.

Nasser n'était pas un activiste au moment de cet incident. Comme beaucoup de Rifains à l'époque, il était au chômage, avec des perspectives bien sombres car sa région s'enfonçait de plus en plus dans une spirale de misère, contrairement à d'autres régions du Maroc en route vers la modernité.

“Ce n'est qu'à partir de ce jour-là qu'il a commencé à descendre dans la rue pour participer à des marches pacifiques avec des dépôts de fleurs et de bougies à Al-Hoceïma”, raconte Ahmed.

Lutte pour la dignité. Malgré ses origines modestes, Nasser est rapidement devenu l'une des figures de proue du mouvement : il prononçait des discours, organisait des rassemblements hebdomadaires et, surtout, encourageait son peuple à ne pas renoncer à ses revendications pacifiques de dignité.

“Je ne dirais pas que Nasser était un leader ou un patron, mais il avait réussi à donner de l'ampleur au Hirak, au mouvement, dit Ahmed. La nuit où Mouhcine Fikri est mort, s'il n'y avait pas eu Nasser, rien ne se serait passé.”

Mais Nasser a payé cher sa bravoure. “Le 26 mai, ils sont venus le chercher en cassant notre porte, mais il n'était pas à la maison, il s'était caché, se souvient Ahmed. Le 29 [mai], à 6 heures du matin, Nasser est tombé entre les mains de la brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ). Ils l'ont emmené en hélicoptère et torturé jusqu'à son arrivée à la prison de Casablanca.”

Nasser Zefzafi a été arrêté pour “atteinte à la sécurité intérieure de l'État”, selon l'annonce faite par le procureur général de la cour d'appel d'Al-Hoceïma lors de sa capture. Il aurait également été placé en détention, car soupçonné d’“entrave à la liberté de culte”, pour avoir interrompu le sermon



de la prière du vendredi dans une mosquée locale qui critiquait les manifestations du Hirak.

En juin 2018, un tribunal marocain a condamné Nasser à vingt ans de prison pour atteinte à l'ordre public et menace à l'unité nationale.

“Depuis 1956, ils prétendent toujours que nous voudrions changer le régime”, affirme Ahmed. Il fait allusion à la période qui a suivi l'indépendance officielle du Maroc vis-à-vis de la France, qui avait entraîné une série d'affrontements sur le plan intérieur avec les Rifains, ceux-ci se considérant toujours comme des laissés-pour-compte.

Cela fait maintenant plus de cinq ans que Nasser est en prison, et il lui reste encore quinze années à purger.

Malgré la distance qui complique tout, Nasser appelle ses parents presque tous les jours, en essayant de paraître aussi heureux que possible. Mais Ahmed nous dit que l'état de son fils se détériore de jour en jour.

“Quand il est entré en prison, il était en parfaite santé, mais maintenant, il souffre de trois maladies chroniques. Et cette semaine, ils ont trouvé des microbes dans son estomac. Il présente également plusieurs problèmes respiratoires.”

Mais Nasser n'est pas le seul à avoir payé un lourd tribut pour avoir protesté, ses parents aussi. Malgré tout cela, s'il pouvait revenir en arrière, Ahmed affirme qu'il n'essaierait pas d'empêcher Nasser de faire ce qu'il a fait. “Je laisserais tout comme c'est maintenant”, dit-il.

Il est fier de ce que son fils a accompli, et même si le savoir en prison lui fait de la peine, il pense qu'il a fait ce qu'il devait faire pour défendre les droits des Rifains berbères, si longtemps oubliés.

MAROC
Nasser Zefzafi

QUI EST-IL ?
Nasser Zefzafi a été condamné à vingt ans de prison pour avoir demandé plus de justice sociale. Figure de proue du Hirak du Rif, mouvement populaire né en 2016 dans la région marginalisée du nord du Maroc, ce militant a été arrêté en mai 2019 pour avoir interrompu un prêche dans une mosquée et pour avoir accusé l'imam de se faire le porte-parole des autorités. Durant sa détention, il a subi des tortures et d'autres mauvais traitements de la part de la police, avant d'être condamné. Il est maintenu à l'isolement depuis son arrestation et privé des soins médicaux dont il a besoin.

QUE DEMANDE AMNESTY ?
La fin des mauvais traitements et sa libération sans conditions.

MOHAMED EL-ASRIHI/AFP

SOURCE

MINORITY AFRICA
Kampala, Ouganda
minorityafrica.org

Le site *Minority Africa* se donne pour but de couvrir l'actualité des minorités en Afrique, en publiant notamment des récits concernant les femmes, les minorités sexuelles, de genre, ethniques et religieuses, les personnes handicapées, les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés. Sa rédaction est composée de journalistes basés dans plusieurs pays, dont l'Ouganda, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'île Maurice et le Royaume-Uni. Son rédacteur en chef et cofondateur est le journaliste nigérian Caleb Okereke.



CARTOON MOVEMENT



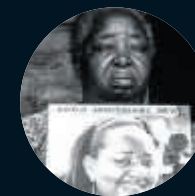
ZIMBABWE
Cecillia Chimbiri, Joanah Mamombe et Netsai Marova

QUI SONT-ELLES ?

Le 13 mai 2020, après avoir mené une manifestation antigouvernementale, Joanah, Netsai et Cecillia ont été arrêtées arbitrairement à Harare. Elles ont été retrouvées deux jours plus tard, couvertes de blessures. Hospitalisées, elles ont été inculpées d'infractions pénales en lien avec la manifestation à laquelle elles avaient participé, pour "rassemblement avec l'intention de fomenter la violence publique" et "troubles à l'ordre public". Le procès de Joanah, Netsai et Cecillia s'est ouvert en janvier 2022 et se poursuit.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

L'abandon immédiat et sans conditions des charges retenues contre elles.



CAMEROUN
Dorgelesse Nguessan

QUI EST-ELLE ?

Dorgelesse Nguessan était coiffeuse de métier quand sa vie a basculé. Le 22 septembre 2020, elle participe pour la première fois à une manifestation pacifique à Douala. Durement réprimée, cette manifestation s'est soldée par l'arrestation de plus de 500 personnes, dont Dorgelesse. Inculpée pour insurrection, réunion et manifestation publiques et attroupement, elle a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Sa libération immédiate et sans conditions.

TSVANGIRAYI MUKWAZHI/AMNESTY INTERNATIONAL

"Nous ne voulons qu'une chose : vivre sous un régime respectueux des droits de l'homme, vivre libres, profiter du bonheur de notre terre... Mais nous n'avons pas d'interlocuteur à qui nous adresser", explique Ahmed. Il affirme que le mouvement dirigé par son fils avait pour seule revendication que les habitants du Rif soient traités dignement, avec respect et attention.

Symbole pour tous. Parmi les demandes faites au gouvernement, il y avait des choses concrètes et toutes simples, comme la construction d'un hôpital, l'ouverture de davantage d'établissements scolaires, et des efforts pour développer l'économie locale.

Nasser Zefzafi continue d'être considéré comme le porte-parole de nombreux Rifains amazighs. Certes, c'est lui qui est derrière les barreaux, mais pour les habitants du Rif, qui regrettent toujours son emprisonnement, c'est un peu comme s'ils partageaient la même cellule que lui.

"Dans le monde musulman, ces drapeaux noirs peuvent être interprétés de deux manières différentes, explique Ahmed en me montrant les grands étendards accrochés sur le toit de leur maison. Ils font dire à certains que nous sommes chiïtes et à d'autres que nous sommes de Daech. Qu'est-ce qu'on est, au fond ? Aucun des deux. Nous sommes juste en deuil, et tant que mon fils ne sortira pas de prison, nous ne cesserons pas de les [ces drapeaux] laisser flotter en sa mémoire."

— Bianca Carrera
Publié le 21 octobre

↳ Dessin de
Mohammad
Sabaaneh, Palestine.

Au pays de Paul Biya, il ne fait pas bon s'opposer

CAMEROUN En quarante ans de règne absolu, le président a réprimé toute opposition, figé le pays et réduit les droits humains.

En février 2022, 27 organisations camerounaises et internationales demandaient la fin des détentions arbitraires et illégales au Cameroun, rapportait **Centrifuge Hebdo**. L'hebdomadaire camerounais notait alors qu'une lettre ouverte avait été adressée par ces organisations au président de la République du Cameroun, Paul Biya.

Outre Dorgelesse Nguessan, emprisonnée après avoir participé à une manifestation, d'autres cas étaient évoqués dans cette interpellation publique au chef de l'État. La lettre ouverte sonnait comme une longue énumération des opposants ou simples manifestants arrêtés et maltraités dans le Cameroun de Paul Biya. Étaient ainsi évoqués Penn Terence Khan, "arrêté, torturé, accusé d'actes de terrorisme et jugé par un tribunal militaire",

puis condamné à douze ans de prison ferme pour avoir confectionné des tee-shirts arborant des slogans politiques. Mais aussi le journaliste indépendant Tsi Conrad, condamné par le tribunal militaire à quinze ans de prison.

Nombre de ceux qui étaient cités avaient participé aux marches du 22 septembre 2020, organisées par des partis d'opposition au régime de Paul Biya, dont ils demandaient le départ. Selon Human Rights Watch, les forces de sécurité avaient alors tiré des gaz lacrymogènes et actionné des canons à eau pour disperser des manifestations pacifiques dans tout le pays. Elles avaient en outre "arrêté plus de 500 personnes, pour la plupart des membres et des sympathisants des partis d'opposition. Les autorités ont passé à tabac de nombreuses personnes lors de ces arrestations, ainsi que lors de leur détention".

Certains des manifestants avaient également été accusés d'"insurrection et atteinte à la sûreté de l'État", avant d'être condamnés à de lourdes peines de prison, indique **Cameroun1**, qui dresse également sa propre liste des condamnés. Le 8 décembre 2021, rapportait alors le site, "plus de 154 militants du MRC [Mouvement pour la renaissance du Cameroun] et 5 autres de Stand Up for Cameroon", deux partis d'opposition, croupissaient en prison.

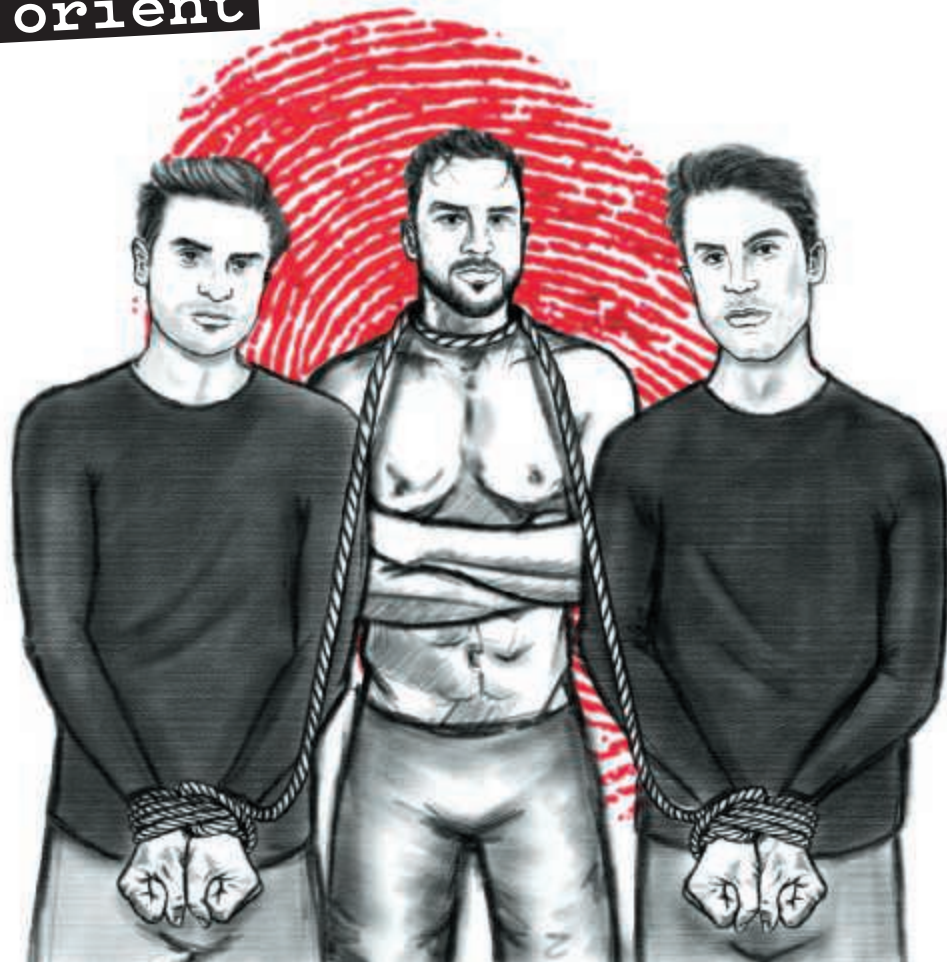
Paul Biya dirige le Cameroun d'une main de fer depuis 1982. À cette situation politique s'ajoute une "crise anglophone", qui oppose le gouvernement à des groupes séparatistes des régions anglophones de l'ouest du pays. Le Cameroun est aussi en constante tension sécuritaire en raison de l'incursion répétée de groupes djihadistes. Cette situation sécuritaire s'accompagne de violations répétées des droits humains par les forces de sécurité.

— **Courrier international**



moyen-
orient

CARTOON MOVEMENT



Pas de justice pour Vahid Afkari

IRAN Arrêté en 2018 et condamné pour un homicide présumé, l'opposant au régime serait menacé de mort en prison. Son cas illustre les nombreuses dérives de la justice iranienne, contrôlée par le pouvoir.

Vahid Afkari était un simple plâtrier à Chiraz, grande ville du sud-ouest de l'Iran, lorsqu'il a été arrêté, le 17 septembre 2018, avec son frère Navid, également plâtrier mais aussi champion de lutte renommé en Iran et à l'étranger.

Les autorités ont accusé les deux frères d'avoir tué un homme, présenté soit comme un membre du renseignement ou comme un employé de la compagnie des eaux, à Chiraz, lors des manifestations d'août 2018, sur fond de dégradation de la situation économique et de grande sécheresse.

Navid Afkari a été condamné à mort, puis exécuté en septembre 2020, malgré les campagnes internationales dénonçant un procès injuste et des aveux extorqués sous la torture. La justice a aussi condamné les frères du lutteur, Vahid et Habib Afkari, à respectivement cinquante-quatre et vingt-sept ans de prison.

Depuis, Vahid croupit dans une cellule d'isolement à la prison d'Adel Abad, à Chiraz - son frère Habib a été libéré en mars 2022. Dans ce contexte de soulèvement inédit contre le régime des mollahs, des proches et des soutiens redoutent des actes de vengeance et craignent pour sa vie, alors qu'il est déjà soumis à des traitements dégradants, rapportent plusieurs médias iraniens.

En août dernier, son autre frère Saeed affirmait déjà sur les réseaux sociaux qu'il était menacé de mort et que "le directeur de la prison d'Adel Abad souhaitait réinstaller une caméra de surveillance dans la cellule d'isolement de Vahid pour sa protection", rapporte **Iran International**, un média antirégime installé à Londres.

La décision aurait été motivée par des informations recueillies par le responsable pénitentiaire selon lesquelles "certaines personnes" voudraient profiter de l'absence de caméra pour assassiner Vahid en prison, relate son frère, cité par le média.



REVUE
DE PRESSE



IRAN
Vahid Afkari

QUI EST-IL ?

Vahid Afkari et ses deux frères avaient participé pacifiquement à des manifestations dans leur ville, Chiraz, contre les inégalités et la répression politique. Ils ont été arrêtés à leur domicile pour avoir manifesté. Maintenus à l'isolement et torturés, ils ont été obligés d'"avouer" des infractions qu'ils ont déclaré à maintes reprises ne pas avoir commises. L'un de ses frères a été exécuté et l'autre a finalement été libéré. Vahid est à l'isolement depuis septembre 2020.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

La fin de ce traitement inique et l'abandon de toute charge.

COLLECTION PRIVÉE

De son côté, **IranWire**, autre média d'opposition, revient sur les détails de l'arrestation des frères Afkari, citant plusieurs témoignages qui démentent la version officielle des faits et dénoncent de nombreuses irrégularités juridiques.

Torture. À commencer par le lieu où se trouvait Vahid Afkari le jour où l'agent des renseignements aurait été tué par les frères Afkari à Chiraz. Selon un proche cité par le site, Vahid n'était pas du tout à l'endroit où a eu lieu l'homicide.

Lorsqu'il a été arrêté, "la justice n'a pas accepté que nos avocats interviennent dans cette affaire tant que l'enquête n'était pas terminée", indique-t-il. "En pratique, cela signifiait que nos avocats ne pouvaient pas accompagner Vahid tant qu'un aveu (sous la torture) n'aurait pas été fait", ajoute-t-il.

En août 2021, l'avocat de la famille, Saïd Dehghan, a annoncé que la demande d'un nouveau procès avait été rejetée par la Cour suprême, rappelle **BBC Persian**. Dénonçant "24 contradictions et 3 mensonges" dans le verdict, cet avocat a estimé que la peine de cinquante-quatre ans de prison avait été décidée "sans respect du Code pénal".

Dans un témoignage enregistré depuis sa prison datant de septembre 2020, Vahid a détaillé les actes de torture qu'il a subis lors de son interrogatoire.

"Pendant que j'étais enchaîné, ils m'ont frappé sur tout le corps et m'ont administré des décharges électriques. Ils me maintenaient allongé au sol et me frappaient la plante des pieds avec une matraque, me forçant ensuite à marcher."

Au début d'avril, Saeed Afkari a affirmé sur Twitter que les autorités pénitentiaires avaient battu Vahid et lui avaient brisé la main. "Nous sommes extrêmement inquiets pour notre frère (mais) notre chemin est celui de Navid et nous n'avons pas peur de la mort", a-t-il précisé.

— **Courrier international**

↑ Les frères Afkari.
Dessin de Sanaz Bagheri, Pays-Bas.



Asie

La Chine condamne une lueur d'espoir

HONG KONG Deux peines de prison, c'est le prix que paie Chow Hang-tung, avocate de 37 ans, pour défendre des valeurs démocratiques. Elle était vice-présidente de l'Alliance de Hong Kong pour le soutien des mouvements démocratiques patriotes de Chine.

Refusant de plaider coupable, Chow Hang-tung est toujours derrière les barreaux. Ses deux condamnations sont liées à la commémoration du massacre de Tian'anmen, perpétré à Pékin en juin 1989. Le 4 janvier 2022, Chow a été condamnée à quinze mois de prison, après avoir écopé d'une peine d'un an trois semaines plus tôt.

Lors d'une audience du tribunal de West Kowloon, le 2 septembre 2022, alors qu'un magistrat lui demandait si elle reconnaissait le "crime d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État", Chow a répondu : "La quête de la démocratie n'est pas un crime", relate le média Hong Kong 01.

"C'est au parc Victoria que j'ai vu le meilleur côté des Hongkongais", s'est-elle émue lors de cette audience. Dès ses années d'école primaire, elle accompagnait sa mère au parc Victoria pour assister à la commémoration.

Après avoir renoncé à son doctorat en physique à l'université de Cambridge en 2010, Chow est retournée dans sa ville natale pour étudier le droit. En parallèle, elle s'est engagée comme bénévole à l'Alliance, puis en est devenue la vice-présidente six ans plus tard.

Commémorations pacifiques. Fondée en mai 1989, l'Alliance luttait pour "la libération des militants prodémocratiques", "la fin de la dictature du parti unique" et "la construction d'une Chine démocratique". Tous les 4 juin au soir, elle organisait une commémoration dans le parc Victoria, "même après la rétrocession de 1997", souligne le journal singapourien *Lianhe Zaobao*, précisant que, "jusqu'en 2020", année où "la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong" a été promulguée et où la police a refusé d'autoriser le rassemblement, de "nombreux Hongkongais

sont tout de même entrés dans le parc en tenant des bougies".

En août 2021, la police hongkongaise a accusé l'Alliance d'être un "agent de l'étranger" et a exigé qu'elle lui livre les données de ses membres. D'après le média américain *Voice of America*, c'était la première fois que la police invoquait les dispositions de la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong relatives aux agents de l'étranger pour exiger d'une organisation non gouvernementale qu'elle communique ses données. Un mois plus tard, l'Alliance annonçait sa dissolution.

Le 29 mai 2021, Chow Hang-tung avait posté sur Facebook : "Allumer une bougie n'est pas un crime."

Dans sa publication, elle regrettait qu'en raison du contexte juridique son association ne puisse plus organiser la commémoration. "À 20 heures, le 4 juin, je tiendrai toujours cette promesse vieille de trente-deux ans, j'allumerai des bougies dans un endroit où tout le monde pourra les voir", affirmait-elle, estimant : "Le gouvernement peut interdire les rassemblements dans un lieu, mais il ne peut pas interdire d'allumer des bougies dans tous les coins de Hong Kong." Le 4 juin, l'avocate a aussi publié un article intitulé "La bougie porte le poids de



IKON IMAGES



HONG KONG
Chow Hang-tung

QUI EST-ELLE ?

Chow est une avocate spécialisée dans les droits humains. Le 4 juin 2021, sur les réseaux sociaux, Chow a encouragé les personnes à commémorer la répression de la place Tian'anmen en allumant des bougies. Elle a été arrêtée le jour même pour avoir "fait la promotion ou la publicité d'une réunion non autorisée". Elle purge actuellement une peine de vingt-deux mois de prison pour "rassemblement non autorisé".

QUE DEMANDE AMNESTY ?

L'abandon de toute charge et sa libération immédiate.

PETER PARKS/AFP

la conscience, les Hongkongais persistent à dire la vérité" dans le journal *Ming Pao*. Elle insistait sur ce fait : "Ce sont les Hongkongais qui, avec un simple dévouement au bien et au mal, ont préservé un espace dans ce pays où la vérité peut être dite." Il faut faire savoir au régime, écrivait-elle, que la mémoire d'un lieu ne peut être effacée en aucune façon. "Ce soir, à 20 heures, j'espère voir la lumière de vos bougies", lançait Chow.

← Dessin de Sergio Ingravalle, Allemagne.

Courageuse. Ce sont ces deux articles appelant à défendre le droit de manifester qui lui ont valu d'être accusée d'"inciter d'autres personnes à participer au rassemblement interdit", rapportait *Ming Pao* un mois plus tard. Le site du journal de référence a supprimé l'article signé par Chow, article repris par le site sino-américain *China Digital Times*.

Le 26 mai 2021, *Apple Daily*, autre journal emblématique de Hong Kong, consacrait un portrait à Chow : "Ne laissez pas la peur se répandre", écrivait-il, ajoutant que "la peur, comme une peste annoncée, se répand dans tous les coins de Hong Kong". Le journal précisait que nombre de gens considéraient que Chow était courageuse. "C'est justement la lumière des bougies dans le parc Victoria qui m'a donné persévérance et espoir", confiait-elle au journal.

Ce portrait s'arrêtait sur une question sur les citoyens comme Chow : y a-t-il encore de la place pour eux à Hong Kong aujourd'hui ?

La réponse semble évidente : craignant les représailles de Pékin, *Apple Daily* a fermé un mois plus tard, après avoir vidé toutes ses archives. Ce portrait de Chow a été conservé par le site *Wenku*, plateforme qui a pour objectif de "sauvegarder" l'histoire de Hong Kong.



amériques

Luis Manuel Otero Alcántara: “Que triomphent le bien, la vérité et la liberté”

CUBA Ce performeur emprisonné depuis juillet 2021 continue de clamer, de sa cellule, son espoir de liberté, rapportait ce site cubain en mai dernier.

— **Cubamet** Coral Gables (États-Unis)

Le lundi 23 mai 2022, Luis Manuel Otero Alcántara s’est exprimé pour la première fois depuis son arrestation, le 11 juillet 2021, alors qu’il tentait de rejoindre les manifestations qui se déployaient sur toute l’île ce jour-là. Le message vocal de cet “artiste” cubain [mot-valise composé d’“artiste” et d’“activiste”], détenu dans une prison de haute sécurité à Guanajay, a été publié sur Facebook par la conservatrice d’art Claudia Genlui : il y demande à tous les Cubains de “ne

pas renoncer à l’espoir que triomphent le bien, la vérité et la liberté” :

“Je veux vous demander de soutenir l’art libre, mon art, où que ce soit. Ne me laissez pas seul, ne laissons pas Cuba aux mains d’un dictateur ou du destin.”

Otero Alcántara a aussi précisé que sa santé était “bonne au vu des circonstances” et il a transmis ses condoléances aux proches des victimes de l’explosion survenue à l’hôtel Saratoga [le 6 mai]. De plus, il a remercié “toutes les personnes et institutions éclairées qui se préoccupent et s’occupent” de sa “libération rapide ainsi que

↳ Dessin de Ramsés, Cuba.



BANGLADESH
Shahnewaz Chowdhury

QUI EST-IL ?

Cet ingénieur a exprimé sur les réseaux sociaux son inquiétude devant la perspective de l’implantation d’une nouvelle centrale électrique à charbon dans son village. En outre, il a encouragé la jeunesse de son pays à s’exprimer haut et fort. En mai 2021, Shahnewaz a été arrêté par la police pour sa publication sur Facebook. Il a été détenu quatre-vingts jours dans des conditions inhumaines, sans être jugé. Libéré sous caution en août 2021, il encourt dix ans de prison.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

L’abandon de toutes les charges retenues contre lui.

Bangladesh. Jusqu’à dix ans de prison pour un post Facebook

●●● “Le militant écologiste Shahnewaz Chowdhury est actuellement en liberté sous caution”, rappelle **Al-Jazeera** sur son site Internet. Mais il risque dix ans de prison pour un post Facebook. Shahnewaz Chowdhury, un militant de la cause environnementale, avait été arrêté au mois de mai 2021 pour avoir exprimé son inquiétude sur un projet de centrale à charbon à Banshkali, dans le sud-est du Bangladesh. Il avait appelé les jeunes à “résister à l’injustice” grâce à une “écriture courageuse” faisant part de ses craintes quant à une centrale “destructive de l’environnement”. Ce qui lui a valu d’être “accusé d’avoir publié des informations ‘fausses et offensantes’ et d’avoir créé le ‘chaos’”, en vertu de la loi sur la sécurité numérique. L’homme de 37 ans a passé quatre-vingts jours en prison et risque désormais dix ans de réclusion. La peine maximum sous cette loi, qualifiée de

“draconienne” par les critiques, peut aller jusqu’à quatorze ans de prison. Le projet de centrale à charbon de Banshkali est hautement controversé : plus de 12 personnes sont tombées sous les balles de la police en avril 2021 alors qu’elles protestaient contre la future usine. L’“invocation de la loi sur la sécurité numérique [contre Shahnewaz Chowdhury] est injustifiable et c’est un exemple flagrant de détournement de la loi”, commente C. R. Abrar, un universitaire bangladais, dans les colonnes du **Daily Star**. Les organisations de défense des droits de l’homme accusent le gouvernement de se servir de la loi pour faire taire les écologistes et autres critiques. “L’arrestation de Shahnewaz Chowdhury aura un effet débilant sur ceux qui dénoncent la corruption et les irrégularités du projet d’énergie au charbon”, dénonce M. Abrar, appelant à l’abandon des accusations qui pèsent sur le militant écolo.



de celle de tous les prisonniers politiques, ce qui participe à la libération de Cuba”.

“Cela fera bientôt un an qu’il y a eu cette grande mobilisation pacifique et inédite du peuple cubain pour sa liberté. Cette année-là, je n’ai pas dit à quel point j’étais fier d’être cubain, fier de ce peuple, qu’il vive ici sur l’île ou en exil”, a-t-il ajouté.

“Je suis certain que la liberté arrivera très très bientôt.”

L’exil ou sept ans de prison. Il a aussi affirmé qu’il était “un artiste et un être humain qui lutte pour sortir de cette prison injuste”, mais que son amour pour l’art libre et sincère est chaque jour “plus déterminé”, et son “amour d’autrui et de Cuba” plus inébranlable.

“Ces derniers mois, le régime m’a donné comme seule perspective de sortie un exil loin de Cuba; dans le cas contraire, je passerai sept ans en prison”, a-t-il annoncé. Il s’est aussi remémoré les années de “persécution et de répression inhumaines infligées par le régime cubain”, qu’il a vécues au même titre que beaucoup de ses amis.

“Aujourd’hui, je rêve que tous les Cubains du monde, quelle que soit leur couleur politique, se rassemblent le long de la promenade [de front de mer] du Malecón [à La Havane] pour débarrasser Cuba de la dictature, pour un pays sans persécutions, mauvais traitements ou prison pour tout Cubain qui pense différemment.”

“Dans le pays dont je rêve, les enfants de Cuba n’auront pas à émigrer, et ils pourront s’accomplir sur l’île ou revenir quand ils le souhaitent”, a-t-il ajouté.

“Je rêve que le Cubain ne soit plus l’ennemi du Cubain.”

Les déclarations d’Otero Alcántara, membre du Mouvement San Isidro – groupe d’artistes et de créateurs cubains mobilisés contre la censure –, ont été rendues publiques le 23 mai, lors de l’annonce par le régime de sa date d’audience judiciaire, ainsi que de celle du rappeur Maykel “Osorbo” Castillo, lui aussi en prison.

Ces deux “artistes” devaient être jugés les 30 et 31 mai 2022, selon les informations communiquées sur Facebook par Anamely Ramos González, conservatrice d’art et militante.—

Publié le 23 mai

Analyse

Ces symboles qu’on emprisonne

●●● La sentence est tombée le 25 juin, après un procès expéditif et tenu à huis clos : Luis Manuel Otero Alcántara, 34 ans, a été condamné à cinq ans de prison. Il était en détention préventive depuis le 11 juillet 2021 pour avoir voulu participer aux grandes manifestations qui ont secoué Cuba ce jour-là. Membre fondateur du Mouvement San Isidro, qui réunit depuis 2018 artistes et créateurs cubains contre la censure et la dictature, il avait déjà été plusieurs fois en prison. Celui qui figurait dans la revue américaine

Time comme l’une des 100 personnes les plus influentes de l’année 2021 a été condamné pour “délits d’outrage aux symboles de la patrie, outrages aux autorités et désordres publics”, écrivait au lendemain du verdict le **Nuevo Herald**, à Miami. Selon Julie Trebault, directrice d’Artists at Risk Connection (ARC) de l’ONG PEN America – qui défend la liberté d’expression – et citée dans le quotidien de Floride, “il s’agit d’un coup porté contre la liberté artistique à Cuba, aux artistes et aux militants de Cuba qui luttent pour le droit à s’exprimer face à un gouvernement et à un système de sécurité d’État qui ont choisi systématiquement la répression. Le gouvernement cubain aura beau tenter d’éradiquer la liberté d’expression sur l’île, il n’y parviendra pas.” Luis Manuel Otero Alcántara apparaît dans le clip posté en janvier 2021 sur YouTube par un groupe de chanteurs funk et rap réputés sur l’île, et devenu un symbole de la protestation à Cuba. Son titre *Patria y Vida* (“La patrie et la vie”) prend le contre-pied du slogan préféré du régime castriste “La patrie ou la mort”, avec des paroles telles que : “Plus de mensonges. Le peuple demande la liberté, plus de doctrine. Nous ne crions plus ‘La patrie ou la mort’ mais ‘La patrie et la vie’.” L’un des auteurs de la chanson, le rappeur Maykel “Osorbo” Castillo, resté sur l’île – les autres sont en exil à Miami –, a été condamné à neuf ans de prison pour “outrages aux autorités, attentat, désordres publics et diffamation des institutions [et] des héros et martyrs” de la révolution cubaine. Luis Manuel Otero Alcántara, incarcéré dans une prison de haute sécurité, a fait une grève de la faim durant une semaine en octobre pour avoir accès au téléphone et recevoir des visites. La conservatrice d’art et militante Claudia Genlui, l’un de ses soutiens, a déclaré au site dissident **ADN Cuba** : “Luis Manuel a un meilleur moral [...]. Il peut désormais passer des appels et se sent plus fort.”

Bilan

IL A ÉTÉ LIBÉRÉ

Bernardo Caal Xol, dont nous avons fait le portrait à l’occasion de la campagne 2021 de “10 jours pour signer” (CI n° 1622), a été libéré le 24 mars. Il était un prisonnier d’opinion guatémaltèque, condamné à sept ans et quatre mois de prison après avoir milité pacifiquement contre la construction de deux centrales hydroélectriques sur le fleuve Cahabón, sacré pour sa communauté, les Mayas Q’echi. Dans le monde, 510 000 personnes s’étaient mobilisées pour lui, dont 57 000 en France, en signant la pétition d’Amnesty.



CUBA

Luis Manuel Otero Alcántara

QUI EST-IL ?

Il est l’une des voix fortes du collectif San Isidro, qui réunit des artistes, journalistes, militantes et militants, et défend le droit à la liberté d’expression. Le 2 mai 2021, des agents de la sécurité de l’État ont placé de force cet artiste autodidacte dans un hôpital, alors qu’il observait une grève de la faim pour protester contre la saisie de ses œuvres par les autorités. Libéré un mois plus tard, il avait annoncé en ligne, le 11 juillet 2021, qu’il allait participer à l’une des plus grandes manifestations que Cuba ait connues depuis des décennies. Arrêté avant l’événement, il a été emprisonné. À l’issue d’un procès à huis clos, il a écopé en juin 2022 de cinq ans de prison.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Sa libération immédiate et sans conditions, ainsi que des soins de santé appropriés.



PARAGUAY

Yren Rotela et Mariana Sepulveda

QUI SONT-ELLES ?

Ces deux femmes transgenres paraguayennes ne peuvent modifier leur prénom ni obtenir de documents d’identité correspondant à leur identité de genre. Elles militent pour que les choses changent. Au Paraguay, les autorités et les groupes conservateurs traitent la communauté LGBTQI de manière hostile et tentent de l’invisibiliser. Les manifestations, souvent interdites, sont parfois la cible d’attaques.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Que le genre des personnes trans soit reconnu juridiquement par les autorités du Paraguay, de sorte qu’elles puissent exercer leurs droits fondamentaux.

SOURCE



CUBANET

Coral Gables, États-Unis
cubanet.org

Créé en 1994 par une association à but non lucratif installée à Coral Gables, en Floride, ce site met en ligne des articles reçus par Internet de journalistes indépendants cubains. S’y trouvent l’actualité de l’île, des reportages et des articles d’opinion, parfois écrits par des exilés aux États-Unis.

trans- versales.



économie

“Qui est là ? – C’est Pôle emploi”

Travail. À Kassel, des conseillers se rendent au domicile des chômeurs de longue durée qui ont décroché. Ce projet pilote pourrait s’étendre à toute l’Allemagne en 2023.

— **Die Zeit** (extraits) *Hambourg*

Nadine Tiegel frappe une fois, deux fois, trois fois. D’abord avec deux doigts, puis du plat de la main, enfin avec le poing. La porte ne s’ouvre toujours pas. Mais celle d’à côté, si. “Ah, vous voulez voir mon fils. À midi, en général, il dort”, explique une femme. Et la sonnette, oui c’est vrai que la sonnette ne marche plus depuis longtemps. “On ne peut pas l’appeler non plus, il n’a pas de portable”, ajoute-t-elle avant de se retirer.

Nadine Tiegel reste calme, respire profondément. Les portes qui ne s’ouvrent pas, elle a l’habitude. Elle travaille au Jobcenter [l’équivalent de Pôle emploi] de Kassel [une ville de 200 000 habitants dans le Land de Hesse, dans le centre de l’Allemagne]. Elle a pour mission de trouver un emploi ou au moins une formation aux chômeurs. Normalement, elle reçoit les bénéficiaires des indemnités Hartz IV [le système qui régit depuis 2005 les allocations chômage, lire l’encadré] dans son bureau : elle les conseille – dossier ouvert, dossier fermé, au suivant.

Mais depuis le mois de juin, elle se rend au domicile des chômeurs,

une vingtaine par semaine, du lundi au vendredi. Elle participe à un projet pilote unique en Allemagne. Objectif : rencontrer dans leur environnement privé les chômeurs de longue durée qui n’ont pas réagi depuis au moins six mois aux invitations à un rendez-vous, aux lettres ou aux appels téléphoniques. Et les encourager. Est-ce là l’avenir de l’accompagnement des chômeurs ou une intrusion dans leur vie ?

Ce vendredi d’août, Nadine Tiegel s’apprête à rebrousser chemin quand la porte s’ouvre sur un jeune homme torse nu à l’air endormi. Il s’étire et dit : “Ah, c’est vous !” Nadine Tiegel sourit. “Oui, c’est moi. Super que vous soyez là. Comment allez-vous ?” L’homme enfille un tee-shirt et dit qu’il est fatigué. On ne pourrait pas se retrouver en bas dans la cour ? Si, bien sûr.

Coaching. Nadine Tiegel le connaît depuis quelques mois. Il a 28 ans, n’a aucune qualification, mais a travaillé un temps comme magasinier. Il y a trois ans, il est tombé d’une échelle, souffre de deux hernies discales, et depuis, il y a beaucoup d’emplois qu’il ne peut plus exercer.

Nadine Tiegel voulait lui trouver un travail dans le secteur des soins à la personne, mais il n’était pas complètement vacciné. Elle lui a donc proposé un coaching pour se réinsérer dans le monde du travail. “Ça aide beaucoup de chômeurs de longue durée de se préparer lentement à reprendre le travail”, dit-elle. L’homme s’y était inscrit, mais ne s’est pas présenté.

“Pourquoi n’y êtes-vous pas allé ?
— Je voulais venir, je suis même allé là-bas, en ville, avec ma sœur, mais il n’y avait personne. J’ai dû me tromper d’adresse.
— Et si j’appelais directement

mon collègue ? On fixe un nouveau rendez-vous pour la semaine prochaine, je passe vous prendre le matin, et on y va ensemble.

— C’est possible ? Ça serait super, oui, vraiment bien.”

Plus tard, dans sa voiture, Nadine Tiegel rédige un compte rendu de la conversation sur son ordinateur portable en souriant – son sourire de réussite. Peut-être ne peut-on pas comprendre si on ne travaille pas avec ce type de public, mais oui, c’est déjà quelque chose qu’un chômeur de longue durée accepte qu’on vienne le chercher la prochaine fois.

L’Allemagne compte plus de 1 million de chômeurs de longue durée, c’est-à-dire qui n’ont pas d’emploi depuis plus d’un an. Cela représente un peu moins de 40 % des allocataires Hartz IV. Ce chiffre n’a pas vraiment bougé au cours des dernières décennies, qu’on soit en période d’essor ou de crise économique. Environ 200 000 d’entre eux sont même sans emploi depuis plus de quatre ans et considérés comme “difficilement employables”.

Cornelia Hellmer, responsable du Jobcenter de Kassel, veut remettre ces personnes au



Augmenter les allocations

●●● “Les allocations peuvent tomber”. Après des semaines de débats acharnés, le gouvernement allemand et l’opposition conservatrice ont enfin réussi à s’entendre, le 23 novembre, sur un “compromis” pour modifier le système d’allocations chômage dit Hartz IV, annonce la **Tagesschau**. Une fois votée, la réforme – à contre-courant du projet français d’indexer les règles d’indemnisation sur la conjoncture – permettra d’“augmenter sensiblement” le nombre de formations proposées aux demandeurs d’emploi et d’accroître leurs aides dès janvier.

Un adulte seul, sans épargne ou revenu et au chômage depuis plus d’un an, “bénéficiera par exemple d’une revalorisation de 50 euros de son indemnisation, qui sera portée à 502 euros”. Un loyer “raisonnable”, des frais de chauffage et l’assurance-maladie resteront pris en charge. Mais la réforme sera plus limitée que ne le prévoyait la coalition d’Olaf Scholz. Les chômeurs ayant manqué leurs rendez-vous au Jobcenter ne bénéficieront pas d’un délai de grâce de six mois avant de subir des sanctions. Ces dernières seront néanmoins allégées et échelonnées.

✓ *Contrôle surprise des chômeurs à domicile. Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.*

s'étendre à toute l'Allemagne. Le projet de loi indique que les agents des Jobcenter doivent "apporter leurs conseils à domicile", une grande première. Cette approche pourrait changer le métier des conseillers.

Chauffeur. Nadine Tiegel a tout de suite eu envie d'y participer. "Sortir, découvrir quelque chose de nouveau, c'est ce qui m'a attirée", dit-elle. Sa collègue Sabine Ley a, elle aussi, su rapidement qu'elle y prendrait part.

En tant que conseillère, elle travaillait toujours au bureau. Aujourd'hui, elle n'y passe que peu de temps, quelques heures par semaine au maximum. Elle est souvent sur la route, en voiture. Quand elle vient pour la première fois chez quelqu'un qui figure sur la liste des chômeurs "disparus", elle glisse dans sa boîte aux lettres un dépliant avec ses coordonnées qui dit : "Votre situation est très importante pour nous." Une semaine plus tard environ, elle y retourne et sonne, en espérant qu'on lui ouvrira et qu'on lui parlera. Elle a les documents les plus importants dans un dossier avec les pièces, des certificats ou des lettres de l'administration. Sabine Ley sait à qui elle a affaire avant de rencontrer l'intéressé.

Les femmes sont toujours accompagnées d'un chauffeur de sexe masculin. Derrière chaque porte peut se trouver quelqu'un qui réagit avec agressivité. Qui sait si on ne va pas se faire agresser, dit Sabine Ley. Mais cela ne lui est encore jamais arrivé, en général les gens réagissent positivement. "Certains m'invitent dans leur salon, la conversation est souvent chargée d'émotion. Il n'est pas rare qu'ils se mettent à pleurer."

Un appartement au dernier étage d'une tour. Sabine Ley se trouve face à une petite femme, la quarantaine. Derrière elle, des chats arpentent le couloir, des enceintes crachent de la variété. Les deux femmes se connaissent, Sabine Ley est déjà venue deux fois. La bénéficiaire l'invite à entrer, baisse le volume de la musique et veut tout de suite lui dire quelque chose, avant même que Sabine Ley en vienne au motif de sa visite. "Vous voyez les murs?" Tout est jaune. "C'est le tabac", poursuit-elle. Elle ne fume que

rarement, mais son ex a complètement enfumé les trois pièces. Est-ce qu'on pourrait faire quelque chose? Elle n'a pas d'argent et beaucoup de dettes, elle ne peut pas faire les travaux.

Sabine Ley a effectivement une idée : elle n'a qu'à demander à son propriétaire une déclaration selon laquelle les murs doivent être refaits, la remettre au Jobcenter, et les frais de rénovation seront pris en charge. Mais ce n'est pas pour ça qu'elle est là, ajoute-t-elle. Elle a de bonnes nouvelles. "Le Jobcenter vous propose un coaching et met un formateur à votre disposition." La plupart des chômeurs à qui elle rend visite en auraient besoin. C'est, d'après elle, le premier pas pour pouvoir de nouveau venir à bout du quotidien. Au café Cuba, un projet social, elle pourra faire la connaissance de son coach la semaine suivante. Et il y a du café et des gâteaux gratuits.

Un discours qui passe bien. "Ça a l'air super, je veux absolument retravailler", déclare la femme. Ne serait-ce qu'un minijob ou une opportunité de travail, ce système qui a succédé aux jobs à 1 euro [des emplois rémunérés 1 euro l'heure], quelque chose qui lui permette de gagner un peu plus d'argent. Sabine Ley prend congé et promet de passer la prendre pour l'amener au rendez-vous.

"Si je n'avais pas sonné chez elle, je n'aurais jamais pu la joindre", dit-elle. Ça faisait des mois que la bénéficiaire ne réagissait pas, ne répondait pas aux appels téléphoniques, ne venait pas aux rendez-vous. Maintenant elle a un but et est décidée à faire quelque chose.

Ce type de travail social permet-il vraiment d'aider à sortir de Hartz IV? "Le projet n'a pas encore été évalué", dit Cornelia Hellmer, mais elle est persuadée que "cela sera payant à long terme". Sabine Ley pense aussi que son travail s'est amélioré depuis qu'elle ne se contente plus d'être à son bureau. Elle perçoit les chômeurs différemment. "Tout à coup, je vois comment ils vivent et je comprends pourquoi certains ne trouvent pas de travail pendant aussi longtemps. Chaque porte devant laquelle on doit attendre en vaut la peine."

—David Gutensohn
Publié le 17 novembre



REPORTAGE

LA LETTRE
TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Le drame des visas H-1B et la robotisation d'Amazon

On le sait déjà : après deux décennies de croissance sidérante, la Silicon Valley licencie à tour de bras. Si des milliers d'ingénieurs soudainement remerciés peuvent espérer retrouver un job, certains d'entre eux, embauchés à l'étranger et transplantés aux États-Unis, se trouvent dans des situations dramatiques. Ces trois dernières années, raconte **Bloomberg**, les fleurons de la tech comme Twitter, Lyft, Meta, Stripe ou Salesforce ont recruté 45 000 salariés étrangers dotés de visas spéciaux H-1B, qui dépendent totalement de leur emploi dans ces entreprises.

Virés par ces mêmes employeurs, ils ont deux mois pour retrouver un nouveau poste. En cas d'échec, ils n'auront d'autre choix que de retourner dans leur pays d'origine. Or nombre d'entre eux vivent depuis des années aux États-Unis avec leur famille, paient les traites d'une maison et n'ont que peu d'espoir de trouver un emploi hors des États-Unis. Les déçus des visas professionnels découvrent soudainement les rigidités du système d'immigration américain. S'ils sont originaires d'Inde, leurs chances d'obtenir le statut de résident, et donc la carte verte, sont nulles en raison de la répartition des quotas d'immigration. À raison de 10 000 titres de séjour accordés chaque année pour 500 000 postulants indiens présents sur le territoire, leur attente est estimée à... 192 ans. Elle ne dépasse pas un an pour les candidats européens.

Ressources (in)humaines
Amazon, le deuxième employeur américain après la chaîne de supermarchés Walmart, a supprimé 10 000 postes, soit 3 %

seulement de ses effectifs. Mais **Vox**, documents internes à l'appui, révèle que le géant du commerce électronique et du cloud a principalement sabré dans les services de ressources humaines de ses multiples antennes. Bref, Jeff Bezos vire en priorité les recruteurs, qu'il peut remplacer par une intelligence artificielle.

Amazon avait déjà utilisé un système comparable dès 2012, mais il avait dû vite l'abandonner après avoir découvert qu'il désavantageait systématiquement les femmes et les postulants "non blancs", en raison des préjugés véhiculés par les programmeurs ou contenus dans les jeux de données utilisés pour le calibrage du logiciel. Le nouveau programme, nommé Automated Applicant Evaluation (AAE), prétend dépasser ses prédécesseurs par sa sophistication, car il évalue la capacité d'adaptation du candidat au travail chez Amazon. AAE dissèque les CV des recrues potentielles et compare leurs données à celles des employés les plus performants d'Amazon pour s'assurer de leur intégration et de leur future productivité dans l'entreprise. En éliminant l'humain dès le recrutement, la firme accélère son virage vers la robotisation de ses activités, nécessaire à ses yeux pour parer au ralentissement imminent de l'économie. Cette boîte est un bonheur, vraiment...—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.



travail. C'est elle qui a conçu le projet pilote. "Beaucoup d'agences pour l'emploi cherchent un bon moyen de s'adresser aux chômeurs de longue durée", explique-t-elle. Elle pense en avoir trouvé un.

Les lettres, les appels téléphoniques, les sanctions, ça ne marche pas vraiment, dit-elle. Le Jobcenter est dans un bâtiment moderne situé tout à côté du terminus du bus. On peut s'y rendre facilement. Pourtant, depuis quelques années, de plus en plus de chômeurs ne viennent pas aux rendez-vous. "Je me suis dit : mais pourquoi on n'irait pas tout simplement les voir?"

Elle a proposé cette idée en 2019, et il lui a fallu plus de deux ans avant de la concrétiser. La liste des missions du Jobcenter n'inclut pas les visites à domicile. Entre autres parce que cela signifierait que l'administration se rend chez les citoyens, c'est-à-dire que l'État se présente à leur porte, une sphère privée censée être protégée. Cornelia Hellmer insiste cependant : "On ne cherche pas à espionner les gens."

Avec l'introduction de l'allocation citoyenne, qui doit remplacer Hartz IV à partir de l'année prochaine, ce projet pilote pourrait

ENVIRONNEMENT



Le café boit la tasse

Agriculture. Sur le continent africain encore plus qu'ailleurs, le dérèglement climatique menace la production de cette baie.



—African Business
Londres

Sur les flancs du mont Elgon, un volcan éteint à la frontière de l'Ouganda et du Kenya, Kenneth Barigye cultive du café arabica. Il a d'autres plantations dans la chaîne du Rwenzori et dans le district de Kisoro, en Ouganda, un pays qui, en 2021, a exporté du café comme jamais au cours des trente années précédentes. Les affaires se portent bien, mais, comme nombre de caféiculteurs en Afrique, le directeur exécutif de Mountain Harvest est convaincu qu'il doit se préparer à la fin de l'arabica, le grain le plus populaire du monde.

«Nous subissons de fortes fluctuations des rendements en raison du mauvais temps, des nuisibles et des maladies, qui ont d'importantes répercussions sur les revenus des petits agriculteurs, détaille-t-il. Ces difficultés se conjuguent à un accès compliqué au financement de dépenses indispensables (variétés nouvelles qui résistent à la sécheresse, systèmes d'irrigation, engrais

et outils), ce qui aboutit à des sols pauvres, à une faible productivité et à une mauvaise qualité des grains.»

L'arabica est disponible dans la majorité des cafés, notamment de grandes chaînes internationales telles que Starbucks, Costa Coffee et Seattle Coffee Company. L'arbuste pousse en altitude et à des températures fraîches, contrairement à son cousin le robusta, moins prisé, qui est plus résistant et dont la teneur en caféine est plus forte. Le robusta, qui est plus amer que l'arabica, peut pousser à des altitudes plus basses et à des températures plus élevées.

Sensibilité. Ces dernières années, la consommation mondiale de café a flambé, parallèlement à l'augmentation du niveau de vie. Mais les modèles climatiques prévoient une très forte chute des récoltes à mesure que les températures vont augmenter ces prochaines années. L'Afrique, berceau du café, n'y échappera pas, ce qui menace un marché pesant 2,5 milliards de dollars.

Elle compte plus de pays producteurs de café que tout autre continent. L'Éthiopie est le principal exportateur africain, avec environ 1,2 milliard de dollars par an, suivie de l'Ouganda et ses 594,2 millions de dollars, selon [le portail de statistiques] Statista.

D'après une étude parue en janvier, d'ici à 2050, les caféiers ne seront plus adaptés au climat de nombreuses régions du monde. Par comparaison à la noix de cajou et à l'avocat, le café s'est révélé la culture la plus vulnérable au dérèglement climatique. Celui qui pousse en Afrique de l'Ouest risque d'être frappé particulièrement durement. Une autre étude de 2019 concluait que 60 % des espèces de café sauvages étaient menacées de disparition en raison du réchauffement climatique et de la déforestation, ainsi que des maladies et des nuisibles.

«Le café est très sensible aux hausses même modestes de température, et les répercussions varient selon la maturité des plantes», précise Michael Hoffmann, directeur émérite de l'Institut Cornell

pour les solutions intelligentes en matière de climat [aux États-Unis]. «Un petit pic de chaleur au mauvais moment peut avoir une incidence sur le rendement, l'arôme et le goût.»

La température et les précipitations ont des répercussions sur le rendement ainsi que sur l'acidité des sols. Dans certaines régions, les fortes pentes et une texture défavorable du sol jouent contre les agriculteurs. Les nuisibles et les maladies, comme la rouille noire, prolifèrent aussi avec la hausse des températures. Les crues et les sécheresses, qui vont devenir plus fréquentes d'après les modèles climatiques, risquent également de brider la croissance des plantes. Des pluies excessives peuvent provoquer des moisissures et perturber la récolte; des pluies trop rares entraînent des drupes (fruits du caféier) plus petites.

La culture du café a été introduite en Asie et dans les Amériques par les colons européens. «L'écrasante majorité du café vendu aujourd'hui est produite sur ces continents. Toutefois, la richesse de la diversité génétique reste concentrée sur les terres ancestrales du café qui correspondent à l'Éthiopie et au Soudan du Sud

«Les surfaces adaptées à la culture du café pourraient être divisées par deux d'ici à 2050.»

Michael Hoffmann,
DE L'INSTITUT CORNELL

actuels», explique Melissa Wilson Becerril, responsable du développement durable de [la coopérative d'importation de café étasunienne] Cooperative Coffees. Préserver cette diversité génétique sera essentiel au maintien d'un marché dynamique.

Pour Michael Hoffmann, la hausse des températures mondiales causera des problèmes aux caféiculteurs africains. «Les difficultés ne feront que s'aggraver à mesure que s'intensifieront les effets du changement climatique. Certains scientifiques prédisent que les surfaces adaptées à la culture du café en Afrique pourraient être divisées par deux d'ici à 2050.»

En effet, nombre de chercheurs intègrent à leurs modélisations une hausse de 4 °C par

rapport à l'époque préindustrielle, soit 2,5 °C de plus que la cible définie dans l'accord de Paris, en 2015. Dans un tel scénario, le climat sera trop chaud pour l'arabica dans nombre de régions où il pousse de nos jours, affirme Kenneth Barigye.

La définition généralement admise du café dit «de spécialité» [haut de gamme] est une boisson qui obtient au moins 80 points [sur 100] selon le protocole de notation Q [mis au point par la Specialty Coffee Association]. Le café est jugé «très bon» entre 80 et 84,99 points, «excellent» entre 85 et 89,99 points et «exceptionnel» entre 90 et 100 points.

Qualité. «La trajectoire climatique actuelle aura d'autres effets sur notre activité», précise Kenneth Barigye. Moi qui suis exportateur de cafés de spécialité, j'ai besoin de conditions permettant d'obtenir des scores supérieurs à 84 points lors des dégustations. Ces conditions sont notamment une croissance lente de la cerise pour optimiser l'absorption des sucres, puis un séchage lent. Avec l'augmentation des températures, il y aura une accélération de la croissance qui affectera l'absorption des sucres et la taille de la cerise; puis une accélération du séchage qui nuira aussi à la qualité de la boisson.»

Daniel Habamungu Chinyabuguma, directeur de la coopérative agricole Muungano, en République démocratique du Congo, explique que les cultivateurs observent une plus grande instabilité météorologique. «Quand il pleut beaucoup, l'érosion emporte les drupes, et nous perdons la récolte. Quand le soleil brille trop fort, l'évapotranspiration est très importante et les réserves d'éléments nutritifs se vident, ainsi, les caféiers fleurissent, mais ils sont dans l'incapacité d'alimenter les drupes. Les rendements en subissent forcément les conséquences.» Comme l'arabica pousse à flanc de montagne, les pluies torrentielles conjuguées à la déforestation et à l'érosion peuvent provoquer des glissements de terrain dans les exploitations.

La majorité des caféiculteurs seront mis en difficulté par le réchauffement climatique, mais les dérèglements vont créer de nouvelles perspectives dans d'autres pays. L'étude parue → 44

✍ Dessin de Falco,
Cuba.

↳ Dessin de **Martirena,**
Cuba.

42 ← en janvier prévoit que certaines régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe sortiront gagnantes, car les mois les plus froids de l'année le seront un peu moins.

Denis Murphy, professeur émérite de biotechnologie à l'université du sud du pays de Galles, explique qu'une "bande de 500 kilomètres de large du Soudan du Sud à la Côte d'Ivoire" pourrait bénéficier des changements, "mais l'incertitude demeure, et nous devons étudier des données concrètes relatives aux régimes des précipitations afin d'affiner les prévisions. En raison du contexte géopolitique de la région, il est très difficile d'installer des exploitations et des chaînes logistiques fiables vers le littoral. Il est aussi possible que quelques-uns des principaux acteurs, comme l'Éthiopie et l'Ouganda, soient assez résilients et s'en sortent."

Nombre de caféiculteurs perdront au change, à moins d'agir pour atténuer les effets du changement climatique. "Pour moi, la solution consiste à promouvoir l'agroforesterie et à augmenter la densité des caféiers sur les parcelles",

"Il faut diversifier les sources de revenus, avec des espèces qui résistent à la chaleur."

Kenneth Barigye,
CULTIVATEUR

dit Kenneth Barigye. Ce système agricole pourrait restaurer le couvert forestier tout en augmentant la productivité de l'arabica d'au moins 69 % (soit passer d'environ 1 600 à 2 700 arbres par hectare). Un gain de productivité qui augmentera la capacité des agriculteurs à investir dans l'irrigation.

"La seconde solution consiste à se préparer au scénario catastrophe : l'impossibilité de cultiver du café. Le cas échéant, il faut diversifier les sources de revenus, avec des espèces qui résistent à la chaleur et permettent de gagner de l'argent, comme l'avocat, qui, heureusement, peut être intercalé entre les plants de café dans le cadre de l'agroforesterie."

Michael Hoffmann convient lui aussi que les agriculteurs pourraient favoriser les cultures qui fournissent de l'ombre – comme les avocats, les bananes, les goyaves ou les mangues – pour offrir de la fraîcheur aux caféiers

et constituer une autre source de revenus, dont une partie peut financer des mesures d'adaptation climatique. "Dans certaines régions du monde, les arbres d'ombrage augmentent les populations d'oiseaux qui se nourrissent des insectes nuisibles aux plants de café. Une autre option consiste à déplacer les plantations à plus haute altitude, en supposant que ce soit possible et que ça ne desserve pas la protection des forêts à ces endroits. Pour s'adapter, les agriculteurs doivent savoir quoi faire, et les coopératives de café peuvent organiser davantage de formations. Grâce aux services qu'elles proposent, ils peuvent gagner plus d'argent, ce qui leur permettra d'investir davantage dans les pratiques compatibles avec le climat."

De son côté, Melissa Wilson Becerril estime que "les meilleures mesures d'atténuation sont préventives. Les plantes saines résistent mieux aux nuisibles et à la sécheresse et sont plus productives. Les sols riches donnent des plantes saines. Une taille régulière après la récolte et la gestion de l'ombrage régulent la température ambiante dans les exploitations. Cela ralentit l'érosion et permet aux plantes de diriger les éléments nutritifs vers les nouvelles pousses, ce qui dope la productivité."

Plus que tout, les agriculteurs ont besoin d'argent pour s'adapter. Les institutions privées et les banques pourraient accorder des microcrédits aux petits caféiculteurs. Les négociants pourraient les aider à optimiser les rendements en leur fournissant des graines plus résistantes et en surveillant la production.

L'Afrique produit certains des meilleurs cafés du monde, mais elle n'a pas la productivité d'autres continents producteurs de café. Les interventions de l'État, comme des initiatives pour soutenir et former les caféiculteurs, pourraient jouer un rôle clé. Les gouvernements devraient investir dans la recherche pour concevoir des cultures plus résistantes et des politiques plus durables.

Le changement climatique pourrait entraîner une hausse du prix du café, une baisse de la qualité et une raréfaction des grains les meilleurs. Le secteur et les décideurs doivent agir sans délai s'ils veulent éviter que ces problèmes ne se répercutent sur le consommateur.

— **Jack Dutton**

Publié le 21 septembre

Du bidon à la brique



Recyclage. Au Mali et au Burkina Faso, des initiatives émergent pour récolter, trier et transformer les déchets plastiques.

— **Sahélien.com** (extraits)
Bamako

Il est 9 h 43 dans le quartier Nagrin de Ouagadougou [au Burkina Faso]. Comme chaque matin, Fatimata Ouédraogo vaque à ses occupations. Et c'est dans la bonne humeur qu'elle esquisse quelques pas de danse avant d'aller ramasser les déchets plastiques.

Dans la bande verte traversant le quartier, la sexagénaire se dirige vers une poubelle improvisée. "Généralement, après les baptêmes, les gens viennent déverser les sachets d'eau et autres ici. Les ordures ménagères sont également déversées ici. C'est dans ça que je ramasse, et je revends."

Ici, le kilogramme de sachets est vendu 100 francs [0,15 euro]. Pour ce qui est des bidons, Fatimata vend les trois 100 francs. Selon elle, c'est un marché qui n'est pas mal du tout : "Souvent, je peux ramasser et vendre pour 750 F ou 1 000 F CFA [de 1,15 euro à 1,52 euro]. Pour les bidons, il y a en a qui viennent payer aussi. Il m'arrive de vendre pour 1 000 ou 1 500 F [de 1,52 euro à 2,29 euros]. Quand je les additionne, ça fait l'affaire et tout le monde est content."

Après la vente, la marchandise est généralement acheminée chez Mohamed Zongo et ses frères, qui font le tri, pour ensuite revendre à des entreprises de transformation. "Nous recevons beaucoup de choses. Souvent, le fer est mélangé avec du plastique, de l'aluminium et des chaussures. Nous étudions tout cela pour mettre le fer d'un côté et les plastiques aussi à part. Après ce tri,

on fait venir un camion qui transporte la marchandise chez l'entreprise qui fait la transformation. Il y a certaines personnes qui viennent directement nous acheter du plastique", explique le ferrailleur.

À Ouagadougou, il y a plusieurs sites de transformation des déchets plastiques. Nous nous sommes rendus chez les leaders de la collecte des déchets, une association de jeunes qui compte plus d'une cinquantaine de personnes.

Elle transforme les déchets plastiques en pavés et en briquettes. "Suite à la collecte, nous essayons de faire un tri. Nous trions par couleur et par qualité. Même si ce sont des déchets, il y a différentes qualités. Arrivés à notre local, nous essayons de faire la mise en place de notre matériel. Nous mettons dans un premier temps de l'huile de vidange dans nos différents moules et nous essayons de faire la fonte des déchets...", souligne Issouf Ouédraogo, président de ladite association. Quand la demande est forte, ils peuvent produire une centaine de pavés par jour.

Métamorphose. Comme à Ouagadougou, la gestion des déchets reste un défi à relever à Bamako [au Mali]. Avec une équipe composée d'une quarantaine de jeunes, l'entrepreneur Moussa Seydou Konaté tente de jouer sa partition en concevant des poubelles faites à base de matières recyclées.

Ces poubelles sont fabriquées pour contenir des ordures afin de mieux les gérer, mais elles réduisent également les déchets à travers la quantité de matière

utilisée pour leur fabrication. "Aujourd'hui, en termes de bouteilles, nous recyclons énormément, ce n'est pas que la poubelle que nous produisons. Nous avons commencé à produire des pavés, qui sont aussi faits à base de plastiques broyés. Nous avons commencé à produire d'autres objets comme les potagers mobiles, qui se vendent aussi bien", [explique] Moussa Seydou Konaté.

De par la place qu'ils occupent dans le quotidien des populations et leur capacité à durer dans la nature, les sachets plastiques constituent un véritable danger, comme l'explique Moussa Thiam, enseignant-chercheur. "Les plastiques peuvent rester dans la nature plus de cent ans sans dégradation. Ils ont un impact sur la végétation, ça joue sur l'aménagement, l'esthétique générale de la ville, ça joue sur l'homme et l'environnement en termes de santé."

Après avoir mené plusieurs études, Moussa Thiam et ses collègues proposent des solutions : "pour ce qui concerne la réduction à la source, cela va venir avec l'éducation, la sensibilisation, le changement de comportement et de mentalité." Au Burkina Faso et au Mali, les lois interdisant la production, l'importation, la commercialisation et la distribution des sachets non biodégradables peinent à être appliquées et les déchets, surtout plastiques, ne cessent de s'accumuler.

— **Mohamed Nakanabo,**
Agaiçha Kanouté
et Mody Kamissoko
Publié le 11 octobre

Contexte

●●● Du 28 novembre au 2 décembre se tiendra à Punta del Este, en Uruguay, la première session du Comité de négociation intergouvernemental visant à élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin. Cet événement, organisé par les Nations unies, fait suite au tout premier accord mondial contre ce type de pollution, signé en mars à Nairobi, et qualifié par António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, de traité "le plus important depuis l'accord de Paris sur le climat".

Le rendez-vous des Echos dédié à l'économie des start-up.

Chaque jour sur lesechos.fr, suivez l'actualité :

Innovations • Levées de fonds • Portraits exclusifs

• Tendances et évolution du monde des start-up



Pour ne rien manquer de cette actualité,
inscrivez-vous aussi à la newsletter quotidienne Start-up.

newsletters.lesechos.fr



Les Echos
Prenez un temps d'avance

360

MAGAZINE

La folle destinée de "Troupeau bleu" • Musique	50
"Pentiment" enlumine la Bavière • Jeu vidéo	52
Ce que pense Xi Jinping • Portrait	54
Charles XII de Suède, roi boulet • Histoire.....	58

Rione Sanità, corpos et âmes

Le photographe italien **Ciro Battiloro** a côtoyé durant cinq ans les habitants de ce quartier populaire de Naples. Dans ses portraits, forts et émouvants, le décor s'éclipse pour laisser toute leur place aux histoires d'amour et de solitude qui l'animent.





Le photographe

Ciro Battiloro est né en 1984 dans une famille ouvrière de Torre del Greco, une ville au pied du Vésuve, près de Naples, où il vit encore aujourd'hui.

Il appréhende la photographie comme la combinaison d'une "compréhension" de l'autre et de l'"expression" de soi. Bien qu'inachevées,

ses études de philosophie guident son travail, qui se veut documentaire, non pas journalistique. Il a été publié dans *Internazionale* ou *Der Spiegel*.

✓ Dans leur piscine, Matilde, Annarita et Marika.

↓ Père de trois filles, Marco vit dans le quartier depuis des années.





← Gennaro, collectionneur d'objets anciens, avait la lubie et le don de les réinventer.

↓ Alfonso, un travesti, et son poulet.

↓↓ Stefania dans son *vascio*, une très petite maison en rez-de-chaussée, avec une seule chambre, typique des quartiers populaires napolitains.



Ciro Battiloro raconte un quartier napolitain, mais aucune de ses photographies ne comporte de bâtiment ou de ruelles aux pavés déchaussés. Il révèle plutôt l'intime, seuls lui importent les expressions et le langage corporel des habitants de Rione Sanità, un quartier pauvre situé au nord-est du cœur de Naples. Avec des images en noir et blanc qui guident le regard vers ses sujets, l'Italien de 38 ans veut "mettre les gens au centre".

Les résidents de Sanità subissent les stigmates de la marginalisation, explique Giro Battiloro. Densément peuplé, le quartier est une "ville dans la ville", victime de plusieurs maux : le chômage, le décrochage scolaire, la présence d'organisations criminelles. Le photographe a côtoyé ses habitants pendant cinq ans pour son projet, jusqu'en 2019.

Rione Sanità abritait autrefois l'aristocratie et la noblesse napolitaines. Il s'est trouvé isolé du reste de la ville au début du XIX^e siècle, sous l'occupation française, quand a été construit un pont qui l'enjambait. Le temps a passé et des populations elles aussi marginalisées s'y sont installées, affirmant l'identité multiculturelle de ce lieu.

Au-delà de sa mauvaise réputation, le quartier est aujourd'hui connu pour avoir vu grandir l'acteur comique Totò (1898-1967), icône de Naples. Les vestiges de l'époque paléochrétienne attirent les touristes désireux de visiter églises et catacombes. Il est aussi le décor de tournages, comme celui de certaines scènes de la série *Gomorra*.

Mais Giro Battiloro revendique une approche personnelle, qui se concentre sur l'humain. Il capture ses sujets de près, contraint à cette proximité par l'étroitesse des logis. Le photographe travaille à l'argentique pour prendre le temps de la rencontre et savourer les imperfections du résultat final, dont se dégage, selon lui, "plus de chaleur" que dans la photo numérique. Pour Sanità, il a utilisé plus de 300 films.

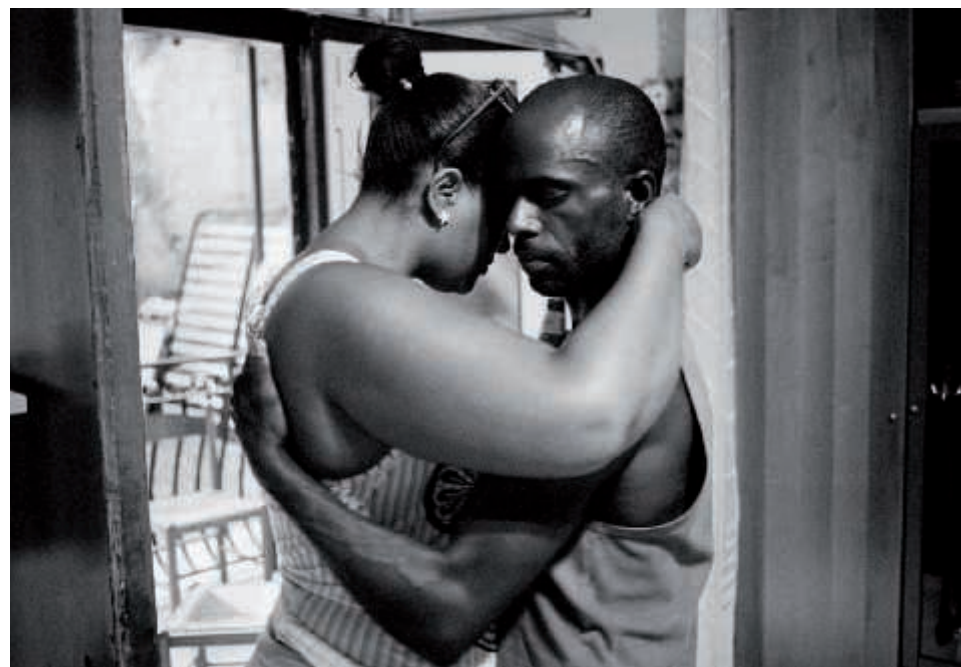


L'Italien rend encore régulièrement visite aux personnes qu'il a photographiées. Il leur offre toujours un tirage, dit-il, pour laisser un souvenir et créer du lien. "Je suis beaucoup plus heureux quand je vois les photos chez eux, dans leur maison, que dans une expo", avoue-t-il. Et les gens sont heureux d'être mis en lumière, affirme le Napolitain.

Par ces histoires singulières, Giro Battiloro espère "montrer l'humanité et la richesse de cet endroit", loin d'une société "superficielle et consumériste". Sa série est un travail sur l'amour et la solitude, "des états d'esprit universels, qui sont aussi des métaphores de la réalité de ce quartier", explique Giro Battiloro. Elle s'inscrit dans un projet au long cours en trois volets, pas encore terminé, qui raconte d'autres histoires de personnes tout aussi délaissées que les lieux où elles habitent.

"À Rione Sanità, il y a quelque chose qui résiste au système. Quelque chose d'authentique."—





↖ Des *fujenti*, adoreurs de la Madonna dell'Arco, vêtus de blanc, préparent des drapeaux pour la procession.

← Rione Sanità est un quartier pluriethnique. La communauté rom est l'une des plus nombreuses.

↑↑ Un jeune couple cap-verdien, autre communauté présente dans le quartier, danse un dimanche après-midi.

↑ Rita, mère de trois filles, dont Elena, aspirait à être coiffeuse, mais elle n'a jamais eu les moyens de concrétiser son rêve.

↳ Alain Mion sur scène avec Cortex, lors de la récente tournée américaine du groupe.

Photo © Jazz is Dead/YouTube



—Rolling Stone New York

Lorsque les portes du Music Hall de Williamsburg, dans le quartier de Brooklyn, à New York, se sont ouvertes le 28 septembre, des spectateurs de tous les âges ont envahi la salle et se sont empressés de troquer leurs accessoires estampillés MF Doom [un rappeur britannique, mort en 2020] pour d'autres au nom d'un disque de jazz français des années 1970. En dix minutes, les tee-shirts souvenirs de *Troupeau bleu*, l'album du groupe Cortex, étaient épuisés.

“R.I.P. MF Doom!” a crié un fan pendant que le groupe montait sur scène pour son tout premier concert aux États-Unis. “Ah, oui”, a répondu Alain Mion, leader et pianiste de Cortex, avant d'ajouter avec humour : “Mais pas moi, pas encore.” La ruée sur tout ce qui a trait à *Troupeau bleu* n'a rien de surprenant lorsqu'on sait qu'un pressage original de ce disque publié en 1975 s'est vendu près de 1000 dollars sur Discogs [un site Internet prisé des collectionneurs de vinyles]. Vous connaissez ce nom si vous avez cherché à savoir d'où viennent les samples de vos morceaux de rap préférés : *Troupeau bleu* a été samplé au moins 142 fois à ce jour. Le cocktail de jazz psychédélique, soul et funk servi dans cet album a inspiré des légendes de la scène underground, comme Doom et J Dilla [un rappeur et producteur de Detroit], et imprègne plusieurs titres de la royauté du rap, dont *Mural* de Lupe Fiasco [un rappeur de Chicago], *Amsterdam*, *Oyster Perpetual* et *Everything a Dope Boy Ever Wanted* de Rick Ross [un rappeur du Mississippi] ou encore *Beautiful* de Jeezy [un autre grand nom du hip-hop américain, né en Caroline du Sud].

Les samples les plus reconnaissables ont été puisés dans la chanson *Huit octobre 1971*, intitulée ainsi en l'honneur du jour où Alain Mion a épousé Mireille Dalbray, aujourd'hui

La folle destinée de “Troupeau bleu”

Cet album du groupe de jazz français Cortex a été samplé par les plus grands noms du hip-hop américain. Cet automne, pour la première fois, la formation était en tournée aux États-Unis.

décédée. Le scat haut perché et angélique de la chanteuse, qui n'est autre que Mireille Dalbray, et les breaks de batterie endiablés d'Alain Gandolfi ont également été utilisés dans des dizaines de chansons.

Vu l'utilisation tous azimuts de *Troupeau bleu* dans le hip-hop depuis plus de deux décennies, ne serait-il pas juste de consacrer ce disque “album de jazz préféré du hip-hop” ? “Ce ne serait pas exagéré, affirme Cash Cobain, enfant prodige de la drill new-yorkaise. *C'est un fait.*” Cobain a découvert Cortex en écoutant *Odd Toddlers* de Tyler The Creator [un rappeur et producteur californien], en 2009. Devenu fan de ce groupe de jazz, il a produit le *Cortex* de Lil Yachty [un rappeur d'Atlanta] douze ans plus tard.

Des génies. Certains géants du rap, dont Madlib [un rappeur californien biberonné au jazz] et Rick Ross, ont à leur actif une longue liste de morceaux infusés de Cortex, mais le plus grand fan du groupe aujourd'hui est assurément Tyler. Il n'a pas souhaité répondre à nos demandes de commentaires,

mais il était bien présent au Music Hall de Williamsburg, et il a dansé toute la soirée dans le carré VIP. Il a même clamé son amour pour *Troupeau bleu* pendant le concert dans une story Instagram qui a disparu depuis.

Nous avons parlé à Mion dans sa loge avant le spectacle donnant le coup d'envoi d'une tournée qui est passée par Los Angeles et le festival [californien] Desert Daze. Il a quelques idées sur les raisons pour lesquelles sa musique rencontre un tel écho auprès des jeunes générations du rap. “*La musique soul est très utilisée dans le rap*, explique-t-il. *Et dans Troupeau bleu il y a de la soul, c'est un son différent, c'est original, et c'est français.*” “*Ou alors c'est parce que nous sommes des génies*”, plaisante-t-il.

Pour Gino Sorcinelli, créateur de Micro-Chop (un compte Twitter très populaire) et d'une lettre d'information qui décorne tout ce qui est sampling et production musicale, la clé réside dans le son distinctif de *Troupeau bleu*. “*Chaque coup de batterie est d'une netteté et d'une précision démentes, les séquences de piano et d'orgue sont toutes*

impeccables, les lignes de basse sont parfaitement calées et la voix de Mireille Dalbray est incroyable, dit-il. *On dirait qu'elle voltige au-dessus de chaque morceau.*”

Le jazz et le rap sont étroitement liés. Tous deux sont nés aux États-Unis et trouvent leurs racines dans l'histoire africaine-américaine. Leur relation est symbiotique. Elle remonte à la Renaissance de Harlem, un mouvement [de renouveau de la culture africaine-américaine] qui a marqué les années 1920, lorsque Langston Hughes a innové en plaquant la récitation de ses poèmes sur des rythmes de jazz, créant ainsi, sans y penser, un nouveau genre artistique et littéraire : la poésie jazz.

Le lien entre le jazz et le rap, tous deux fondés sur l'improvisation, s'est renforcé lorsque les producteurs de rap et de hip-hop ont adopté les breakbeats, les effets de syncope et le sampling. Dans les années 1990, des groupes comme A Tribe Called Quest, Gang Starr et Digable Planets ont bâti une part importante de leur identité musicale autour de leur intérêt pour le jazz.

La relation de Cortex avec le sampling est un peu compliquée, ce qui est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le groupe est longtemps resté peu connu du grand public, malgré la quantité de samples qu'il a fournis à d'autres musiciens. Le premier extrait de *Troupeau bleu* utilisé par un rappeur se trouve dans *Bronx Theme*, une création instrumentale et expérimentale de DJ Cam sortie en 1997, où il sample le morceau-titre de l'album de jazz. Madlib a ensuite samplé *Huit octobre 1971* dans *No Games*, publié en 2003 et fruit de sa collaboration avec J Dilla dans un duo baptisé Jaylib, avant de puiser de nouveau dans la même chanson pour *One Beer* de

“Il y a de la soul, c'est un son différent, c'est original et c'est français.”

Alain Mion,
LEADER ET PIANISTE DE CORTEX

Doom et son propre *Mind Fusions (Intro)*.

Dans les années 1990 et au début des années 2000, le *sample snitching* [pratique consistant à remonter aux origines des samples utilisés par les artistes et à en débattre sur des plateformes publiques] était contraire aux règles du hip-hop. “*Cette règle nous a beaucoup nui au début*, déclare Mion. *Ce n'est plus le cas aujourd'hui, parce qu'aucun label ne veut se retrouver au tribunal. Maintenant on me dit : 'Si'il vous plaît, Monsieur Mion, acceptez ce contrat avec nous.' Et à chaque fois, j'accepte.*”

Mion reconnaît que l'attrait des rappeurs pour *Troupeau bleu* a empêché l'album de tomber dans l'oubli, et que tous ces samples ont finalement été une bonne chose. Le rap n'est toujours pas vraiment

RÉSEAUX SOCIAUX

sa tasse de thé, mais il y a un rappeur qu'il aime beaucoup : Lupe Fiasco. "J'adore son énergie, dit-il. Si c'était un homme d'affaires, il pourrait me vendre n'importe quoi!"

Mion est actuellement le seul membre d'origine de Cortex. Dans la formation actuelle, il est accompagné par Maeva Borzakian au chant, Cédric Affre à la batterie, Mohamed Ouraz à la basse et Loïc Soulat au saxophone. Tous s'entendent très bien avec le fondateur du groupe. Borzakian a appelé Mion en espérant qu'il n'était pas trop tard pour passer une audition. Les deux ont alors parlé musique pendant deux heures au téléphone, et découvert que leurs goûts s'accordaient. Ouraz avait acheté une maison juste en face de celle de Mion à Bourg-la-Reine, en banlieue parisienne, et leur amour du jazz les a liés. Soulat connaissait Mion depuis l'âge de 9 ans : le leader de Cortex lui avait donné des leçons de piano lorsqu'il était enfant. "Mais il n'était pas aussi bon que moi, plaisante Mion. C'est pour ça qu'il joue du saxophone."

Émotion. Le groupe original s'était formé de façon tout aussi fortuite. "Deux jeunes musiciens américains avaient affiché une annonce au Centre américain de Paris disant qu'ils voulaient jouer avec des Français, se souvient le jazzman avec émotion. Je les ai appelés, et ça a été le début d'une belle histoire."

L'un de ces musiciens était Jeff Huttner (aujourd'hui décédé), reconnu comme l'un des trois fondateurs de Cortex. Bien que Huttner ait été remplacé par Jean Grevet lors de l'enregistrement de *Troupeau bleu* en raison d'obligations aux États-Unis, il est resté ancré dans l'histoire de Cortex à travers *Mary et Jeff*, véritable perle romantique dans l'album. Les autres membres du groupe figurant dans *Troupeau bleu* sont également morts ou ne font plus de musique. Le saxophoniste, Alain Labib, est devenu oncologue, et le batteur, Alain Gandolfi, un talentueux ingénieur du son spécialiste de la musique classique.

Aujourd'hui, Cortex peut prendre la place qui lui revient en tant qu'influence majeure de plusieurs générations de groupes de rap. "Grâce au rap, le monde a vu que notre came, le jazz, ça déchire", a lancé Adrian Young en présentant le groupe à Williamsburg. Young est l'organisateur de la série de concerts Jazz Is Dead et le fondateur du label du même nom, qui visent à mettre le jazz moderne sur le devant de la scène. "Les gens n'ont pas idée du nombre de légendes et de musiciens de malades qui sont toujours vivants et mettent toujours le feu. Ces artistes peuvent compter sur nous, les jeunes, pour venir en masse les applaudir. Ce que nous allons faire ce soir, c'est leur montrer aujourd'hui, pendant qu'ils sont là, que nous les aimons. Parce que nous, nous envoyons des fleurs mais pas quand c'est trop tard."

— **Arielle Lana LeJarde**
Publié le 11 octobre

Le confesseur des supérettes de Tokyo

Le rappeur Miyachi propose sur YouTube des interviews déjantées, recueillies au creux de la nuit, avec les clients des konbini.



En japonais, le mot *konbini* désigne ces commerces de proximité dont le rideau, en général, ne tombe jamais. Tout ce que Tokyo compte de fêtards en goguette y fait escale, à une heure plus ou moins avancée de leur soirée, pour acheter une canette ou un casse-dalle. Un de ces phares dans la nuit nippone sert d'ailleurs de décor au roman best-seller de Sayaka Murata, *La Fille de la supérette* (Denoël & d'ailleurs, 2021).

Grand amateur de *konbini*, le rappeur Miyachi (ci-dessus) a décidé de tendre son micro devant leurs portes. Quelle est votre odeur préférée? Quel animal pourriez-vous vaincre en combat singulier? Quel est le sens de votre vie? En 2021, ses interviews improvisées, sous-titrées en anglais, ont commencé à être diffusées sur la chaîne YouTube "Konbini Confessions". "Les situations peuvent assez vite devenir absurdes, et une deuxième saison a commencé fin août", relate **The Japan Times**.

Le rappeur, Leon Miyachi Pearl de son vrai nom, est né à New York de parents immigrés japonais, et partage son temps entre les États-Unis et l'archipel nippon. Pendant le confinement, le jeune homme s'est retrouvé bloqué à Brooklyn. Sur son ordinateur, il a découvert la chaîne YouTube "Sidetalk", qui regorge d'interviews déjantées avec les habitants de différents quartiers de New York. C'est là qu'il a imaginé le concept de "Konbini Confessions".

"Les vidéos – qui montrent souvent Miyachi sirotant une *Strong Zero* ou une autre canette de chuhai (des boissons alcoolisées) en pleine conversation avec des interviewés – sont foudroyantes et marrantes, applaudit le *Japan Times*. Et elles lèvent le voile sur une facette du Japon qui n'est pas souvent montrée par les vidéos YouTube parlant du pays." Avec sa comparse portant la caméra, la photographe et grande connaissance de la vie tokyoïte Yuri Horie, le duo tient à placer la bienveillance au centre de leur projet. Et s'assure de recueillir le consentement

des personnes filmées, à qui ils offrent une libre antenne.

Ces confessions aux abords des supérettes de Tokyo sont regardées par plusieurs dizaines de milliers de personnes sur YouTube, rapporte le quotidien anglophone nippon. Un extrait partagé sur TikTok, où Miyachi demande à un cafard quel est le sens de sa vie, est devenu viral. Mais on entend aussi les Japonais donner leur opinion sur les vertus ou les blocages de leur société, quand ils ne devisent pas directement de politique.

Pour Miyachi, les supérettes nippones s'apparentent à de petits refuges océaniques. "Vous y trouvez tous ces gens qui ne seraient jamais reconnus ou entendus normalement, car les médias s'adressent toujours au grand public", explique-t-il. Véritables odes aux marginaux, aux oubliés et aux excentriques, les "Konbini Confessions" lui ont permis de "comprendre combien nous nous ressemblons en tant qu'être humains".

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La personne à suivre

Chaque lundi, sur son site Internet et dans le Réveil, *Courrier international* vous invite à découvrir une influenceuse ou un influenceur. Le 5 décembre, découvrez le portrait de l'Indonésien Kurniawan Santoso, qui a créé de toutes pièces un nouveau réseau social professionnel. Il espère faciliter les échanges entre employeurs et demandeurs d'emploi, dans un pays où n'existe aucun équivalent à Pôle emploi.

© KONBINI/YOUTUBE

FAIRE (RE)VIVRE LE DÉBAT : L'AFFAIRE DE TOUS ET DE CHACUN



GUILLAUME PRIGENT



BERTRAND PÉRIER

Découvrez une interview vidéo des auteurs





Photo Pascal Ito © Flammarion

Flammarion

plein écran.



Contexte

LA PÉPITE DE L'ANNÉE

“Un jeu vidéo aussi riche, bigarré et peu tapageur venant d'un grand studio : on pensait cela impossible. Pourtant il est bien réel et il est magnifique”, s'enthousiasme **Wired**. Beaucoup de critiques partagent l'avis du magazine américain technophile. Le site spécialisé **Kotaku** se demande si *Pentiment* n'est pas son “jeu préféré de l'année, voire plus !” Tous louent l'histoire ouverte (c'est le joueur qui, par des choix dont il ne maîtrise pas toujours les ramifications, fait avancer l'enquête), l'animation qui donne vie aux enluminures, et des personnages ayant de la personnalité, loin des clichés hollywoodiens sur le Moyen Âge.

—**Süddeutsche Zeitung** Munich

Tout va très bien pour Andreas Maler, en ce mois d'avril 1518. Son chef-d'œuvre, l'illustration d'un manuscrit pour un monastère, prend forme. En parallèle, Maler, qui est venu dans la petite ville de Tassing [une localité fictive de Haute-Bavière] pour son travail, fait des plans très concrets pour l'avenir : retourner dans sa ville natale de Nuremberg, se marier, ouvrir un atelier, ce genre de choses. Mais voilà qu'il y a un meurtre. Et Maler doit se transformer en enquêteur pour sauver du bourreau un ami qui en est soupçonné.

Apparemment rien que de très normal pour un jeu vidéo qui se déroule à la fin du Moyen Âge, et pourtant non. Cette époque considérée comme obscure est, dans la culture populaire, d'ordinaire plutôt abonnée aux combats à l'épée, à la construction de châteaux forts, à la peste, aux attaques de Vikings et aux armées de chevaliers, et moins aux enquêtes comme on en trouve dans *Le Nom de la rose* [un roman d'Umberto Eco, paru en 1980, qui raconte une enquête policière dans une abbaye du XIV^e siècle, sous l'Inquisition].

Ce qui est encore plus inhabituel, c'est qu'un studio de jeux vidéo américain installe l'action en Bavière pour la dérouler dans le contexte historique local, avec un univers visuel qui rappelle les tapisseries. Voilà pourquoi la presse spécialisée allemande considère *Pentiment*, sorti [le 15 novembre], comme la pépite de l'année. Si le jeu n'est pas *made** en Bavière, il est au moins *settled** [“situé”].

La Bavière prend complètement forme dans la ville fictive de Tassing. C'est un petit monde à une période de grands bouleversements. Si on imprime déjà des livres ailleurs [Gutenberg a mis au point le

“Pentiment”, le jeu qui enlumine la Bavière

Approuvé par la critique, ce jeu vidéo propose de résoudre une enquête criminelle dans la Haute-Bavière de 1518. Un choix de décor rare qui a suscité la curiosité de ce quotidien bavarois.

procédé vers 1454, dans la ville allemande de Mayence], on les copie encore à la main dans le scriptorium du monastère. Les paysans sont mécontents de leur statut, la situation générale est tendue. Dans le village, quelqu'un peste contre un noble à cheval pendant que, quelques mètres plus loin, une bergère s'échauffe contre ses collègues qui restent plantées là sans rien faire. Et un imprimeur se vexe d'une plaisanterie de Maler : tout le monde n'a pas le luxe de “travailler sur une seule page toute la journée”.

Venons-en à Maler. Comme dans les autres aventures, les joueuses et joueurs le déplacent d'un côté de l'écran à l'autre, parcourent la ville et le monastère, cherchent des indices, parlent avec des gens, étudient les options – et décident comment est perçu le personnage et comment l'action continue. On peut même le construire : est-ce qu'il a passé ses années de compagnonnage à traîner et à se bagarrer en Flandres ? S'efforce-t-il de faire son autopromotion en bon homme d'affaires ?

Le graphisme ressemble à un vieux manuscrit qui s'anime. Les personnes s'expriment dans des phylactères, dont

les caractères sont tantôt élégants, tantôt maladroits comme des pattes de mouche, parfois il y a même des fautes d'orthographe qui sont barrées et corrigées par une main invisible [la graphie varie entre autres en fonction de la classe sociale des personnages qui s'expriment]. Un glossaire explique les personnages et les termes de l'époque. Le jeu comporte beaucoup, beaucoup de texte. Sans lire, aucune chance de résoudre le meurtre, et encore.

La Bavière a assez peu servi de décor à des jeux vidéo, que ce soit au Moyen Âge ou non. Il y a eu *Oktoberfest Manager*, en 2012, un jeu dont le but est de commencer comme tenancier d'un stand de casse-croûte pour finir par diriger un restaurant lors de la Fête de la bière [organisée tous les ans à Munich], avec bières peu raffinées et clients qui vomissent. Dans *Bavarian Odyssey*, paru en 2021, il fallait protéger des indigènes un extraterrestre qui s'était écrasé sur Terre.

Pentiment est nettement plus sérieux. Derrière ce titre se cache le studio Obsidian Entertainment, qui était plutôt connu pour des titres comme le jeu de rôle d'action postapocalyptique *Fallout*. New

Vegas. Josh Sawyer, le développeur en chef de *Pentiment*, a des racines allemandes et a fait des études d'histoire.

Le fait de situer l'action à proximité du col du Brenner [entre les actuelles Autriche et Italie] présente l'avantage narratif de faire se rencontrer des cultures différentes, a-t-il confié au site de la Bayerischer Rundfunk [la radiotélévision publique bavaroise]. Sawyer a même établi une bibliographie pour l'éditeur Xbox Studios : on y trouve une biographie de Franz Schmidt, le bourreau de Nuremberg [de 1578 à 1617], et un volume en anglais sur les voyages d'Albrecht Dürer. Vu comme ça, les aventures de Maler sont certes du divertissement, mais aussi la poursuite des cours d'histoire par d'autres moyens.

Si vous attendez du Moyen Âge des décharges d'adrénaline et non des phylactères, vous serez peut-être surpris ou déçu, au choix. Et vite : dès le début, le jeu se retire provisoirement dans la tête de Maler pour un dialogue avec Socrate, saint Grobianus en habit de fou [ce personnage du folklore allemand est parfois présenté comme le saint patron de la grossièreté] et le roi-prêtre Jean [un souverain légendaire] – dans un palais de l'esprit, un monde dans le monde.

—**Maximilian Gerl**
Publié le 20 novembre

* En anglais dans le texte.

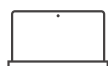
✎ Une scène de *Pentiment*. Frère Piero, ami d'Andreas Maler, déclare : “Tout art est illusion, narration, mais sous leur forme la plus sublime, ces images illuminent un chemin de vérité.” Photo © Obsidian Entertainment



**CHAQUE JOUR,
RETROUVEZ *L'HISTOIRE*
AVEC UN GRAND F.**

9h et 14h

FRANCK FERRAND RACONTE...



Écoutez Radio Classique en direct ou replay sur radioclassique.fr,
l'application mobile Radio Classique et en DAB+



le portrait.



Ce que pense Xi Jinping, et pourquoi cela compte

Xi Jinping a entamé en octobre son troisième mandat à la tête du Parti communiste chinois. C'est guidé par l'idéologie qu'il mène son pays d'une main de fer, explique l'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, président de l'Asia Society, à New York. Une grille de lecture que les Occidentaux feraient bien d'utiliser pour mieux comprendre les ressorts des décisions prises à la tête de l'État chinois. Et s'en prémunir.

— **Foreign Affairs** (extraits) *New York*

La question géopolitique qui domine le débat dans le monde occidental aujourd'hui est, sans surprise, l'ascension de la Chine de Xi Jinping et le défi qu'elle représente pour la puissance américaine. À l'approche du 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) [tenu du 16 au 22 octobre], alors que le président chinois manœuvrait pour consolider son pouvoir et s'assurer un troisième mandat, les spécialistes occidentaux ont cherché à décoder la vision du monde qui l'anime et ses ambitions pour la Chine.

Cependant, un important courant de pensée est resté absent de cette tentative : le marxisme-léninisme. C'est étrange, car c'est l'idéologie officielle de la Chine depuis 1949. Mais l'omission est compréhensible, puisque voilà longtemps que la plupart des penseurs occidentaux ont fini par considérer l'idéologie communiste comme éteinte de facto. Et ce même en Chine, où, à la tête du PCC à la fin des années 1970, Deng Xiaoping a écarté l'orthodoxie marxiste-léniniste de son prédécesseur, Mao Zedong, au profit d'une sorte de capitalisme d'État. Ses successeurs Jiang Zemin et Hu Jintao lui ont emboîté le pas en développant le rôle du marché dans l'économie domestique et en adoptant une politique étrangère destinée à accroître la participation de la Chine à un ordre économique mondial dirigé par les États-Unis.

Mais Xi a brutalement mis fin à cette gouvernance pragmatique et non idéologique. En lieu et place, il a défini une nouvelle forme de nationalisme marxiste qui façonne désormais la politique, l'économie et les affaires étrangères de la Chine. Avec lui, c'est l'idéologie qui guide la politique, et non l'inverse. Il a renvoyé la politique à la gauche léniniste, l'économie à la gauche marxiste, et la politique étrangère à la droite nationaliste. Il a réaffirmé l'influence et le contrôle du PCC sur tous les domaines de la politique publique et de la vie privée, a redynamisé les entreprises d'État, tout en imposant de nouvelles restrictions au secteur privé. Parallèlement, il

“Une nation sans mémoire historique n’a pas d’avenir.”

Xi Jinping,
PRÉSIDENT DE LA CHINE

a attisé le nationalisme en menant une politique étrangère de plus en plus impériale, armé de la conviction d’inspiration marxiste selon laquelle l’histoire donne toujours raison à la Chine, et qu’un monde ancré dans la puissance chinoise aboutirait à un ordre international plus juste. En somme, l’ascension de Xi Jinping traduit le grand retour de l’idéologie faite homme.

En dépit de leur caractère abstrait et méconnu [en Occident], ses idées ont de profondes répercussions sur la politique intérieure et extérieure de la Chine, et par conséquent sur le reste du monde.

Dans ses écrits, Xi Jinping s’inspire du matérialisme historique pour replacer la révolution chinoise dans l’histoire mondiale, le passage de la Chine à un stade plus avancé du socialisme s’accompagnant nécessairement du déclin des systèmes capitalistes. À travers le prisme du matérialisme dialectique, il présente son programme comme un pas en avant dans une lutte toujours plus intense entre le PCC, d’une part, et les forces réactionnaires à l’intérieur (un insolent secteur privé, des ONG influencées par l’Occident, les mouvements religieux) et à l’étranger (les États-Unis et leurs alliés), d’autre part.

Ces concepts sont pris très au sérieux par les élites du PCC. Celui-ci s’appuie naturellement sur le même genre de conseils économiques et stratégiques qui guident habituellement les régimes occidentaux. Mais au sein du régime chinois, le marxisme-léninisme reste la source idéologique principale d’une vision du monde qui donne historiquement raison à la Chine et dépeint les États-Unis comme un pays destiné à disparaître, car rongé par des contradictions politiques internes et en proie à un inévitable déclin du capitalisme. C’est ce qui marquera, selon Xi Jinping, la véritable fin de l’histoire.

En 2013, cinq mois à peine après sa nomination au poste de secrétaire général du parti, devant la Conférence centrale sur l’idéologie et la propagande, à Pékin, Xi Jinping avait prononcé un discours dont on avait connu la teneur trois mois plus tard, grâce à des fuites. Il s’y attardait sur les risques d’un affaiblissement idéologique tel que celui qui conduisit à l’effondrement du communisme soviétique, sur le rôle de l’Occident, qui fomentait la division idéologique en Chine, et sur la nécessité de réprimer toute forme de dissidence. “*La désintégration d’un régime commence souvent dans le domaine idéologique*”, avait-il déclaré. “*Des troubles politiques et un changement de régime peuvent arriver du jour au lendemain, mais l’évolution idéologique est un processus à long terme*”, avait-il poursuivi, en mettant en garde : “*La moindre brèche ouverte sur le plan idéologique rend les autres lignes de défense très difficiles à tenir.*”

Mais le PCC “*est dans la ligne juste*”, avait-il assuré à son auditoire, l’encourageant à ne pas être “*évasif, timide, et à ne pas mâcher ses mots*” dans ses relations avec les pays occidentaux, dont l’objectif était selon lui de “*rivaliser avec nous pour conquérir le cœur des masses populaires, avec comme objectif final de renverser la direction du PCC et le régime socialiste chinois*”.

Cela impliquait de sévir contre quiconque “*entretient la dissidence et la discorde*”. Il s’est ensuivi un mouvement d’“*épuration*” au sein du PCC, accompli en éliminant tout ce qui pouvait ressembler à une opposition politique ou institutionnelle. Une décennie de campagne anticorruption avait commencé avant même le discours. Par la suite, une “*campagne de rectification*” a entraîné une nouvelle série de purges dans l’appareil du parti. Par ailleurs, Xi a réaffirmé le contrôle du parti

À lire aussi

LA POLITIQUE “ZÉRO COVID” NE PASSE PLUS

Trois ans de politique dogmatique contre l’épidémie ont fait surgir une contestation inédite depuis des décennies en Chine. Après un drame suscité par l’incendie d’un immeuble confiné, des manifestants ont réclamé la fin des restrictions et même, la démission de Xi Jinping. Peu doué pour le compromis, il va devoir innover pour y faire face sans verser dans une répression sans limites. **Un focus à lire page 6 et suivantes.**

← Détournement du portrait officiel de Xi Jinping.

Photo Jimmy Beunardeau/
Hans Lucas



KEVIN RUDD

Président de l’Asia Society, dont le siège est à New York, ancien diplomate et spécialiste de la Chine, Kevin Rudd a été en poste à Pékin avant de bifurquer vers la politique. Il a exercé les fonctions de Premier ministre de l’Australie de 2007 à 2010, puis celles de ministre des Affaires étrangères de 2010 à 2012.

sur l’Armée populaire de libération (APL) et la police, et a centralisé les systèmes de cybersécurité et de surveillance. Enfin, en 2019, il a lancé une campagne éducative au sein du parti sur le thème : “*N’oublions pas l’objectif initial du parti, gardons notre mission à l’esprit !*”

Vers la fin de son premier mandat, il était déjà devenu clair que Xi voulait transformer le PCC en grande église d’une foi laïque redynamisée, rien de moins !

La trajectoire suivie par la politique économique de la Chine sous Xi – d’un consensus en faveur des réformes en faveur du marché à une intervention accrue du parti et de l’État – a été inégale, contestée et parfois contradictoire. En effet, à la fin de 2013, le Comité central du PCC adopte un document sur l’économie au caractère réformiste remarquable, intitulé sobrement “*Résolution*”. Ce texte présente une série de mesures qui permettent au marché de jouer “*un rôle décisif*” dans l’allocation des ressources. Mais la mise en œuvre de ce dispositif a peu à peu ralenti pour s’arrêter en 2015, tandis que les entreprises d’État bénéficiaient de milliers de milliards de dollars d’investissements entre 2015 et 2021 – une injection massive de subventions qui remplaçait l’État chinois au centre de la politique économique.

Lors du 19^e Congrès du PCC, en 2017, Xi Jinping annonce qu’à l’avenir le principal défi idéologique du parti sera de rectifier le “*développement déséquilibré et inadéquat*” issu de la période de réformes et d’ouverture inaugurée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970. Grâce à une observation plus rigoureuse des principes marxistes, la Chine pourra devenir une grande nation, tout en parvenant à une plus grande égalité économique dans un avenir pas trop lointain, promet-il.

Acette fin, les comités locaux du parti accroîtraient leur emprise sur les entreprises privées, en jouant un rôle plus important dans la sélection de leurs cadres supérieurs et dans les prises de décision essentielles du conseil d’administration. Tandis que l’État commencerait à prendre des participations dans des entreprises privées, les entrepreneurs les plus brillants seraient encouragés à investir dans des entreprises d’État, mélangeant ainsi de plus en plus le marché et l’État.

Parallèlement, les planificateurs économiques du PCC seraient chargés de concevoir une “*économie à double circulation*”, visant concrètement à rendre la Chine plus autonome dans tous les secteurs économiques, tandis que les économies mondiales deviendraient plus dépendantes vis-à-vis d’elle. Enfin, à la fin de l’année 2020, Xi ébauche une redistribution des revenus connue sous le nom de “*programme pour une prospérité commune*”. L’idée est d’inciter les riches à contribuer “*volontairement*” à des programmes de réduction des inégalités de revenus. À la fin de 2021, l’ère des réformes et de l’ouverture de Deng Xiaoping est de toute évidence révolue, et remplacée par une nouvelle orthodoxie économique étatiste.

Ce virage vers une politique léniniste et une économie marxiste a été accompagné par l’adoption d’une forme de nationalisme de plus en plus virulente, nourrissant une volonté de s’affirmer à l’étranger qui a remplacé la prudence et l’aversion traditionnelles pour le risque, caractéristiques de la politique étrangère chinoise à l’époque de Deng Xiaoping. L’importance du nationalisme pour Xi était patente. Ainsi, dans son discours de 2013, il affirmait déjà : “*Pour moi, oublier l’histoire, c’est trahir. L’histoire a une existence objective. C’est le meilleur des manuels scolaires. Une nation sans mémoire historique n’a pas d’avenir.*”

Tout de suite après sa prise de fonctions comme secrétaire général du PCC, en 2012, Xi avait fait visiter au nouveau Comité permanent du Bureau politique une exposition du musée national de Chine, à Pékin, intitulée “La Route du renouveau”, qui racontait la perfidie des puissances impériales occidentales et du Japon, et la réponse héroïque du parti pendant les “cent ans d’humiliation nationale” qu’avait connus la Chine [de la première guerre de l’opium, en 1839, à la victoire contre le Japon, en 1945].

Depuis, la notion de “grand renouveau de la nation chinoise” est au centre de la vision nationaliste de Xi. Pour la codifier, il a mis en avant des concepts qui installent la nouvelle approche de la Chine. Le premier est celui de “puissance nationale globale” (*zonghe guoli*), que le PCC utilise pour quantifier la puissance combinée de la Chine sur les plans militaire, économique et technologique, ainsi que son influence en matière de politique étrangère. La rhétorique officielle du PCC fait également référence à une “multipolarité” (*duojihua*) croissante dans le système international et à la montée en puissance irréversible de la Chine. Xi a ressorti pour l’occasion un aphorisme maoïste acclamant “la montée de l’Orient et le déclin de l’Occident” (*dongsheng xijiang*), un euphémisme pour évoquer la volonté de la Chine de dépasser les États-Unis.

Xi fait l’éloge de la puissance nationale chinoise croissante de façon beaucoup plus incisive et extensive que ses prédécesseurs. En 2013, le PCC a officiellement abandonné la “ligne diplomatique” édictée par Deng Xiaoping en 1992, selon lequel la Chine devait “cacher sa force, attendre son heure et ne jamais prendre l’initiative.” Lors de son rapport devant le Congrès du parti, en 2017, Xi a souligné combien la Chine avait fait progresser sa “puissance économique, scientifique, technologique, militaire et nationale globale” au point de figurer désormais “aux tout premiers rangs mondiaux”; grâce à une amélioration sans précédent de la place internationale de la Chine, a-t-il dit, “la nation chinoise, qui occupe une position totalement nouvelle, se dresse désormais d’un pied ferme en Orient.”

Par-delà leur aspect théorique, les déclarations de Xi Jinping ont aussi une dimension opérationnelle. Elles ont jeté les bases d’un grand nombre d’initiatives sans précédent en politique étrangère. Ainsi, la Chine s’est lancée dans la récupération d’une série d’îles en mer de Chine méridionale, qu’elle a transformées en garnisons, au mépris de ses promesses antérieures. Sous Xi, le pays a effectué des tirs de missiles à grande échelle autour de la côte taïwanaise, simulant un blocus maritime et aérien de l’île [en 2022], ce que les régimes chinois précédents s’étaient toujours abstenus de faire. Xi a fait monter d’un cran le conflit frontalier avec l’Inde par des affrontements répétés aux frontières et par la construction de nouvelles routes, aéroports et infrastructures militaires à proximité de la frontière. Enfin, la Chine mène une nouvelle politique de coercition économique et commerciale à l’encontre d’États dont les actions heurtent Pékin et qui sont vulnérables à la pression chinoise.

La Chine est également devenue beaucoup plus agressive face aux critiques de l’étranger. En juillet 2021, Pékin a ainsi annoncé pour la première fois des sanctions contre des individus et des institutions ayant eu l’audace de critiquer la Chine en Occident [aux États-Unis, au Canada et en Europe]. Ces sanctions sont



UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PERPÉTUEL ?

Xi Jinping est né en 1953. Son père, haut responsable du Parti communiste chinois (PCC), sera victime des purges de la Révolution culturelle (1966-1976), et Xi envoyé en 1969 à la campagne, dans la province pauvre du Shanxi. Il entre en 1971 à la Ligue de la jeunesse communiste. Entre 1975 et 1979, il étudie l’ingénierie chimique à l’université Tsinghua de Pékin. Après avoir travaillé dans l’administration d’une préfecture du Hebei de 1982 à 1985, il entame son ascension au sein de l’appareil d’État chinois **1985** — Vice-maire de Xiamen, capitale de la province du Fujian.

2000 — Gouverneur de la province du Fujian.

2002 — Chef du comité du PCC de la province du Zhejiang et membre du Comité central.

2007 — Chef du parti à Shanghai, il entre au Comité permanent du Bureau politique et devient vice-président de la Commission militaire centrale (CMC).

2008 — Vice-président de la Chine.

2012 — Secrétaire général du PCC et président de la CMC, il lance sa campagne anticorruption.

2013 — Président de la République populaire de Chine.

2017 — Deuxième mandat à la tête du PCC. Aucun successeur n’est introduit au Comité permanent, comme c’est la tradition.

2022 — Troisième mandat à la tête du PCC et de l’État, rendu possible grâce à l’abolition, en 2018, de la limite du nombre de mandats présidentiels par l’Assemblée nationale populaire.

↑ Fabriqué en Chine. Dessin de Tom paru dans **Trouw**, Amsterdam.

dans la droite ligne du nouveau credo de la diplomatie chinoise : celle du “loup guerrier”, qui encourage les diplomates chinois à attaquer publiquement leurs gouvernements hôtes – une rupture radicale en matière de pratiques diplomatiques chinoises.

Les convictions idéologiques de Xi engagent la Chine à construire un système international “plus équitable et plus juste” – un système ancré dans la puissance chinoise plutôt que dans la puissance américaine, et qui reflète des normes plus conformes aux valeurs marxistes-léninistes. C’est pour cette raison que la Chine a fait pression pour dépouiller les résolutions de l’ONU de toute référence aux droits humains universels et a mis en place un nouvel ensemble d’institutions internationales centrées sur la Chine (comme l’initiative des nouvelles routes de la soie, la Banque asiatique d’investissement pour les infrastructures et l’Organisation de coopération de Shanghai), afin de concurrencer et remplacer à terme les organismes dominés par l’Occident.

La quête marxiste-léniniste d’un monde “plus juste” guide également la promotion par la Chine de son propre modèle de développement national dans les pays du Sud, en tant que solution de remplacement au “consensus de Washington” sur les marchés libres et la gouvernance démocratique.

Ces changements dans la politique étrangère et de sécurité de la Chine ont été annoncés bien en amont par certaines inflexions dans la ligne idéologique de Xi. Dans ce que le public occidental pourrait considérer comme un obscur charabia théorique, le secrétaire général a communiqué au parti un message clair comme de l’eau de roche : la Chine n’a jamais été aussi puissante, et il compte bien utiliser cette puissance pour changer le cours de l’histoire.

Xi Jinping a 69 ans, et il semble peu probable qu’il prenne sa retraite. Sa mère est âgée de 96 ans et son père a vécu jusqu’à 89 ans. Si leur longévité est une indication de la sienne, il est bien parti pour rester le leader suprême de la Chine au moins jusqu’à la fin des années 2030.

Il est assez peu vulnérable sur le plan politique. Certes, dans la société chinoise, certains peuvent commencer à s’irriter de l’appareil de plus en plus répressif qu’il a mis en place. Mais les technologies de surveillance contemporaines lui permettent de contrôler la dissidence à un niveau que n’auraient pas imaginé Mao ou Staline.

Xi manifeste une confiance croissante dans la “génération nationaliste” émergente, en particulier dans les élites qui ont été éduquées en Chine et non à l’étranger, qui ont atteint leur majorité sous sa direction plutôt que sous les régimes plus libéraux de ses prédécesseurs, et qui se considèrent comme l’avant-garde de sa révolution politique. Il serait ridicule d’envisager que la vision marxiste-léniniste de Xi impose sous le poids de ses propres contradictions internes, à court ou à moyen terme. Si un changement politique se produit, ce sera plus probablement après sa mort.

Cependant, tout n’est pas au beau fixe pour Xi Jinping. Son talon d’Achille est l’économie. Sa vision marxiste risque d’entraîner une diminution de la croissance économique au fil du temps. En effet, la baisse de confiance des entreprises pourrait se traduire par un recul des investissements privés en capital fixe, du fait d’un sentiment croissant de risque politique et réglementaire. Cela vaut en particulier pour les secteurs de la haute technologie, de la finance et de l’immobilier, qui ont été

“La nation chinoise, qui occupe une position totalement nouvelle, se dresse désormais d’un pied ferme en Orient.”

Xi Jinping

Xi Jinping voit désormais des menaces sur tous les fronts. Il s'est lancé dans le contrôle de presque tous les aspects de la politique publique et de la vie privée chinoises.

les principaux moteurs de la croissance intérieure au cours des deux dernières décennies. L'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers a par ailleurs décliné, à cause des incertitudes qui pèsent sur la chaîne d'approvisionnement et des répercussions des nouvelles doctrines d'autosuffisance économique nationale.

Sur le plan intérieur, les élites des milieux d'affaires chinois ont été refroidies par la campagne anticorruption, par la nature arbitraire du système judiciaire contrôlé par le parti, et par le nombre croissant de géants médiatiques des hautes technologies tombés en disgrâce. Enfin, la Chine n'a toujours pas trouvé de solution pour se débarrasser de sa stratégie "zéro Covid", qui aggrave le ralentissement économique du pays [lire également p.6 et suivantes].

À toutes ces faiblesses s'ajoutent un certain nombre de tendances structurelles à long terme : le vieillissement rapide de la population, la diminution de la main-d'œuvre, la faible croissance de la productivité et le niveau élevé de la dette partagée entre les institutions financières publiques et privées. Alors que le PCC tablait sur le maintien de la croissance annuelle moyenne autour de 6% durant les années 2020, certains analystes craignent désormais un plafonnement autour de 3% avant une chute à environ 2% dans les années 2030, à moins d'une correction radicale de la trajectoire. Par conséquent, la Chine pourrait être toujours enfermée dans le "piège du revenu moyen" lorsqu'elle fera son entrée dans les années 2030, avec un poids économique inférieur ou à peine supérieur à celui des États-Unis.

Pour les dirigeants chinois, les conséquences seront lourdes. En effet, l'essoufflement de l'offre d'emplois et des revenus risque d'entraîner des tensions au niveau budgétaire, obligeant le PCC à arbitrer entre les soins de santé, les soins aux personnes âgées et les droits à la retraite, d'un côté, et la poursuite des objectifs de sécurité nationale, la politique industrielle et l'initiative des nouvelles routes de la soie, de l'autre. Par ailleurs, cela pourrait remettre en question la force d'attraction exercée par la Chine sur le reste de l'économie mondiale.

Une "Chine au sommet" appartient-elle déjà au passé ? Le débat s'ouvre à peine. La question essentielle qui se pose à la Chine des années 2020, c'est de savoir si Xi est capable ou non de corriger la trajectoire pour que le pays se remette du ralentissement de sa croissance économique. Mais cela impliquerait pour lui une perte de face considérable. Il est donc plus probable qu'il essaiera de s'en sortir en faisant le moins possible d'ajustements idéologiques et en mettant en place une nouvelle équipe de responsables de la politique économique, avec l'espoir qu'ils trouvent le procédé magique nécessaire pour rétablir la croissance.

Le nationalisme marxiste de Xi Jinping est un projet idéologique pour l'avenir ; c'est une vérité sur la Chine, cachée mais connue de tous. Sous la direction de Xi, c'est à travers le prisme de l'analyse dialectique – et pas forcément clairement pour les étrangers – que le PCC devrait juger de l'évolution de la conjoncture internationale. Ainsi, Xi verra les nouvelles institutions occidentales destinées à faire contrepoids à la Chine – telles que le Quad (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, accord de coopération stratégique entre l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis) et le pacte Aukus (accord de défense entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis) – comme hostiles sur le plan stratégique et prévisibles sur le plan idéologique. D'où la nécessité pour

la Chine de recourir à de nouvelles formes de "lutte" politique, idéologique et militaire pour les faire battre en retraite. Dans sa vision marxiste-léniniste, la victoire finale de la Chine est assurée, car les forces profondes du déterminisme historique sont du côté du PCC, et parce que l'Occident connaît un déclin structurel.

Ce point de vue a une incidence sur la probabilité de voir éclater un conflit en Asie. Depuis 2002, dans le langage codé du PCC, la phrase "la Chine continue de profiter d'une période d'opportunité stratégique" était une manière d'exprimer la conviction de l'improbabilité d'une guerre. Elle signifiait que la Chine courait un faible risque de conflit à court terme et qu'elle pouvait donc rechercher des avantages économiques et diplomatiques pendant que les États-Unis s'enlisaient ailleurs, notamment au Moyen-Orient. Mais du fait du classement de la Chine parmi les "concurrents stratégiques" de Washington en 2017, de la guerre commerciale avec les États-Unis toujours en cours, d'un découplage économique mutuel (parfois sélectif) et du renforcement des alliances des États-Unis avec l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et l'Otan, le PCC pourrait bien modifier son analyse.

Xi Jinping voit désormais des menaces sur tous les fronts et s'est lancé dans un mouvement de contrôle de pratiquement tous les aspects de la politique publique et de la vie privée chinoises. Si la perception de telles menaces se transforme en analyse officielle transcrite dans l'administration du PCC, le système chinois pourrait se mettre à fonctionner comme si un conflit armé était inévitable.

Les prises de position idéologiques de Xi façonnent la manière dont le PCC et ses quelque 100 millions de membres comprennent leur pays et son rôle dans le monde. Ils prennent ces déclarations très au sérieux, et le reste du monde serait bien avisé d'en faire autant. En tout cas, l'attachement de Xi à l'orthodoxie marxiste-léniniste devrait briser tout espoir de voir la Chine paisiblement opérer une libéralisation de sa vie politique et de son économie. L'approche de la Chine en matière de politique étrangère n'est pas seulement guidée par un savant calcul des risques et des opportunités stratégiques, mais aussi par la conviction sous-jacente que les forces du changement historique portent inexorablement le pays en avant.

Voilà qui devrait amener Washington et ses partenaires à bien soupeser leurs stratégies actuelles vis-à-vis de la Chine. Les États-Unis doivent se rendre compte que la Chine est l'adversaire le plus discipliné sur les plans politique et idéologique qu'ils aient jamais eu à affronter au cours de leur siècle de domination géopolitique. Les stratèges américains doivent éviter de tomber dans "l'effet miroir", partant du principe que Pékin agirait d'une manière considérée par Washington comme rationnelle, ou servant des intérêts propres à la Chine.

Quoi qu'il advienne, Xi Jinping n'abandonnera pas son idéologie. Il y croit dur comme fer. Cela constitue une épreuve supplémentaire pour les États-Unis et leurs alliés. Pour l'emporter dans cette guerre idéologique qui se déroule actuellement, ils devront se réapproprier les principes qui distinguent les systèmes politiques libéraux et démocratiques. Les dirigeants occidentaux doivent défendre ces idéaux en paroles et en actions. Eux aussi, il faut qu'ils se mettent à y croire dur comme fer !

— Kevin Rudd

Publié le 1^{er} novembre

SOURCE



FOREIGN AFFAIRS

New York, États-Unis

Bimestriel, 181 500 exemplaires

foreignaffairs.org

Publié à New York depuis 1922, ce magazine est une référence mondiale en matière de relations internationales. Organe de l'influent Council on Foreign Relations, il contribue à confronter analyses de chercheurs et de politiciens, et à faire émerger la prochaine politique étrangère américaine. De Wilson à Kissinger, les plus grands noms de la diplomatie américaine sont passés par cette revue. Sa qualité a peut-être baissé, même si le tirage actuel reste très honorable.

histoire. 

Charles XII de Suède, un boulet pour les Turcs

1709-1714 — Suède-Turquie

Quand le roi scandinave se réfugie chez les Ottomans après sa défaite face à la Russie, son train de vie est si luxueux que ses hôtes font tout pour s'en débarrasser.



— **Middle East Eye** (extraits) Londres

En juillet 1709, les espoirs de la Suède de s'imposer comme la principale puissance dans le nord et l'est de l'Europe sont anéantis par sa défaite face à Pierre le Grand, à la bataille de Poltava (Ukraine actuelle). Après ce revers catastrophique, les Suédois vont devoir limiter leurs ambitions à de rares territoires en dehors de la Scandinavie. Mais sur le moment, le roi de Suède, Charles XII, refuse d'admettre que tout est perdu.

Il envoie une lettre au sultan ottoman Ahmed III après la défaite, lettre dans laquelle il manifeste son intention de demeurer dans les territoires turcs pendant huit jours pour éviter d'être capturé par l'armée russe, une requête à laquelle Ahmed accède malgré les objections des Russes.

Les Ottomans se mettent en frais pour leur hôte royal et autorisent l'implantation d'une colonie suédoise dans la ville de Bender, en Moldavie. Mais ces huit jours se transforment en cinq ans, au cours desquels les Turcs entrent en guerre avec la Russie et sont confrontés à la menace de nouveaux conflits. L'entretien du roi suédois coûte si cher aux Ottomans que Charles est surnommé "Demirbas Sarl" ("Charles Poids mort").

Charles XII naît à Stockholm en 1682 et monte sur le trône de Suède dès l'âge de 15 ans. Pensant qu'ils auront la partie facile en affrontant un jeune roi inexpérimenté, les voisins de la Suède, à savoir la Russie, le Danemark-Norvège et la Saxe, se coalisent pour lancer une triple offensive sur le territoire suédois, déclenchant la grande guerre du Nord en 1700. Malgré son jeune âge, Charles parvient à repousser ces trois attaques, obligeant Pierre le Grand [le tsar russe] à proposer un traité de paix, que le roi de Suède rejette. Au lieu de cela, Charles poursuit l'offensive contre les Russes et entre ainsi dans un conflit prolongé et sanglant qui aboutit à la déconfiture de Poltava.

Après la défaite, il fait preuve du même entêtement qui, neuf ans auparavant, lui a fait rejeter la possibilité d'un accord de paix avec la Russie. Sous la protection des Ottomans, loin de profiter des douceurs de l'exil, Charles se met à ourdir sa vengeance contre les Russes. Ahmed confie à Youssouf Pacha, son principal courtisan et futur grand vizir, la responsabilité de veiller sur Charles. Celui-ci est impatient d'entraîner les Ottomans dans sa guerre contre la Russie. Il fait pression sur le sultan pour qu'il déclare la guerre, et ce faisant divise le *divan* ("cabinet") du sultan.

Le Suédois a l'oreille de la mère du sultan, l'influente Gulnûs Sultan, et la gagne à sa

L'entretien du roi suédois coûte si cher aux Ottomans que Charles est surnommé "Demirbas Sarl" ("Charles Poids mort").

cause en lui offrant des parfums français et en lui faisant transmettre des messages par des négociants et des ambassadeurs dont elle est proche. Grâce aux habiles manœuvres de Charles, à quoi viennent s'ajouter les inquiétudes de l'Empire ottoman, un fort contingent turc est constitué pour affronter les Russes.

Un an plus tard, les Russes sont vaincus et demandent la paix. Les Ottomans acceptent leurs conditions, mais Charles ne l'entend pas de cette oreille. Ce qui va finir par empoisonner les relations entre le pays hôte et son invité. Malgré leur victoire, les Ottomans veillent à respecter les clauses de leur traité avec la Russie, accord que Charles a hâte de rompre.

Les Turcs acceptent mal une telle ingérence dans leur politique étrangère, et finissent par demander à Charles de quitter leur territoire. Il refuse. Les tensions sont à leur comble en février 1713, quand les janissaires (troupes

d'élite ottomanes), soutenus par une foule d'habitants de Bender, se rendent dans la résidence du roi suédois afin de l'arrêter. Des combats s'ensuivent. Après des centaines de morts de chaque côté, Charles est arrêté et passe un an en résidence surveillée avant que les Ottomans ne le laissent partir.

L'ingérence dans la politique turque n'est que l'une des causes de la rupture des relations entre Charles et les Ottomans. Car les dépenses du roi ont dépassé les limites de l'hospitalité turque. Même si une partie de cet argent vient du trésor ottoman, le reste lui est alloué sous forme de prêts de négociants locaux. En 1714, lorsqu'il est autorisé par le sultan à quitter l'Empire ottoman, Charles a contracté une dette de plus de 1 million de couronnes suédoises, soit plus de trois fois le budget de la Suède de l'époque.

Quand il part pour de bon, Charles est accompagné par une suite de soldats et de marchands ottomans qui tiennent à se faire rembourser leurs prêts. Après leur arrivée, une bonne partie de ces marchands s'installent en Suède, donnant naissance à la première communauté suédo-turque, celle des Askerson, un nom dérivé du turc *asker* ("soldat"). Le problème de la dette n'est toujours pas résolu lorsque Charles est tué dans une bataille contre les Danois et les Norvégiens, en 1718, et les Ottomans envoient un émissaire en 1727 pour régler cette question, mais sans succès.

Cependant, ce séjour de Charles en terre ottomane ne laisse pas que des dettes impayées. Le roi et les Suédois qui l'accompagnaient en rapportent des mets turcs. Le *kåldolmar* suédois, ou chou farci, est une variante du *dolma*. Le plus important est peut-être le fait que les fameuses boulettes de viande suédoises [les *köttbullar*] trouvent leur origine dans les *kofte* turques, dont la recette fut introduite en Suède par Charles et son entourage.

— **Yusuf Selman Inanc**
Publié le 14 juin

↗ Charles XII
à Bender.

Photo Fine Art Images/
Heritage Images/
Getty Images

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

91% DE CLIENTS SATISFAITS.** ON NE VA PAS S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN.

Parce que nous mettons tout en œuvre
pour apporter des réponses complètes à vos questions,
vous êtes **91%** à être **satisfaits du Service Client ENGIE****

J'agis
avec
ENGIE



ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Catégorie Fournisseur d'énergie pour les particuliers - Étude BVA - Viséo CI - Plus d'infos sur [esca.fr](https://www.esca.fr) **Étude Skeepers réalisée entre janvier et mai 2022 auprès de 360489 clients interrogés suite à un appel téléphonique avec ENGIE. ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Antoine Doyen.